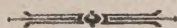


CHARLES CORCELLE

Diplômé de l'École
des Hautes Études Commerciales

LE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND DEPUIS 1927

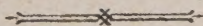


Thèse de Doctorat

*Soutenue le 10 Mars 1932, à 14 heures
à la Faculté de Droit de Paris*

devant M. AFTALION, Président

assisté de MM. LESCURE et PIROU



NEVERS

IMPRIMERIE DE LA TRIBUNE

—
1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

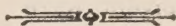
**LE COMMERCE
FRANCO-ALLEMAND
DEPUIS 1927**

LE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND DEPUIS 1927

PAR

CHARLES CORCELLE

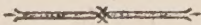
Diplômé de l'Ecole
des Hautes Etudes Commerciales



Thèse de Doctorat

*Soutenue le 10 Mars 1932, à 14 heures
à la Faculté de Droit de Paris*

devant M. AFTALION, Président
assisté de MM. LESCURE et PIROU



NEVERS
IMPRIMERIE DE LA TRIBUNE

—
1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A Monsieur C.-J. GIGNOUX,
*Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil
et à l'Economie Nationale*
Président de la Commission Economique franco-allemande



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND DEPUIS 1927

INTRODUCTION

Tous les pays du monde subissent actuellement, à des degrés divers, une crise économique profonde, qui s'est traduite par une chute brutale des prix et dont la cause principale est généralement attribuée à une surproduction tant agricole qu'industrielle, accompagnée d'une sous-consommation.

La France, dit-on, a bénéficié jusqu'à maintenant d'un régime de faveur, et ne s'est ressentie que d'une façon atténuée des effets de la crise mondiale. Toutefois, à ce propos, M. A. Daudet, Directeur de l'Association Nationale d'Expansion Economique, a fait, dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée Générale de ladite association, en mai 1931, une distinction très exacte entre notre économie intérieure et notre économie extérieure. Il a montré, par l'étude comparée des indices de production de quelques grands pays, que le marché intérieur français jouissait de conditions plus satisfaisantes que la majorité des autres nations.

Par contre, s'appuyant toujours sur l'étude des statistiques, il a nettement posé le problème de la « Crise de l'Exportation française ». — En effet, depuis 1927, année où la balance commerciale de la France présentait un solde créditeur de 1875 millions de francs, nos importations ont sans cesse et d'une façon croissante dépassé nos exportations: en 1931, le déficit de notre balance commerciale a atteint 11.778 millions de

francs, soit une différence de 13 milliards 653 millions entre les années 1927 et 1931.

La question de notre commerce extérieur, question de haute importance nationale, est donc à l'ordre du jour; elle fait couler beaucoup d'encre, elle inquiète à juste titre de nombreux économistes, industriels et commerçants, qui recherchent tous activement les causes de cette situation défavorable afin d'en trouver les remèdes.

*
**

Pendant le même laps de temps, la balance commerciale de l'Allemagne présentait des mouvements exactement inverses. Considérablement déficitaire en 1927, à peu près équilibrée en 1929, grâce à une légère décroissance de ses importations, mais surtout à la remarquable progression de ses exportations, elle était largement créditrice en 1930 et 1931. -- L'amélioration de son solde actif au cours de ces deux dernières années tient à l'énorme diminution des importations de nos voisins, qui, par contre, n'ont enregistré qu'un fléchissement beaucoup moins accusé de leurs expéditions à l'extérieur.

*
**

Il y a entre cette aggravation de la balance commerciale française et cette amélioration de la balance commerciale allemande un contraste saisissant, tellement saisissant que certains économistes, en particulier M. Aftalion, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, se sont demandés s'il n'y avait pas un rapport de cause à effet entre les mouvements inverses des deux balances, si l'amélioration de la balance commerciale de nos voisins d'Outre-Rhin n'était pas une des causes principales du déficit de la nôtre, si les modifications survenues ne tenaient pas, pour une bonne part, aux changements constatés dans le commerce franco-allemand lui-même.

C'est à ce problème posé par M. Aftalion, et qu'il a d'ailleurs brièvement résolu en quelques articles, que nous nous proposons de répondre, en étudiant dans cet ouvrage « Le commerce franco-allemand depuis 1927 ».

*
* *

Pourquoi cette date de 1927?

— D'abord 1927 est, dans le laps de temps compris entre 1876 et 1931, soit 55 ans, la quatrième et dernière année, où notre balance commerciale s'est soldée par un excédent d'exportations; elle marque la fin d'une période créditrice de quatre ans (1924-1927), et, à ce titre, elle fait date dans l'histoire du commerce extérieur de la France.

Par contre, l'Allemagne enregistre en 1927 le plus fort déficit atteint par sa balance commerciale depuis la cessation des hostilités.

— D'autre part, l'année 1927 marque un tournant, ainsi que nous l'exposerons plus largement par la suite, dans le cours de notre politique douanière d'après-guerre: nous abandonnons le principe qu'une interprétation extensive de la loi de 1919 nous avait fait adopter, et que nous avons tenté d'appliquer au cours de nos négociations avec les autres nations, à savoir: le refus de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée.

En effet, à la suite de pourparlers difficiles avec les délégués allemands, nous avons conclu, le 17 août 1927, un traité définitif avec l'Allemagne où nous lui accordons le bénéfice de la clause réciproque de la nation la plus favorisée, pivot de notre politique contractuelle d'avant-guerre. C'est cette convention, depuis si vivement critiquée, qui consacre officiellement une nouvelle orientation de notre politique douanière.

— Enfin, l'année 1927 est en France la première année de stabilité monétaire. La stabilisation « de fait » de notre franc datant de décembre 1926, nos ventes à l'étranger ne bénéficient plus que d'une façon atténuée des effets de la prime aux exportations françaises, qui résultait de la dépréciation de notre change.

Ladite année peut donc constituer une base de comparaison intéressante au point de vue des statistiques que nous aurons à étudier au cours de cette monographie.

*
* *

En résumé, le but de cet ouvrage, intitulé « Le Commerce franco-allemand depuis 1927 » est :

D'analyser le renversement de la balance du commerce franco-allemand depuis 1927, année qui, pour les raisons déjà énoncées, fait date dans son histoire, et, en même temps dans celle du commerce extérieur français en général;

De montrer l'expansion des produits allemands, non seulement sur notre marché national, mais aussi sur le marché international, en particulier en Europe Occidentale et Centrale;

De rechercher les causes de cette situation, d'en exposer les conséquences et d'indiquer les méthodes qui nous paraissent propres à y remédier.

Pour la clarté de notre étude, nous adopterons le plan suivant :

I. — Dans une première partie, nous ferons un bref historique des relations commerciales franco-allemandes antérieures à 1927.

II. — Dans une seconde partie, nous analyserons le renversement de la balance commerciale franco-allemande depuis 1927.

III. — Dans une troisième partie, nous examinerons les causes de ce renversement.

IV. — Dans une quatrième partie, nous envisagerons les conséquences de cet état de choses pour notre pays.

V. — Dans une cinquième et dernière partie, nous nous efforcerons d'indiquer les principaux moyens qui nous semblent de nature à remédier à cette situation.

PREMIÈRE PARTIE

Historique des échanges commerciaux franco-allemands antérieurs à 1927

CHAPITRE PREMIER

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-ALLEMANDS AVANT LA GUERRE

SECTION I

Importance de ces échanges

La France et l'Allemagne ont toujours eu des relations économiques assez étroites. Cela s'explique du fait que ces deux nations groupent ensemble plus de cent millions de producteurs et de consommateurs, qu'elles ont suivi une évolution scientifique et technique à peu près parallèle, qu'elles ont plusieurs centaines de kilomètres de frontières terrestres communes, qu'elles sont reliées entre elles par des moyens de locomotion rapides, puissants et variés, que les besoins de leurs productions sont souvent, et sur de nombreux points, complémentaires.

*
**

Avant la guerre, en dépit des souvenirs toujours vivaces des chocs nombreux du passé, et malgré les multiples difficultés politiques, les deux pays avaient des relations commerciales actives, et, somme toute, assez équilibrées.

L'importance des échanges franco-allemands d'avant-guerre est d'ailleurs illustrée par le rang qu'occupe notre voisine dans

le tableau ci-dessous du commerce spécial de la France avec l'étranger et ses colonies en 1913. (*Extrait de l'annuaire statistique publié par la Statistique Générale*).

(en millions de francs)

	IMPORTATIONS (en provenance de)	EXPORTATIONS (à destination de)	TOTAL —
I. — Angleterre	1.115	1.454	2.569
II. — Allemagne	1.069	867	1.936
III. — Colonies françaises....	797	895	1.692

L'Allemagne était donc, en 1913, après l'Angleterre et immédiatement avant nos colonies, le pays le plus utile du commerce français.

Notons d'ailleurs que la situation était identique pour elle, et que, si elle nous envoyait de la houille, des machines, des céréales, des produits chimiques, des poteries, verres et cristaux, nous lui vendions en notable quantité des pièces brutes, des laines et des cotons.

Quant à la position de notre balance commerciale avec l'Allemagne, elle était déficitaire, comme du reste celle de notre balance globale. Sur un déficit total de 1.541.100.000 francs, 202.000.000, soit 13 % environ étaient imputables à nos relations avec nos voisins d'Outre-Rhin.

SECTION II

Législation de ces échanges

Les relations commerciales dont nous venons de montrer l'importance et le résultat reposaient sur la clause de la nation la plus favorisée, reconnue réciproquement à titre définitif, par l'article 11 du traité de Francfort.

Mais, d'une part, à deux reprises, en 1891 et en 1902, l'Allemagne relevait très sensiblement son tarif général.

D'autre part, elle adoptait le système des « spécifications » douanières ou des « spécialités », pour échapper à la clause de la nation la plus favorisée : elle n'appliquait ses tarifs de faveur qu'à des articles étrangers que ne produisait pas la France sous une forme similaire, de telle sorte que notre pays, non à même d'en exporter de semblables, ne pouvait bénéficier des conditions avantageuses consenties par les traités à d'autres nations.

Pour illustrer ce système par un exemple, nous citerons une fois de plus la célèbre « clause du Saint-Gothard ». Dans son traité commercial avec la Suisse, l'Allemagne spécifiait que « le régime de faveur serait accordé seulement au bétail d'une certaine race présentant des particularités bien déterminées, telles que les extrémités brunes, ou encore un séjour annuel dans les pâturages situés à 800 mètres d'altitude ». Naturellement, les bovins français ne répondaient pas, dans leur grande majorité, à de telles conditions, et, en dépit de la clause de la nation la plus favorisée, ainsi tournée, ne bénéficiaient pas du régime le plus favorable.

*
**

Pour parer à cette situation défavorable, quelques lois modifièrent, de 1892 à 1911, certains détails de notre tarif douanier établi le 11 janvier 1892, sans cependant rien changer aux principes : système des droits spécifiques, double tarif, à savoir « tarif minimum » ou de faveur, accordé en tout ou en partie par des conventions commerciales, et « tarif général » ou de droit commun, applicable aux pays n'ayant pas de traités de commerce, et qui servait d'instrument de négociation.

La plus importante de ces lois fut celle du 29 mars 1910, par laquelle le Parlement :

1° Procéda à des relèvements assez considérables de droits ;

2° Porta à 50 % l'écart entre le tarif général et le tarif minimum ;

3° Accrut le nombre des positions du tarif, pour tenir compte des progrès réalisés par la technique industrielle et du besoin particulier de protection qu'éprouvaient certaines fabrications ;

4° Arma le Gouvernement de certains pouvoirs pour lui permettre de riposter par des mesures de représailles aux mauvais procédés dont les autres Etats viendraient à user à son égard, et de conjurer les effets du dumping.

Telles sont ainsi résumées les caractéristiques des échanges commerciaux franco-allemands d'avant-guerre, au double point de vue de leur importance et de leur législation.

CHAPITRE II

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-ALLEMANDS PENDANT LA GUERRE

Les nécessités économiques, créées par l'état de guerre, entraînent toute une série de mesures douanières spéciales.

Par application de la loi de 1892, le décret du 27 septembre 1914 prohiba l'importation des marchandises en provenance de pays ennemis, et la loi du 4 août 1915 posa le principe de la prohibition de tout commerce avec l'ennemi.

La conséquence fut l'arrêt des échanges commerciaux franco-allemands. Toutefois, le Gouvernement français réussit à se procurer des matières premières en Allemagne par l'intermédiaire de la Suisse. Les pays ennemis opérèrent du reste de la même manière jusqu'à l'application rigoureuse du blocus.

Cette cessation brusque de nos relations avec nos voisins d'outre-Rhin est d'ailleurs nettement mise en lumière par le tableau de notre commerce spécial avec l'Allemagne pendant les années 1914 à 1918. (*Extrait de l'Annuaire Statistique*).

Commerce spécial avec l'Allemagne

(en milliers de francs)

A. — Importations allemandes en France

Année 1913.....	1.068.800
— 1914.....	614.394
— 1915.....	7.913
— 1916.....	5.593
— 1917.....	5.716
— 1918.....	4.952

Les chiffres afférents aux années 1915 à 1918 proviennent de sorties d'entrepôts autorisées, de levées de séquestre, et de réquisitions militaires.

B. — Exportations françaises en Allemagne

Année 1913.....	866.706
— 1914.....	511.182
— 1915.....	»
— 1916.....	»
— 1917.....	»
— 1918.....	»

CHAPITRE III

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-ALLEMANDS APRÈS LA GUERRE

La fin des hostilités militaires devait entraîner celle des hostilités économiques et nos transactions commerciales avec nos anciens ennemis devaient normalement connaître une nouvelle ère d'activité.

Mais, avant d'étudier celle-ci, nous nous proposons de faire un exposé succinct des principes qui ont guidé le législateur français d'après-guerre, dans le domaine commercial et douanier.

SECTION I

La « charte contractuelle » française d'après guerre

Dans le système de 1892, le tarif minimum devait être un instrument de discrimination, permettant de varier le traitement appliqué aux produits étrangers selon leur origine et le danger que leur concurrence présentait pour nos industries. Mais, en fait, l'introduction de la clause « de la nation la plus favorisée » avait rendu uniforme pour tous les pays l'application de ce tarif minimum, empêchant toute discrimination.

Aussi, dès 1917, à la suite d'une conférence de techniciens réunie au ministère du Commerce, fût-il décidé, après bien des hésitations, que le moment était venu de renoncer à la clause de la nation la plus favorisée ; et, pour se réserver la liberté de réédifier notre tarif douanier, le Gouvernement dénonça le 23 avril 1918 « toutes les conventions commerciales contenant la clause de la nation la plus favorisée, ou des consolidations tarifaires, les traités et conventions concernant la navigation commerciale, la réglementation douanière, le régime des voyageurs de commerce, l'exercice du commerce et de l'industrie, ainsi que tous les accords de nature à entraver la mise en application du nouveau statut douanier, commercial ou maritime, sous lequel la France entendait se placer ».

Comme la plupart des conventions commerciales d'avant-guerre prévoyaient la cessation de leurs effets un an après une dénonciation unilatérale, en avril 1919, tous les contractants de la France devaient être soumis à notre tarif général. Toutefois, des négociations nouvelles ne pouvant être menées à bonne fin dans un bref délai, les conventions dénoncées furent prorogées par tacite reconduction ou sur avis formel de trois en trois mois.

*
**

D'autre part, notre tarif douanier n'était plus en accord avec les événements, les droits spécifiques ne représentant plus qu'environ 5 % de la valeur des marchandises au lieu de 15 % avant-guerre.

La dépréciation de notre monnaie et de celle de la plupart des belligérants obligea le Gouvernement à prendre toute une série de mesures provisoires : un décret du 8 juin 1919 institua des surtaxes *ad valorem*, en sus des droits spécifiques ; un autre décret du 8 juillet de la même année abandonna le système du 8 juin et établit celui des « coefficients ».

*
**

Mais ce fut la loi du 29 juillet 1919 qui nous fournit l'instrument dont nous avions besoin pour notre politique douanière d'après-guerre. Elle autorisait, en effet, le Gouvernement « à négocier avec les pays étrangers pour une période déterminée la concession de réductions de droits sur le tarif général calculées en pourcentages sur l'écart existant entre le tarif de droit commun et le tarif minimum. Les réductions accordées dans ces conditions pourraient, en échange d'avantages corrélatifs, être mises provisoirement en application par décrets rendus en Conseil des ministres. Les accords conclus devaient être soumis à l'approbation des Chambres ».

La loi de 1919 a donc fait deux choses :

1° Elle a accru les facilités de négociation données à nos représentants, qui désormais ont pu négocier entre les deux tarifs « général » et « minimum », ont pu instituer des tarifs nouveaux à chaque convention nouvelle, et variables selon les avantages que nous accordait le pays avec lequel nous contractions. Le décret du 28 mars 1921 a d'ailleurs relevé les droits inscrits au tarif général, de façon à porter à 300 % l'écart qui le séparait du tarif minimum.

2° Elle a élargi les pouvoirs du Gouvernement en l'autorisant à appliquer par anticipation les nouvelles conventions douanières, préalablement au vote des Chambres.

Cette loi, que certains ont qualifiée de « charte contractuelle de la France d'après-guerre », fut interprétée d'une façon extensive, et marqua ainsi un changement radical dans l'orientation de notre politique conventionnelle, à savoir : « la substitution comme base de nos relations commerciales du principe de *réciprocité* au principe de *l'égalité* qui résultait de la généralisation de la clause de la nation la plus favorisée ».

Cette charte exclut l'octroi « de juré » de la clause inconti-

tionnelle de la nation la plus favorisée, mais aussi son application « de facto » résultant de l'octroi général de notre tarif minimum.

*
**

La loi de 1919 nous a servi à passer avec les autres pays un certain nombre d'accords, où nous nous efforcions de nous libérer de la clause de la nation la plus favorisée.

Dans la plupart d'entre eux, nous accordions notre tarif minimum pour un petit nombre de produits, un tarif intermédiaire plus ou moins élevé pour d'autres articles dont l'importation était parfois même contingentée.

Cette formule du contingentement apparut dans l'accord avec l'Autriche du 23 juin 1923 et fut insérée dans toutes les conventions passées ultérieurement avec les pays de l'Europe Centrale. Elle consistait à appliquer le tarif minimum à une certaine quantité de produits, l'excédent ne pouvant être importé qu'au tarif général ou aux tarifs intermédiaires prévus dans chaque traité. Le but principal de cette clause était d'éviter les importations d'origine allemande arrivant par la voie de l'Autriche, de la Hongrie et de la Tchéco-Slovaquie.

Quant au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, elle se trouvait, en fait, à peu près circonscrite aux articles admis au tarif minimum, et était l'objet de formules limitatives. Par exemple, d'après l'accord du 17 août 1923, la Tchéco-Slovaquie pouvait obtenir le bénéfice des faveurs que nous accordions à trois puissances, Allemagne, Autriche et Hongrie, mais non celles que nous concédions à des pays autres que ces trois Etats.

Mais si nous refusions de consentir en entier notre tarif minimum aux articles d'importation étrangère, par contre, nous demandions, en faveur de nos produits exportés, l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée, d'où les difficultés et les résistances rencontrées par nos négociateurs.

*
**

Aussi la formule de 1919, qui allait à l'encontre des revendications des nations étrangères désireuses de traiter avec nous, ne pouvait-elle avoir qu'une durée éphémère. Elle nous a bien fourni une base de résistance, elle nous a permis de conclure quelques accords assez avantageux, mais ceux-ci ne pouvaient être que temporaires. Et lorsque, une fois notre tarif révisé, nous avons voulu sortir du provisoire, nous avons dû revenir à la clause de la nation la plus favorisée, contre laquelle les protectionnistes avaient tant protesté.

Ce retour aux principes douaniers d'avant-guerre, cet abandon de la nouvelle formule de 1919 furent officiellement consacrés dans l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, que nous exposerons en détail dans un prochain chapitre de cet ouvrage.

SECTION II

L'activité des échanges franco-allemands de 1919 à 1927

Dans la section précédente, nous avons étudié les principes douaniers qui ont dominé notre politique contractuelle générale de 1919 à 1927, période à laquelle certains ont donné le qualificatif : « De l'abandon, en principe, au rétablissement de la clause de la nation la plus favorisée ».

Voyons maintenant dans une seconde section ce qu'ont été les relations commerciales franco-allemandes pendant le même laps de temps, tant au point de vue de la politique contractuelle qu'à celui de l'importance des échanges.

A. — Importance des échanges franco-allemands de 1919 à 1927

Les deux nations n'ont pas repris immédiatement après la conclusion de la Paix l'échange normal de leurs produits, et, en dépit de bonnes volontés tant allemandes que françaises, l'étude des problèmes économiques fut écartée jusqu'à l'hiver 1924-1925, où s'engagèrent les premiers pourparlers.

La « misère » des relations commerciales franco-allemandes, selon l'expression de M. Dal Piaz, Président du Comité d'Action Economique et Douanière, pendant la période qui s'étend du traité de Versailles à l'accord douanier du 17 août 1927, est mise en lumière par le tableau suivant de notre commerce spécial annuel avec l'Allemagne, exprimé en milliers de francs. (*Extrait de l'Annuaire Statistique*).

Années —	Importations allemandes en France	Exportations françaises en Allemagne	Position de la balance commerciale franco-allemande
1919	755.272	1.559.466	+ 804.194
1920	2.667.963	1.502.118	— 1.165.845
1921	2.163.019	1.876.492	— 286.527
1922	1.297.518	1.969.828	+ 672.310
1923	1.051.243	1.680.671	+ 629.428
1924	2.017.183	3.777.798	+ 1.760.615
1925	2.374.722	3.754.481	+ 1.379.759
1926	4.969.222	4.446.776	+ 522.446
1927	4.204.299	6.551.899	+ 2.347.600

La part de l'Allemagne dans notre commerce extérieur global de 1919 à 1927 est d'ailleurs évaluée aux proportions suivantes :

Années	Importations	Exportations
1919	2 % environ	12 % environ
1920	5 % —	6,5 % —
1921	9,5 % —	9,5 % —
1922	5,5 % —	9 % —
1923	3 % —	5,5 % —
1924	5 % —	9 % —
1925	5 % —	8 % —
1926	8 % —	7,5 % —
1927	8 % —	12 % —

Tous ces pourcentages sont inférieurs à ceux de l'année 1913 (13 % environ), aussi bien à l'importation qu'à l'exportation.

*
* *

Si l'on étudie, par exemple, les échanges franco-allemands en 1925, année où, depuis le 10 janvier, le droit de la France à jouir unilatéralement du régime de la nation la plus favorisée, droit que lui avait reconnu le traité de paix était expiré, on constate que nos exportations vers l'Allemagne ne dépassaient pas 3.754 millions de francs, dont plus de 50 % de matières premières.

Quant aux importations allemandes en France, elles se montaient environ à 2.374 millions de francs, dont la moitié consistait en charbons, fournis en grande partie au titre des réparations.

En somme, les achats faits par l'Allemagne à notre commerce ne représentaient guère que « quatre ou cinq mark-or par an et par habitant » ; les achats faits par la France au commerce germanique s'élevaient à peu près à » douze francs par an et par habitant ». L'Allemagne qui, en 1913, arrivait, comme il a été indiqué au début de cette monographie, au second rang dans le commerce spécial de la France n'occupait plus que le quatrième en 1925.

*
* *

A cette carence des échanges franco-allemands, les explications sont nombreuses.

C'est d'abord la conséquence de la campagne de boycottage menée de chaque côté du Rhin, immédiatement après la cessa-

tion des hostilités. « Pas de produits français en Allemagne » disaient les Allemands ». « N'achetons rien à l'Allemagne » répliquaient les Français.

En second lieu, l'évolution économique suivie par les deux pays était déjà avant la guerre à peu près la même. Or, cette ressemblance s'accusait encore davantage par le fait de la transformation consécutive au traité de paix : les deux nations étaient devenues nettement industrielles, et chez l'une comme chez l'autre, l'exportation des produits de l'industrie minière, des fabrications textiles et sidérurgiques était indispensable. En outre, chacune possédait d'importants éléments agricoles.

Aussi comprend-on facilement qu'avec une telle similitude de besoins économiques, le règlement des relations commerciales était beaucoup plus difficile qu'entre deux Etats dont l'un serait essentiellement industriel et l'autre plus spécialement agricole.

En troisième lieu, l'Allemagne a subi une crise d'inflation qui a fait bénéficier pendant plusieurs années son industrie d'une prime à l'exportation au détriment de nos producteurs, apportant ainsi un nouvel élément de trouble dans les rapports économiques franco-allemands.

Puis, au moment même où le Reich procédait à un assainissement de sa devise, ce fut au tour de la France à entrer dans une période d'instabilité monétaire, de « changes erratiques ».

B. — *Législation des échanges franco-allemands de 1919 à 1927*

Pour lutter contre une concurrence qu'aggravaient ces circonstances défavorables, chacun des deux gouvernements eut recours à des mesures protectionnistes.

Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, la France releva en mars 1921, à l'usage des pays à change déprécié, et en particulier de l'Allemagne, son tarif général portant de 50 à 300 % l'écart entre ce tarif et le tarif minimum.

Quant à l'Allemagne, elle a établi, pendant plusieurs années un système rigoureux de prohibition d'entrée qui, en dépit de l'octroi de licences d'importation, a pratiquement barré la route à nos produits. Puis, elle a substitué à ce régime d'interdiction un régime douanier à peu près prohibitif.

Cependant, dès l'hiver 1924-1925, des pourparlers étaient engagés entre délégués allemands et français. Ceux-ci entendaient mener les négociations conformément à l'esprit de la loi de 1919 qui avait posé le principe de réciprocité, et refuser l'octroi de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée. Cette résolution, jointe aux difficultés particulières à un rapprochement économique franco-germanique, ne pouvait que

faire échouer, ou tout au moins retarder considérablement la conclusion d'un accord.

En février 1925, les négociateurs renoncèrent momentanément à un traité général et préparèrent un accord provisoire devant constituer les bases d'une convention définitive.

Malheureusement cet accord temporaire lui-même ne fut pas conclu, et, ce n'est que vers la fin de 1925 que les pourparlers furent repris.

L'année 1926 apporta quelques résultats positifs. En février et avril, des conventions provisoires furent conclues dans le but de régler l'importation en Allemagne de nos produits saisonniers, en particulier de nos légumes et de nos primeurs. Mais elles étaient muettes sur l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée, que nos voisins d'Outre-Rhin continuaient cependant à nous réclamer avec force et que, fidèles à notre « charte » de 1919, nous leur refusions toujours.

L'accord du 5 août était plus important : il était basé sur le système des avantages compensatoires, mais certains produits germaniques bénéficiaient déjà de notre tarif minimum.

Il fut complété, en mars 1927, par un avenant, accordant aux vins français un contingent d'importation en Allemagne sur la base du tarif de la nation la plus favorisée, en échange de l'introduction en France d'un contingent supplémentaire de produits chimiques et de matériel électrique.

La convention du 5 août 1926 fut renouvelée jusqu'au 31 mai 1927 pendant que se poursuivaient les négociations en vue de l'établissement d'un traité définitif. La France, qui se défendait toujours de vouloir accorder à l'Allemagne le bénéfice de la fameuse clause de la nation la plus favorisée, céda néanmoins, et, le 17 août 1927, elle signa un traité avec le Reich, où elle abandonnait officiellement le système de réciprocité.

Huit ans après le traité de Versailles, la France revenait à l'application de l'article 11 du Traité de Francfort.

*
**

Nous venons d'étudier brièvement au cours de cet historique les rapports commerciaux franco-allemands :

- 1) Avant la guerre ;
- 2) Pendant la guerre ;
- 3) Après la guerre, jusqu'à l'accord du 17 août 1927.

Nous nous sommes efforcés dans le dernier chapitre, de montrer les difficultés rencontrées par nos délégués pour aboutir à

un accord qui devait normalement engendrer une extension réciproque des échanges entre les deux peuples voisins, échanges vraiment trop insuffisants depuis la signature du traité de paix. Nous avons vu que, fidèles à la doctrine de 1919, nos négociateurs luttèrent pendant plusieurs années, mais durent finalement s'incliner et acquiescer aux revendications germaniques concernant l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée.

Nous examinerons maintenant les résultats du nouveau traité franco-allemand du 17 août 1927. Nous montrerons l'importance et la composition des échanges des deux nations depuis cette date, leur orientation nettement défavorable à notre économie : puis nous rechercherons les diverses causes de cette situation nouvelle ; nous en tirerons les conséquences pour notre pays, enfin nous préconiserons quelques remèdes destinés à y pallier.

DEUXIÈME PARTIE

Le reversement de la Balance Commerciale franco-allemande depuis 1927

CHAPITRE I

LA BALANCE COMMERCIALE DE LA FRANCE : SON DÉFICIT CROISSANT DEPUIS 1927

SECTION I

Généralités sur la balance commerciale française

La « balance commerciale » d'un pays ou balance des échanges de marchandises avec l'étranger telle qu'elle ressort des registres de la douane est un indice révélateur de sa situation économique.

Sans doute le véritable baromètre de la richesse économique d'une nation est-il la « balance dite des comptes ». On appelle ainsi pour une année donnée la balance des créances et des dettes nées des échanges, dans l'année considérée, non seulement de marchandises mais aussi de services, ainsi que les créances et les dettes résultant d'opérations ou de faits antérieurs, mais donnant lieu normalement à règlements en intérêts ou en capitaux dans la dite année, à l'exclusion de tous les nouveaux placements de capitaux.

Elle englobe donc la notion de balance commerciale, qui en est d'ailleurs la fraction principale. Aussi, les diverses statistiques douanières, mensuelles et annuelles, retiennent-elles toujours l'attention des milieux économiques et politiques de la nation, et la position débitrice ou créditrice des échanges est-elle toujours l'objet d'abondants commentaires et études de la part des industriels et commerçants, des membres de l'enseignement, des hommes politiques et journalistes.

*
**

Avant la guerre, notre balance commerciale était déficitaire depuis 1873. Les importations l'emportaient sur les exporta-

tions, mais cette situation n'était pas critique, car l'excédent d'importations était facilement payé par une partie des revenus que nous procuraient nos capitaux placés à l'étranger.

Pendant la guerre, notre balance commerciale s'est soldée par des déficits considérables, dus d'une part à une augmentation des importations des produits alimentaires et d'autre part à une diminution des exportations de produits fabriqués. Pour les quatre années qui vont de 1915 à 1918, l'excédent des importations sur les exportations s'est élevé à 60 milliards de francs.

Dans les premières années qui ont suivi la guerre, le déficit reste très grand et ce n'est qu'après 1920 qu'une amélioration apparaît : pendant quelques années, la balance commerciale n'accuse plus que de très faibles déficits, et même à partir de 1924, un excédent d'exportations.

Mais, lorsqu'en 1928, la situation se renverse et que réapparaissent les excédents d'importation, on craint connaître de nouveau les mauvaises années de la guerre et de l'après-guerre : effectivement en 1929, 1930 et 1931, les excédents d'importations s'accroissent considérablement.

Aussi, certains économistes redoutèrent-ils la réduction progressive du portefeuille de devises de la Banque de France et la fuite à l'étranger de l'or accumulé dans ses caves. L'expérience a montré que, jusqu'à ce jour, ces craintes ont été vaines : le portefeuille de devises de la Banque de France est resté à peu près stationnaire et l'encaisse-or a continué de croître, provoquant d'ailleurs de nombreuses protestations de la part des pays étrangers, et, toute une série de mesures plus ou moins efficaces de la part du Gouvernement français, et des dirigeants de notre Institut d'Emission.

SECTION II

La balance commerciale française en 1927

Avant de montrer l'aggravation de notre balance commerciale, nous allons rapidement exposer la situation de notre commerce extérieur en 1927, année qui, pour les raisons énumérées dans notre introduction, nous servira de base dans l'étude comparée des différentes statistiques adonnées aux années 1928, 1929, 1930 et 1931.

A. — Rapport entre les exportations et les importations

Le rapport entre les exportations et les importations, qui en 1913 était de 82 %, n'a pas cessé de diminuer pendant la « grande guerre », et la chute la plus profonde fut enregistrée

en 1918 avec un rapport de 21 %, c'est-à-dire que les exportations représentaient en valeur le cinquième des importations.

Depuis la cessation des hostilités, ce rapport a grandi: il atteint 93 % en 1923, et, à partir de 1924, nos exportations ont régulièrement dépassé nos importations jusqu'en 1927. Les pourcentages maxima suivants sont établis:

En 1924, 106 % correspondant à un excédent d'exportation de 2.200 millions de francs environ.

En 1925, 103,5 % correspondant à un excédent d'exportation de 1.650 millions de francs environ.

En 1926, 100,5 % correspondant à un excédent d'exportation de 80 millions de francs environ.

En 1927, 104 % correspondant à un excédent d'exportation de 1.875 millions de francs environ.

En 1927, notre balance commerciale accuse un solde créditeur de 1.874.900.000 fr. Nos exportations s'élèvent en valeur à 54.924.800.000 francs, en poids à 379.942.670 qm., alors que nos importations se chiffrent en valeur à 53.049.900.000 francs, en poids à 493.698.400 qm.

*
**

Ces variations de la balance commerciale s'expliquent aisément.

Pendant la guerre, l'activité du pays était appliquée tout entière à la conduite des hostilités, toute la production était consacrée au seul ravitaillement du pays (armées et population civile); et l'excédent susceptible d'être exporté était à peu près nul.

D'autre part, du fait de la mobilisation, de l'insuffisance des moyens de transport, la production avait fléchi et un large appel à l'importation avait été nécessaire.

Aussi, la fin de la guerre avait-elle trouvé la France endettée: or, dans tous les pays débiteurs, des forces économiques se déclanchent et tendent à accroître les exportations. Si ces forces sont aidées par une bonne gestion des entreprises, par des qualités de méthode et de ténacité de la part des nationaux, le résultat est toujours favorable. C'est ce qui a eu lieu en France où l'excédent d'exportations des années 1924 à 1927, faisant suite à une période de large déficit consécutif à la guerre, est un phénomène économique normal, celui de la tendance à l'équilibre automatique de la balance commerciale, tendance que semble impliquer la théorie des débouchés de J. B. Say.

B. — Composition de notre commerce extérieur :

La composition de nos échanges en 1927 nous est fournie en valeur par le tableau suivant du commerce spécial (1) de la France. (*Extrait du Tableau Général du Commerce et de la Navigation de 1927*) :

(en milliers de francs)

	Objets d'alimentation	Matières premières nécessaires à l'indust.	Objets fabriqués	Total —
Exportations	5.398.600	16.852.500	32.673.700	54.924.800
Importations	13.892.700	33.370.200	5.787.000	53.049.900
Solde	—8.494.100	—16.517.700	+26.886.700	+1.874.900

Ce tableau du commerce spécial français en 1927 nous montre que notre pays importait en valeur deux fois plus de matières nécessaires à l'industrie, soit matières premières proprement dites, soit matières ayant déjà reçu un commencement de fabrication, qu'elle n'en exportait. cela s'explique par son développement industriel d'une part, par la pauvreté de son sous-sol d'autre part, surtout au point de vue combustible. La France ne possède en effet abondamment que deux minerais : le fer depuis le retour de l'Alsace-Lorraine à notre pays, et la bauxite d'où l'on extrait l'aluminium.

(1) En France, l'Administration des Douanes distingue le « Commerce spécial » du « Commerce général ».

— Dans le « Commerce général », rentrent :

— a) A l'importation, la totalité des marchandises arrivées de l'étranger, des colonies et de la grande pêche, par terre ou par mer ;

— b) A l'exportation, la totalité des marchandises qui sortent effectivement de France, quelle que soit leur origine.

Toutefois, depuis le 1^{er} Janvier 1927, sont exceptées les marchandises qui n'ont fait que transiter par la France ou qui ont été seulement transbordées dans ses ports, à destination de l'extérieur.

Quant au « Commerce spécial », il comprend :

— a) A l'importation : 1° Des marchandises déclarées pour la consommation intérieure ou pour le ravitaillement des navires français, soit en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, d'admission temporaire normale ou de transbordement ;

2° Certains produits placés sous le régime de l'admission temporaire ou de la soumission cautionnée ;

3° Les sels étrangers ou coloniaux destinés à la salaison sur les lieux de pêche ;

4° Les produits obtenus en France dans les usines exercées, par le traitement d'huiles minérales brutes et déclarées pour la consommation ;

5° Les sucres et les cacaos déclarés pour la consommation ou l'admission temporaire ;

b) A l'Exportation : 1° La totalité des marchandises coloniales exportées et les marchandises d'origine étrangère et coloniale qui ayant été

De même, en ce qui concerne les objets d'alimentation, nos importations étaient supérieures à nos exportations ; mais ce déficit alimentaire ne semblait pas considérable, en comparaison avec les chiffres fournis par les statistiques anglaises et allemandes.

Au contraire, les exportations d'objets fabriqués dépassaient sensiblement les importations : c'est d'ailleurs la règle générale et la tradition de la France, pays industriel, de transformer en objets fabriqués qu'elle exporte la majeure partie des matières premières qu'elle importe.

*
* *

Les rubriques douanières telles qu'elles viennent d'être présentées, suffisent à donner une vue d'ensemble de la situation et de la composition de notre commerce extérieur pendant l'année 1927, mais pour tirer des renseignements plus précis, nous devons entrer dans le détail des marchandises, tout au moins de celles qui donnent lieu au trafic le plus important.

I. — IMPORTATIONS :

a) *Objets d'alimentation.*

Les céréales et les vins tiennent la tête, tant en valeur qu'en poids :

31.462.281 qm. de céréales (grains et farines), évalués à 4.546.923.000 francs ; et 12.231.291 qm. de vins (mistelles comprises), évalués à 2.227.381.000 francs.

Le café arrive en troisième position avec 1.541.182.000 francs, précédant les viandes fraîches et frigorifiées : 722.472.000 fr. ; et les fruits de table : 716.601.000 francs.

Les sucres bruts et raffinés, le riz, les poissons secs, salés ou

admises en franchise ou nationalisée par le paiement des droits et se trouvant, par suite, sur le marché libre de l'intérieur, sont renvoyées à l'étranger ;

2° Les sucres et chocolats exportés à la décharge des comptes d'admission temporaire ;

3° Certains produits placés sous le régime de l'admission temporaire ou la soumission cautionnée ;

4° Les sels étrangers ou coloniaux à destination de la grande pêche ;

5° Les marchandises nationales ou nationalisées embarquées pour le ravitaillement des navires étrangers.

On peut donc dire qu'en principe, le commerce général représente toutes les marchandises passant les frontières et le commerce spécial, les marchandises à destination définitive du pays ou en provenance de ce pays.

conservés, les eaux-de-vie, le cacao, les bestiaux, les pommes de terre, les légumes secs et leur farine, les fromages, les huiles animales et d'olive occupent également une place importante.

b) *Matières nécessaires à l'industrie.*

Le premier rang est réservé aux textiles: 12.195.300.000 fr., et, en particulier, laines et déchets: 5.509.736.000 francs; coton et déchets: 3.894.305.000 francs; soies et bourre de soie: 1.827.847.000 francs.

La houille occupe la première place en poids avec 247.546.926 qm., mais seulement la troisième en valeur: 3.857.232.000 fr., après les laines et les cotons.

Les perles fines et pierres gemmes atteignent un total de près de 3.600.000.000 francs.

Les graines et fruits oléagineux: 2.318.720.000 francs; les huiles minérales: 1.487.355.000 francs se classent avant les bois communs et exotiques, les peaux, pelleteries brutes, le caoutchouc et la gutta-percha, et le cuivre.

c) *Objets fabriqués.*

Le montant en est beaucoup moins élevé que celui des matières premières et celui des objets alimentaires. On classe, par ordre décroissant, les machines motrices: 998.290.000 francs; les outils et ouvrages en métaux: 373.865.000 francs, et l'ensemble des produits chimiques, en particulier le sulfate d'ammonium brut ou raffiné.

Puis viennent les papiers, les pelleteries préparées, ouvrées ou confectionnées, les tabacs, les tissus de laine, de jute, de soie, les peaux préparées, les verres et cristaux, les ouvrages en caoutchouc et gutta-percha.

II. — EXPORTATIONS:

a) *Objets d'alimentation.*

Les principaux articles ayant alimenté nos exportations sont les vins: 1.012.752.000 francs; les sucres bruts ou raffinés: 641.167.000 francs; les eaux-de-vie et liqueurs: 597.670.000 fr; les fruits: 570.234.000 francs; les produits de ferme: 434.115.000 francs.

Viennent ensuite les légumes frais, les légumes salés ou conservés, les pommes de terre, les poissons secs, salés ou conservés, les sirops, bonbons, biscuits, confitures.

b) *Matières nécessaires à l'Industrie.*

Sous le rapport de l'importance des transactions, les exportations de matières premières et demi-ouvrées se classent dans l'ordre suivant :

- 1° Métaux : en particulier les fers et aciers : 2.949.769.000 fr. ; le cuivre : 248.357.000 fr., et la fonte : 366.808.000 francs.
- 2° Textiles, en particulier les laines et déchets : 2.200.076.000 francs ; la soie : 483.041.000 francs, et le coton : 166.298.000 fr.
- 3° Perles fines : 2.411.370.000 francs.
- 4° Pierres gemmes brutes ou taillées : 2.096.986.000 francs.
- 5° Peaux et Pelleteries brutes : 922.028.000 francs.
- 6° Houille : 768.692.000 francs.
- 7° Bois communs : 465.010.000 francs.
- 8° Matériaux : 332.564.000 francs.

Puis viennent les tourteaux et drèches, les matières pour la fabrication du papier, en particulier les drilles ; les fourrages et sons ; les graines à ensementer..

c) *Objets fabriqués.*

Ils représentent environ les 3/5 de nos exportations avec 32.673.700.000 francs ; ils sont en régression sur l'année 1926 où ils se chiffraient à 37.814.000.000 francs.

Nous classerons les exportations d'objets fabriqués dans l'ordre suivant :

1° Fils et tissus	12.202 millions de francs.		
2° Produits de l'Industrie méca-			
nique	5.877	—	—
3° Produits chimiques	3.130	—	—
4° Objets d'habillement	2.947	—	—
5° Peaux et ouvrages en peaux ..	1.910	—	—
6° Ouvrages en caoutchouc	957	—	—
7° Papiers	847	—	—
8° Poteries et verreries	825	—	—
9° Objets d'art et de luxe.....	802	—	—

*
* *

C. — *Répartition de notre commerce extérieur: Clients
et Fournisseurs*

En 1927, les quatre pays avec lesquels nos relations commerciales ont été les plus étendues sont (importations et exportations réunies) :

- 1° Angleterre.
- 2° Union économique belgo-luxembourgeoise.
- 3° Allemagne.
- 4° Etats-Unis.

En 1913, on trouvait les quatre mêmes pays, mais dans un autre ordre :

- 1° Angleterre.
- 2° Allemagne.
- 3° Belgique-Luxembourg.
- 4° Etats-Unis.

Si l'on considère séparément les importations et les exportations de l'année 1927, le classement obtenu diffère :

Fournisseurs	Clients
1. Etats-Unis.	1. Angleterre.
2. Angleterre.	2. Union belgo-luxembourg.
3. Allemagne.	3. Allemagne.
4. Union belgo-luxembourg.	4. Etats-Unis.

Quant aux soldes des balances de notre commerce spécial avec chacune de ces quatre nations, ils se classaient dans l'ordre décroissant suivant :

(en millions de francs)

Pays	Importations en France	Exportations de France	Solde
Belgique-Luxembourg.	3.790.014	7.584.214	+ 3.794.200
Grande-Bretagne.....	6.472.729	10.190.690	+ 3.717.871
Allemagne.....	4.204.299	6.551.899	+ 2.347.600
Etats-Unis.....	7.065.836	3.610.148	— 3.455.688

Nos échanges commerciaux avec les Etats-Unis, nos grands fournisseurs de coton, de céréales, d'huiles minérales brutes, raffinées et essences se soldaient par une perte.

Par contre, la balance de notre commerce spécial avec l'Union belgo-luxembourgeoise, l'Angleterre et l'Allemagne nous était favorable. Ce dernier pays qui, en 1927, arrivait au troisième rang, tant comme acheteur de nos produits que comme fournisseur des denrées que nous importions de l'étranger, nous faisait réaliser un profit de près de 2.500 millions de francs par son trafic avec nos nationaux.

Nous serons amenés à étudier d'une façon détaillée les résultats du commerce franco-allemand depuis l'année 1927, objet de cet ouvrage, dans un chapitre ultérieur.

SECTION III

Aggravation de la balance commerciale globale française depuis 1927

Nous avons exposé dans les différentes subdivisions de la section précédente les caractères du commerce extérieur français en 1927, sa position favorable, sa composition, sa répartition. Nous nous proposons maintenant de montrer dans la présente section l'aggravation de notre balance commerciale depuis 1927 en prenant ladite année comme base de comparaison.

Pour obtenir ce résultat, il nous sera nécessaire de procéder à une étude minutieuse, un peu fastidieuse peut-être, des différentes statistiques publiées par la Direction Générale des Douanes, étude dont nous nous excusons, mais qui nous paraît toutefois indispensable à une démonstration précise des faits.

A. — *Déficit sans cesse croissant de la balance commerciale française, de 1927 à 1931*

Ce déficit est matérialisé par le tableau ci-dessous: (Extrait en partie du rapport du 20 mai 1931 de M. A. Daudet, président de l'Association Nationale d'Expansion Economique).

BALANCE DU COMMERCE SPECIAL (en millions de francs)

1927	1928	1929	1930	1931
—	—	—	—	—
+ 1.876	— 2.101	— 8.082	— 9.514	— 11.778

Soit une différence d'environ 13 milliards 650 millions de francs de 1927 à 1931.

Les coefficients d'aggravation en % par rapport à 1927 sont donc :

1928	1929	1930	1931
—	—	—	—
— 211 %	— 530 %	— 607 %	— 727 %

Or, la balance commerciale d'un pays étant fonction de deux facteurs, le facteur « Exportations » et le facteur « Importations », nous allons nous référer aux variations de chacun d'eux de 1927 à 1931, afin de mieux approfondir la question de ce déficit croissant.

— Nos exportations totales ont constamment baissé en valeur et en poids de 1927 à 1931.

Voici d'ailleurs les chiffres de ces années :

	1927	1928	1929	1930	1931
<i>En valeur</i>	—	—	—	—	—
(en millions de francs).	54.925	51.347	50.139	42.830	30.421
<i>En poids</i>					
(en milliers de tonnes).	37.994	41.081	39.906	36.579	30.329

Les taux de diminution correspondant sont donc, par rapport à 1927 :

	1928	1929	1930	1931
<i>En valeur...</i>	— 6,5 %	— 8,7 %	— 22 %	— 44,6 %
<i>En poids...</i>	+ 8,1 %	+ 5,0 %	— 3,7 %	— 20,1 %

— Quant à nos importations, elles ont aussi fléchi en valeur, mais dans une proportion beaucoup moins forte que nos exportations.

*Les chiffres sont les suivants :

	1927	1928	1929	1930	1931
<i>En valeur</i>	—	—	—	—	—
(en millions de francs).	53.949	53.448	58.221	52.314	42.199
<i>En poids</i>					
(en milliers de tonnes).	59.447	49.339	49.369	60.759	58.095

Les taux de variation des importations par rapport à 1927 sont donc :

	1928	1929	1930	1931
<i>En valeur...</i>	+ 0,7 %	+ 9,7 %	— 13 %	— 20,4 %
<i>En poids...</i>	—17,0 %	—17,0 %	+ 2 %	— 2,2 %

— Le déficit croissant de notre balance commerciale depuis l'année 1927 tient donc à une forte régression des exportations à laquelle ne correspond pas une diminution proportionnelle des importations. C'est pourquoi bien des économistes réputés ont poussé un cri d'alarme en constatant cette régression générale de nos exportations, spécialement de nos produits fabriqués qui en sont l'élément essentiel.

B. — Gravité de la crise atteignant notre commerce d'exportation de produits fabriqués

Si nous avons employé le mot d'« aggravation » en parlant de notre balance commerciale, c'est celui de « gravité » que nous devons usiter en parlant de la condition actuelle de nos exportations.

En effet, nos exportations de produits fabriqués, qui constituent près des deux tiers de nos exportations globales, ont baissé à la fois en valeur et en poids, tandis que nos importations de produits du même genre ont augmenté à la fois en valeur et surtout en poids.

Les tableaux suivants, qui donnent en % par rapport à 1927 les variations en valeur et en poids des exportations et importations françaises de produits fabriqués en 1928, 1929 et 1930, précisent cette situation : (Extrait du rapport de M. A. Daudet du 20-5-31).

TABLEAU DONNANT LES VARIATIONS PAR RAPPORT A 1927
DES EXPORTATIONS DE PRODUITS FABRIQUÉS

	1928	1929	1930
	—	—	—
<i>En valeur :</i> produits fabriqués			
sans fer, fonte et acier....	— 1,96 %	— 3,6 %	— 17,4 %
Produits fabriqués avec fer, fonte et acier.....	— 2,99 %	— 5,1 %	— 18,2 %
<i>En poids :</i> produits fabriqués			
sans fer, fonte et acier....	— 0,25 %	+ 1,3 %	— 9,3 %
Produits fabriqués avec fer, fonte et acier.....	— 5,4 %	—12,5 %	— 18,6 %

TABLEAU DONNANT LES VARIATIONS PAR RAPPORT A 1927
DES IMPORTATIONS DE PRODUITS FABRIQUÉS

	1928	1929	1930
	—	—	—
<i>En valeur :</i>			
Sans fonte, fer et acier	+ 36,6 %	+ 71,5 %	+ 94,0 %
Avec fonte, fer et acier	+ 35,7 %	+ 71,6 %	+ 95,5 %
<i>En poids :</i>			
Sans fonte, fer et acier	+ 32,0 %	+ 86,1 %	+105,7 %
Avec fonte, fer et acier	+ 26,0 %	+ 73,2 %	+163,6 %

Ainsi nos importations de produits fabriqués (sans fer, fonte et acier) doubloient en valeur et en poids, alors que nos exportations en articles du même genre fléchissaient d'environ 20 % en valeur et 10 % en poids.

*
* *

L'année 1930 s'est donc terminée sous le signe d'une crise de nos exportations de produits fabriqués, dont la gravité n'a fait que s'accroître pendant l'année 1931.

Toutefois, les différentes industries ont été touchées à des degrés divers et ont résisté plus ou moins victorieusement.

Les plus atteintes sont la métallurgie, le textile et l'habillement, les peaux et cuirs, dont la diminution est fortement supérieure à la réduction moyenne qui a frappé l'ensemble de nos produits fabriqués.

L'industrie mécanique et la poterie-verrerie accusent également une baisse sensible, mais inférieure cependant à la moyenne.

Les exportations d'articles de luxe sont restées à peu près stationnaires en valeur, mais ont fléchi d'environ 8 % en volume.

Quant aux produits chimiques et à l'industrie du papier, ils ont, au cours de 1930, amélioré leur situation par rapport à 1927.

C. — *Evolution de nos échanges avec nos principaux clients depuis 1927*

Afin de confirmer la régression de la pénétration des produits français à l'extérieur, nous dirons un mot des rapports de nos exportateurs avec leurs principaux clients étrangers ou coloniaux, au cours de ces dernières années.

A ce propos, M. A. Daudet, président de l'A. N. E. E., dans son rapport de mai 1931, a fait judicieusement remarquer que la défaillance du commerce d'exportation de la France avec les pays étrangers de 1927 à 1930 est supérieure à celle qu'il enregistre avec ses propres colonies.

Nos industriels et commerçants se sont efforcés, en effet, depuis quelques années, d'étendre leurs débouchés dans nos propres colonies, et ont réussi à développer la part de celles-ci dans l'ensemble de nos exportations.

L'Algérie, par exemple, notre principal acheteur colonial, se classe en troisième position parmi nos clients, en 1930, et absorbe 10.6 %, soit 4.564 millions de francs, de nos exportations au lieu de 6,39 en 1927.

Par contre, la quote-part de clients étrangers de premier ordre comme l'Angleterre et l'Allemagne, est en diminution assez sensible. La Grande-Bretagne, qui reste cependant notre principal acheteur, ne participe plus que pour 15.9 % en 1930 dans le total de nos exportations au lieu de 18.5 % en 1927, ce qui correspond à une réduction de valeur de 3.351.000.000 fr.

Les récentes mesures prises par le gouvernement britannique, abandon de l'étalon-or et politique protectionniste, auront certainement pour effet de diminuer encore davantage la part de ce pays dans notre commerce d'exportation.

L'Allemagne qui occupait le troisième rang en 1927 avec

11.9 % passe au quatrième rang avec 9.6 % en 1930, ce qui correspond à une régression en valeur de 2.398.000.000 francs.

Nous suivrons d'ailleurs en détail, dans un chapitre ultérieur, les diverses phases du développement des échanges franco-germaniques depuis 1927, ainsi que la concurrence faite à nos produits par les articles allemands sur les différents marchés mondiaux.

Cela nous permettra de mieux approfondir cette question du déclin de nos exportations que nous venons seulement d'effleurer.

La conséquence de cette situation critique de notre commerce d'exportation est que l'évolution de notre balance commerciale avec nos principaux clients étrangers se présente sous un jour inquiétant.

La balance de nos échanges avec des pays tels que la Grande-Bretagne et la Belgique continue à rester favorable depuis 1927, mais enregistre néanmoins un fléchissement assez sensible de son solde créditeur.

Celle de notre commerce spécial avec d'autres nations comme les Etats-Unis, constamment débitrice depuis 1927, voit son déficit s'accroître.

Seule, la balance de nos échanges avec le Canada se renverse en 1930 à notre avantage.

Par contre, avec l'Allemagne et l'Espagne, deux gros clients, un renversement se produit également, mais dans un sens défavorable: créditrice en 1927, la balance de notre commerce spécial avec ces deux pays présente au contraire un solde débiteur en 1930, comme en témoigne le tableau ci-dessous:

PAYS DONT LA BALANCE FAVORABLE EN 1927
ETAIT DEBITRICE EN 1930

	1927	1928	1929	1930
Allemagne	+ 2.348	+ 722	— 1.869	— 3.752
Espagne.....	+ 295	+ 132	+ 146	— 377

En somme, nous semblons fondés à dire que, dans l'ensemble, la balance de nos échanges avec les principales nations étrangères a évolué, depuis l'année 1927, dans un sens défavorable, même lorsque son solde est resté créditeur.

D. — *Situation de nos échanges commerciaux
au cours de 1931*

Nous appuyant sur l'étude des diverses statistiques publiées par différentes administrations publiques ou associations d'initiative privée, nous avons d'abord précisé l'inquiétante évolution de la balance de notre commerce extérieur de 1927 à 1931,

et chiffrer son déficit sans cesse croissant qui, l'année dernière, a atteint 11.778.000.000 francs.

Dans une seconde subdivision, nous avons montré que cette situation tenait surtout à la régression générale de nos exportations, spécialement de nos produits fabriqués.

Enfin, dans une troisième subdivision, nous avons rapidement passé en revue l'évolution de notre commerce spécial d'exportation avec chacun de nos principaux acheteurs, confirmant ainsi notre opinion sur la crise que subissent nos industries d'exportation.

Nous allons maintenant brièvement examiner l'orientation de notre balance commerciale au cours de l'année 1931.

La gravité de la situation, loin de s'améliorer, semble, au contraire, avoir empiré, et les résultats publiés par l'Administration des Douanes au cours de l'année 1931 accusent un déficit de notre balance commerciale encore plus considérable que celui de 1930.

Voici d'ailleurs les chiffres qui donnent la valeur et le tonnage des marchandises importées et exportées :

1° Pendant les douze mois de 1931.

2° Pendant les douze mois de 1930.

3° Avec l'indication des différences pour 1931. (1)

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE PENDANT L'ANNÉE 1931 (en milliers de francs)

<i>Importations :</i>	Année 1931	Année 1930	Diffé. pour 1931
Objets d'alimentation.....	13.998.614	11.822.106	+ 2.176.508
Matières nécessaires à l'indust.	19.037.529	29.324.997	—10.287.468
Objets fabriqués.....	9.163.159	11.363.709	— 2.200.550
Totaux	42.199.302	52.510.812	—10.311.510
<i>Exportations :</i>			
Objets d'alimentation.....	4.285.045	5.885.920	— 1.600.875
Matières nécessaires à l'indust.	7.179.851	9.992.079	— 2.812.228
Objets fabriqués.....	18.956.431	26.957.222	— 8.000.791
Totaux	30.421.327	42.835.221	—12.413.894
Solde débiteur.....	—11.777.975	—9.675.591	—2.102.384

(1) Extrait de la *Journée Industrielle* des 17 et 18 janvier 1932.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE
PENDANT L'ANNÉE 1931 (en milliers de tonnes)

<i>Importations :</i>			
	Année 1931	Année 1930	Diff. pour 1931
Objets d'alimentation.....	9.100	6.376	+ 2.724
Matières nécessaires à l'industrie....	46.934	52.170	—5.236
Objets fabriqués	2.062	2.374	— 312
Totaux	58.096	60.920	—2.824
<i>Exportations :</i>			
Objets d'alimentation.....	1.588	2.144	— 556
Matières nécessaires à l'industrie....	24.805	29.730	—4.925
Objets fabriqués	3.936	4.805	— 869
Totaux	30.329	36.679	—6.350
Solde	—27.767	—24.241	—3.526

L'ensemble de l'année 1931 accuse une diminution de 10.311 millions de francs et de 2.824 milliers de tonnes pour les importations, et une régression beaucoup plus grave de 12.413 millions de francs et de 6.350 milliers de tonnes pour les exportations, par rapport à l'année précédente.

Notre balance commerciale s'est donc aggravée de près de 2.200 millions de francs en un an.

Le seul poste positif de notre balance commerciale est celui des entrées de denrées alimentaires: 2.176 millions de francs et 2.724 milliers de tonnes de plus qu'en 1930. Cette situation résulte à la fois des mauvais résultats de notre récolte de 1930, et des cours élevés pratiqués sur notre marché, cours dont le niveau supérieur attire les vendeurs étrangers, qui ne connaissent pas chez eux des conditions aussi avantageuses. Aussi, cette vive concurrence oblige-t-elle notre ministre de l'Agriculture à prendre des mesures de « contingentement » et de protection.

Les entrées en France de matières nécessaires à l'industrie ont été, en 1931, inférieures de 10.287 millions de francs, et de 5.236 milliers de tonnes, à celles de 1930. C'est une des preuves du ralentissement de nos industries. En raison de l'absence de commandes, le travail de transformation des matières premières en produits ouvrés ou finis a diminué, et nos ventes à l'extérieur d'objets fabriqués ont fléchi de 8.000 millions de francs et de 869 milliers de tonnes, par rapport à l'année précédente.

La chute des prix mondiaux a naturellement exercé une large

influence sur la valeur de nos échanges, en particulier à l'importation, cette baisse ayant été plus sensible pour les produits importés que pour les produits nationaux.

Cependant, l'examen des tonnages révèle bien d'une façon très nette le fléchissement du mouvement commercial dans les deux sens, surtout en ce qui concerne nos ventes à l'étranger.

Nos sorties de produits fabriqués qui, répétons-le une fois de plus, constituent près des 2/3 de nos exportations en valeur, enregistrent en effet une diminution de près de 8 milliards de francs et de près de 900.000 tonnes par rapport à l'année 1930, et, loin de remédier au déficit de la balance commerciale qui en résulte, la mauvaise récolte de 1930 vient encore l'aggraver en provoquant un supplément d'entrées de produits alimentaires de plus de 2.000.000.000 de francs.

Notre balance commerciale globale de 1931, qui accuse sur celle de 1930 une différence déficitaire de l'ordre de 2.200.000.000 de francs témoigne donc de l'aggravation de la crise que subissent notre Commerce et notre Industrie.

C'est là une situation grave dont doivent s'émouvoir les pouvoirs publics, car nous ne sommes plus en face d'une balance des comptes ayant des chances de se solder par un excédent : en effet le mouvement touristique est en régression et les intérêts de nos capitaux placés à l'étranger sont moindres qu'autrefois.

CHAPITRE II

LA BALANCE COMMERCIALE DE L'ALLEMAGNE SON AMÉLIORATION CROISSANTE DEPUIS 1927

SECTION I

Amélioration d'ensemble de 1927 à 1931

Avant d'entreprendre l'étude de la balance des échanges commerciaux franco-allemands depuis 1927, nous nous proposons d'examiner tout d'abord la balance globale de nos voisins d'Outre-Rhin, de la même façon que nous venons de le faire pour la nôtre, dans le chapitre précédent.

Sans posséder des statistiques⁽¹⁾ aussi complètes que pour notre pays, nous pensons être assez documentés pour mettre en lumière l'amélioration croissante de la balance du commerce extérieur germanique de 1927 à 1931.

Pour préciser cette situation, nous allons suivre notre méthode habituelle, c'est-à-dire nous référer aux statistiques allemandes des exportations et importations que nous commenterons ensuite.

*
* *

Voici les chiffres des exportations germaniques exprimées en millions de marks de 1927 à 1931 :

1927	1928	1929	1930	1931
—	—	—	—	—
10.219	12.276	13.482	12.028 ⁽¹⁾	9.598 ⁽¹⁾

(1) Ces chiffres comprennent respectivement 700 millions et 313 millions au compte des livraisons des réparations en nature.

Les taux de variation des exportations pendant les quatre années 1928, 1929, 1930, 1931, par rapport à 1927 sont donc les suivants :

1928	1929	1930	1931
—	—	—	—
+ 20 %	+ 31,9 %	+ 17,7 %	— 6 %

(1) Extrait de dossiers communiqués à l'Office National du Commerce extérieur.

Quant aux entrées de marchandises étrangères en Allemagne, les statistiques les évaluent aux chiffres suivants :

1927	1928	1929	1930	1931
—	—	—	—	—
14.143	14.001	13.435	10.392	6.632

Les taux de diminution qui en résultent sont, par rapport à 1927 :

1928	1929	1930	1931
—	—	—	—
— 1 %	— 5 %	— 26,5 %	— 53,1 %

Ainsi, la balance commerciale de l'Allemagne (différence entre le montant des entrées et des sorties de marchandises), s'est, à l'inverse de la nôtre, constamment améliorée au cours de ces dernières années, comme en témoignent les chiffres suivants exprimés en millions de marks :

1927	1928	1929	1930	1931
—	—	—	—	—
— 3.924	— 1.725	+ 47	+ 1.636	+ 2.966

Les coefficients d'amélioration par rapport à 1927 sont :

1928	1929	1930	1931
—	—	—	—
+ 56 %	+ 101 %	+ 141 %	+ 175 %

*
* *

En quatre ans, la balance du commerce extérieur du Reich s'est améliorée du chiffre imposant de 6.890 millions de marks.

En 1927, elle accusait un gros déficit de près de 4.060 millions de marks ; en 1928, ce déficit s'atténuait de moitié et, en 1929, il disparaissait complètement, pour faire place à un modeste excédent d'exportations de 47 millions de marks. Enfin, le solde créditeur des échanges commerciaux du Reich atteignait près 1.700 millions de marks en 1930 et près de 3.000 millions de marks en 1931.

Cette amélioration est due quelque peu à la décroissance des importations, mais surtout à la progression remarquable des exportations. Toutefois, en 1930 et surtout en 1931, l'augmentation du solde actif tient essentiellement au fléchissement considérable des importations de nos voisins qui, par contre, n'ont que faiblement ralenti le rythme de leurs envois à l'étranger.

SECTION II

Amélioration propre à l'année 1929

En 1929, la régression des importations a affecté uniquement les denrées alimentaires et les objets manufacturés, les matières premières restant stationnaires.

Parmi les denrées alimentaires, la décroissance a été marquée par le froment, l'orge, le maïs et les œufs. En revanche, on a noté un accroissement pour certaines denrées qui, surtout en Allemagne, sont plutôt à classer parmi les articles de luxe.

Le fléchissement des entrées d'objets manufacturés s'est appliqué principalement aux produits textiles (filés de coton et de laine, tissus de coton) et sidérurgiques (fers en barres, tôles, tréfileries).

Au contraire, l'augmentation des exportations a concerné toutes les catégories : animaux vivants, denrées alimentaires et boissons, matières premières et demi-produits, enfin et surtout les objets manufacturés pour lesquels la progression peut être évaluée à 1 milliard de R. M. de 1928 à 1929.

Parmi les matières premières, ce sont la houille et le coke qui ont marqué l'accroissement le plus sensible.

Dans la catégorie des objets manufacturés, les tissus de laine et de coton, de soie naturelle et artificielle, la lingerie et l'habillement, les cuirs, les papiers et cartons ont été en net progrès. La sidérurgie a enregistré également des gains appréciables, mais ce sont surtout les exportations de machines textiles, machines-outils et machines électrotechniques, qui ont progressé à pas de géant.

SECTION III

Amélioration propre à l'année 1930

L'année 1930 a marqué une nouvelle amélioration de la balance commerciale allemande, et un important excédent de 1.700.000.000 R. M. environ a remplacé le modeste solde créditeur de 47.000.000 R. M. de l'année précédente.

Ce résultat ne tient pas, en 1930, à l'augmentation des exportations qui, entravées par la crise mondiale et la décroissance du pouvoir d'absorption des marchés étrangers, ont même fléchi modérément de 5 % en quantité et de 11 % en valeur par rapport à 1929.

Il semble plutôt être imputable au déclin des importations qui ont diminué en poids de 10 % et de 25 % environ en valeur.

Ce recul de la valeur totale des importations est dû, en dehors du facteur quantitatif, à la chute mondiale des prix des matières premières et des denrées alimentaires venues de l'étranger; et, s'il est plus accentué que celui de la valeur globale des exportations, cela tient, en partie, à ce que la baisse des prix est plus forte à l'importation où dominent les matières premières et denrées alimentaires qu'à l'exportation où les produits fabriqués tiennent une place prépondérante.

Ces derniers, accusant d'ailleurs aux sorties la régression la plus faible avec 800 millions de marks, on peut dire que, dans l'ensemble, la part de l'Allemagne dans l'approvisionnement du monde en objets manufacturés s'est développée et que le recul des exportations de produits finis allemands d'environ 4 % est faible, comparé à celui qui s'est manifesté dans d'autres pays industriels; cela, grâce à un resserrement du marché intérieur et au système de vente à l'étranger à porte, « une famine d'exportation », selon le mot de l'industriel germanique Vogler.

Ici, d'ailleurs, il convient d'observer que l'année 1930 fait date dans l'histoire du commerce mondial, en ce sens qu'elle est la première où les exportations allemandes ont dépassé en valeur celles de la Grande-Bretagne, et où l'Allemagne s'est classée au 1^{er} rang, devant l'Angleterre et les Etats-Unis, pour l'exportation des produits finis. Voici, au surplus, les chiffres des sorties totales de marchandises allemandes, anglaises et américaines exprimées en millions de marks pour les années 1929 et 1930.

	Allemagne	Grande-Bretagne	Etats-Unis
1929.....	13.482	14.880	21.611
1930.....	12.028	11.638	15.000

Le seul fait pour nos voisins d'outre-Rhin d'avoir pu, en 1930, maintenir à peu près le volume de leurs envois à l'extérieur, alors que tous les autres grands pays voyaient le leur diminuer d'une façon sensible, dénote la puissance d'exportation de l'industrie germanique, supérieurement outillée et rationalisée.

Le tableau suivant des variations en valeur du commerce d'exportation des principaux pays industriels par rapport à 1927 illustre bien la supériorité allemande:

	1928	1929	1930
Allemagne	+ 20,0 %	+ 31,9 %	+ 17,7 %
Belgique	+ 5,7 %	+ 9,8 %	+ 9,7 %
Etats-Unis	+ 12,7 %	+ 6,3 %	+ 25,6 %
France	— 6,5 %	— 8,7 %	— 22,0 %
Grande-Bretagne	+ 6,4 %	+ 9,5 %	— 23,4 %
Italie	— 6,8 %	— 4,7 %	— 22,5 %

L'Allemagne est, en effet, le seul de tous les Etats énumérés,

dont les exportations en valeur soient en 1930 supérieures à celles de 1927, et, en même temps, un de ceux qui enregistrent une des plus faibles régressions sur l'année 1929.

Il faut donc reconnaître que, si la très sensible amélioration de la balance commerciale du Reich au cours de 1930 tient spécialement au mouvement des prix, dont la baisse a surtout affecté les produits d'importation, par ailleurs la vive résistance, que l'on peut aussi qualifier de « désespérée », des exportations allemandes, en particulier des produits fabriqués, a également une forte part dans cette situation florissante des échanges commerciaux de notre voisine de l'Est.

Quoi qu'il en soit, le résultat est acquis, et c'est un solde créditeur approximatif de 1.700 millions de marks qui ressort du bilan des entrées et sorties de marchandises à la douane allemande, solde qui, remarquons-le en passant, correspond sensiblement au montant des versements que le Gouvernement du Reich est tenu d'effectuer au titre des réparations.

SECTION IV

Amélioration propre à l'année 1931

Les résultats de l'année 1931 ont-ils été aussi heureux ?

A cette question, il faut répondre par l'affirmative, puisque le bilan du Commerce extérieur de l'Allemagne, pendant l'année 1931, fait ressortir un excédent des exportations sur les importations de près de 3.000 millions de marks, compte tenu des livraisons en nature au titre des réparations évaluées à plus de 300 millions de marks. Cet imposant solde bénéficiaire dépasse de plus de 1.300 millions de marks l'excédent déjà très appréciable de l'année précédente.

Ce résultat favorable doit être attribué au fait que les importations ont été, contrairement à ce qui s'est produit en Angleterre, plus fortement atteintes que les exportations : celles-ci ne se sont trouvées réduites que d'environ 20 %, soit 2.400 millions de marks, alors que les entrées de marchandises étrangères ont enregistré un recul approximatif de 34 %, soit 3.660 millions de marks par rapport à l'année 1930.

Ces différences doivent être attribuées en grande partie aux variations des prix, sans toutefois faire oublier le facteur quantitatif, qui, comme l'année précédente, a joué un rôle non négligeable.

En somme, l'année 1931 ne fait que confirmer et accentuer les tendances manifestées par le Commerce extérieur germanique au cours de l'année 1930 : d'une part, baisse des importations de 34 % par rapport à l'année précédente, qui elle-même avait déjà enregistré un recul de 25 % sur 1929 ; d'autre part,

résistance des exportations qui ont fléchi seulement de 20 % par rapport à 1930, année qui avait déjà marqué un ralentissement relativement faible de 11 % sur 1929. La crise économique, déjà grave en 1930, s'est accentuée en 1931 : parallèlement, le Reich a ralenti de plus en plus ses importations, tout en s'acharnant, avec succès, il est vrai, à inonder le marché international de ses articles.

Il est intéressant de noter ici que les produits fabriqués sont rentrés, au cours de l'année 1931, pour une part considérable, dans le montant total des exportations, environ pour les 3/4.

*
* *

Ainsi, il résulte des constatations et observations qui précèdent, qu'en dépit de la crise mondiale, la balance commerciale du Reich continue à se solder par un excédent créditeur de plus en plus accusé et le commerce d'exportation germanique à faire preuve d'une surprenante vitalité.

Aucun autre pays du monde ne peut présenter, sous ce rapport, une situation aussi favorable ; la France, en particulier, enregistre un déficit de sa balance des échanges commerciaux à peu près égal à l'excédent de la balance allemande.

Nous nous proposons d'ailleurs de montrer, dans le chapitre suivant, le contraste frappant qui existe depuis 1927 entre l'évolution des deux balances commerciales de la France et de l'Allemagne.

CHAPITRE III

CONTRASTE ENTRE L'ÉVOLUTION DES DEUX BALANCES COMMERCIALES FRANÇAISE ET ALLEMANDE DEPUIS 1927

SECTION I

Le contraste

Ce qui frappe dans l'évolution comparée des deux balances au cours des dernières années, c'est leur contraste très net, leur mouvement exactement en sens inverse, l'aggravation de l'une s'opposant à l'amélioration de l'autre.

Le tableau ci-dessous des variations comparées et pourcentages correspondants par rapport à 1927 des balances des deux nations en témoigne avec éclat :

En millions de francs :

	1927	1928	1929	1930	1931
<i>France</i>	+ 1.876	— 2.101	—8.082	—9.514	—11.778
		—211 %	—530 %	—607 %	—727 %
<i>Allemagne</i> ⁽¹⁾	—23.740	—10.436	+ 284	+ 9.897	+ 17.944
		+ 56 %	+ 101 %	+ 141 %	+ 175 %

(1) L'évaluation des soldes allemands en francs a été faite au cours de 100R. M. = 605 francs.

Cette opposition peut d'ailleurs être établie sous forme de graphique en procédant de la façon suivante :

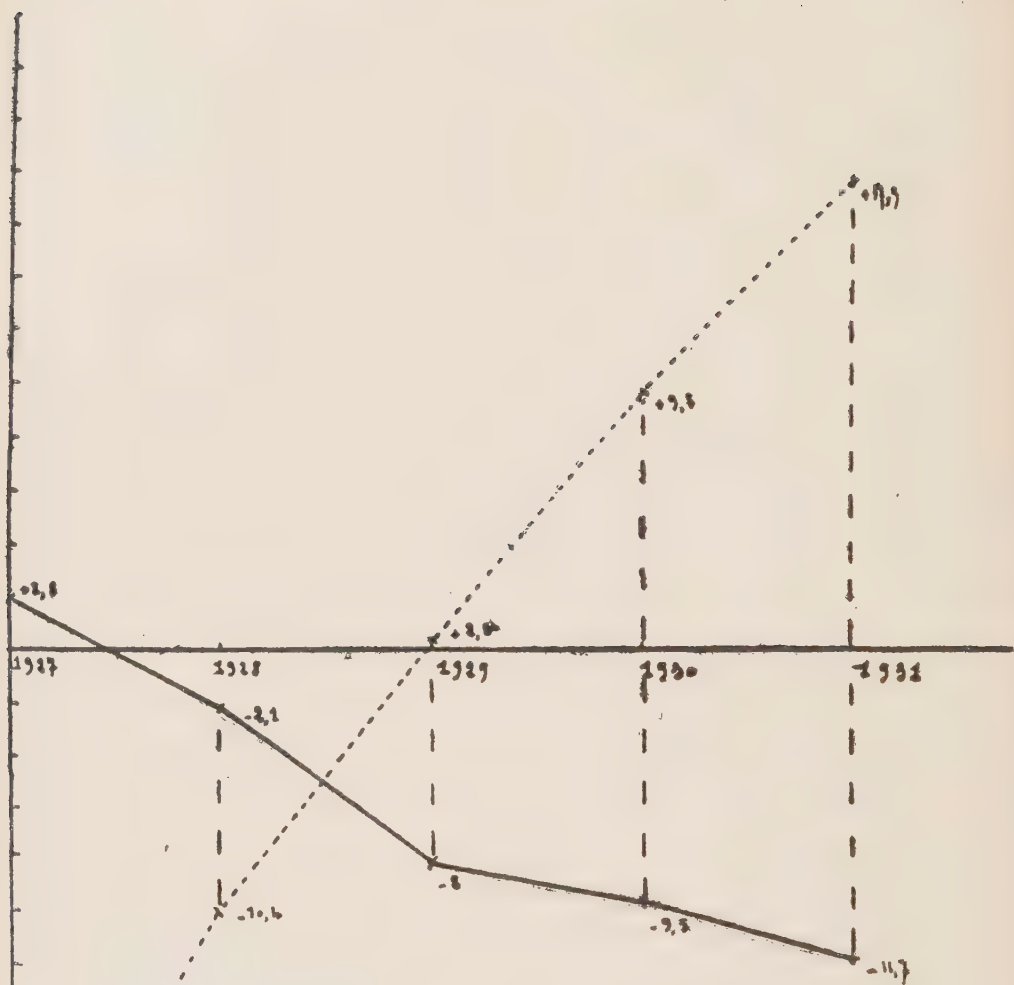
Sur l'axe des abscisses, nous portons les cinq années 1927, 1928, 1929, 1930 et 1931 ; sur celui des ordonnées les soldes, négatifs ou positifs, correspondants de chacune des deux balances évaluées en milliards de francs. Nous obtenons ainsi les mouvements inverses des balances allemandes et françaises depuis 1927 sous forme de deux lignes brisées, en trait plein pour la France et en pointillé pour l'Allemagne. (*Voir page suivante*).

En 1927, la balance du commerce extérieur se soldait pour la France par un excédent appréciable d'exportations. Pour l'Allemagne, c'était un déficit très lourd :

1927 :

FRANCE : Excédent d'exportations de 1.876 millions de fr.

ALLEMAGNE : Excédent d'importations de 23.740 millions de francs, soit une différence de 25.616 millions de francs à notre profit.



— : Balance commerciale française :

..... : Balance commerciale allemande :

En 1931, la situation est complètement retournée pour l'un et l'autre pays. Le déficit est pour la France, et il atteint un total imposant. L'excédent d'exportations est pour le Reich, et il s'élève à un montant de près de 18 milliards de francs.

1931 :

FRANCE: Excédent d'importations de 11.778 millions de fr.

ALLEMAGNE: Excédent d'exportations de 17.944 millions de francs, soit une différence de 29.722 millions de francs à notre détriment.

Entre 1927 et 1931, en quatre ans, c'est pour la France une aggravation de la balance commerciale qui dépasse 13 milliards de francs; par contre, c'est pour l'Allemagne une amélioration de 7.000 millions de R. M. ou 42 milliards de francs environ.

Balance commerciale (en millions de francs)

	de la France	de l'Allemagne
	1927 + 1.876	— 23.740
	1931 —11.778	+ 17.944
Aggravation	—	Amélioration —
française :	—13.654	germanique : + 41.684

L'opposition est saisissante, et pour la caractériser, nous pouvons dire en langage géométrique que les deux balances présentent, depuis 1927, « des mouvements parallèles, mais de sens contraire ».

SECTION II

Influence respective des importations et des exportations

Quelle est, dans ce contraste entre l'évolution du commerce extérieur des deux nations voisines, pendant le même laps de temps la part qui est imputable aux importations et celle qui revient aux exportations ?

A. — Influence des importations

En 1927 et 1931, les importations françaises, comme les importations allemandes accusent une moins-value, toutefois beaucoup plus sensible pour les secondes que pour les premières.

	<i>Importations françaises</i>	<i>Importations allemandes</i>
1927 :	53.049 millions de francs	14.143 millions de marks
1931 :	42.199 —	6.632 —
	—10.850 —	—7.511 —

soit environ — 45.500 millions de francs.

Voici, d'ailleurs, pour les années 1928, 1929, 1930 et 1931, les taux, évalués en pourcentages par rapport à 1927, des variations en valeur des importations françaises et allemandes :

	1928	1929	1930	1931
Importations françaises.	+ 0,7 %	+ 9,7 %	— 1,3 %	— 20,1 %
Importations allemandes	— 1,0 %	— 5,0 %	— 26,5 %	— 53,1 %

B. — *Influence des exportations*

Mais les changements du commerce extérieur des deux pays proviennent surtout des mouvements inverses de leurs exportations, en particulier de leurs produits fabriqués.

De 1927 à 1931, tandis que nos sorties de marchandises baissaient constamment, l'Allemagne enregistrait une plus-value des siennes jusqu'en 1930 et une légère moins-value en 1931.

	<i>Exportations françaises</i>	<i>Exportations allemandes</i>
1927 :	54.925 millions de francs	10.219 millions de marks
1931 :	30.421 —	9.598 —
	—24.504 —	— 621 —

soit environ — 3.750 millions de francs.

Le tableau comparé des taux de variation des exportations allemandes et françaises de marchandises de toute catégorie pendant les quatre dernières années par rapport à 1927 confirme cette situation :

	1928	1929	1930	1931
France	— 6,5 %	— 8,7 %	— 22,0 %	— 44,6 %
Allemagne	+ 20,0 %	+ 31,9 %	+ 17,7 %	— 6,0 %

•
* *

En France, diminution croissante, surtout accusée en 1931 ; en Allemagne, au contraire, augmentation croissante jusqu'en

1929, décroissante de 1929 à 1930, à cause de la crise mondiale. Enfin, léger recul, par rapport à 1927, au cours de l'année dernière, en raison de l'aggravation du malaise économique.

Chacun des deux tableaux des variations comparées des importations et des exportations peut être illustré par un graphique que nous tracerons en portant en abscisse les années 1928, 1929, 1930, 1931, et en ordonnée les pourcentages de régression ou d'augmentation par rapport à 1927. (*Voir pages suivantes*).

SECTION III

Contraste particulièrement accentué des postes français et allemands de produits fabriqués

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner l'importance des échanges de produits manufacturés pour les grandes nations industrielles que sont l'Allemagne et la France.

C'est ainsi qu'en 1930, les exportations germaniques d'objets fabriqués représentaient environ 75 % du total des ventes allemandes à l'extérieur, et les importations germaniques, environ 17 % de l'ensemble des achats du Reich à l'étranger.

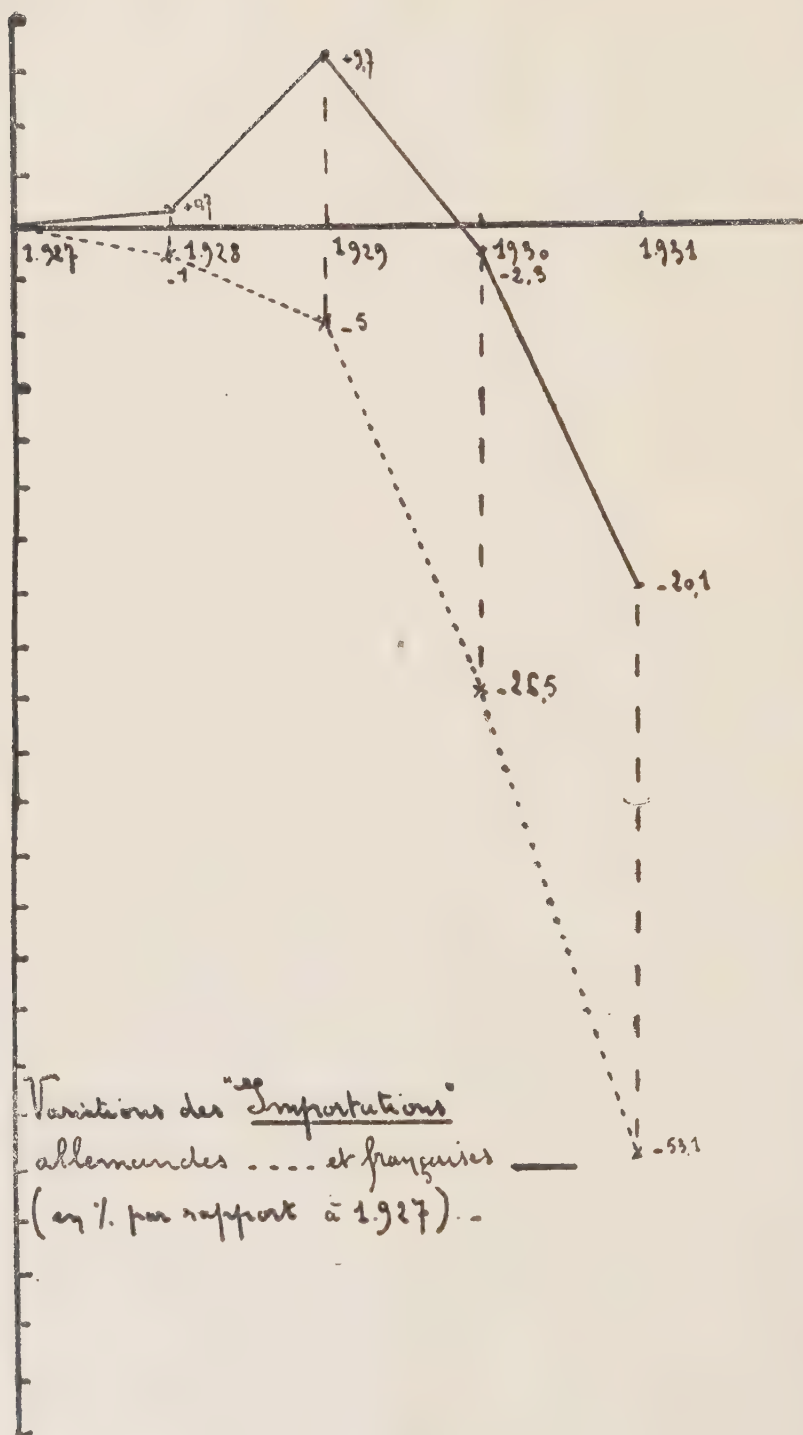
Au cours de la même année, les exportations françaises de produits manufacturés étaient évaluées à 63 % de l'ensemble de nos sorties et les importations à 21 % du total des entrées de marchandises étrangères enregistrées sur les livres de notre Douane.

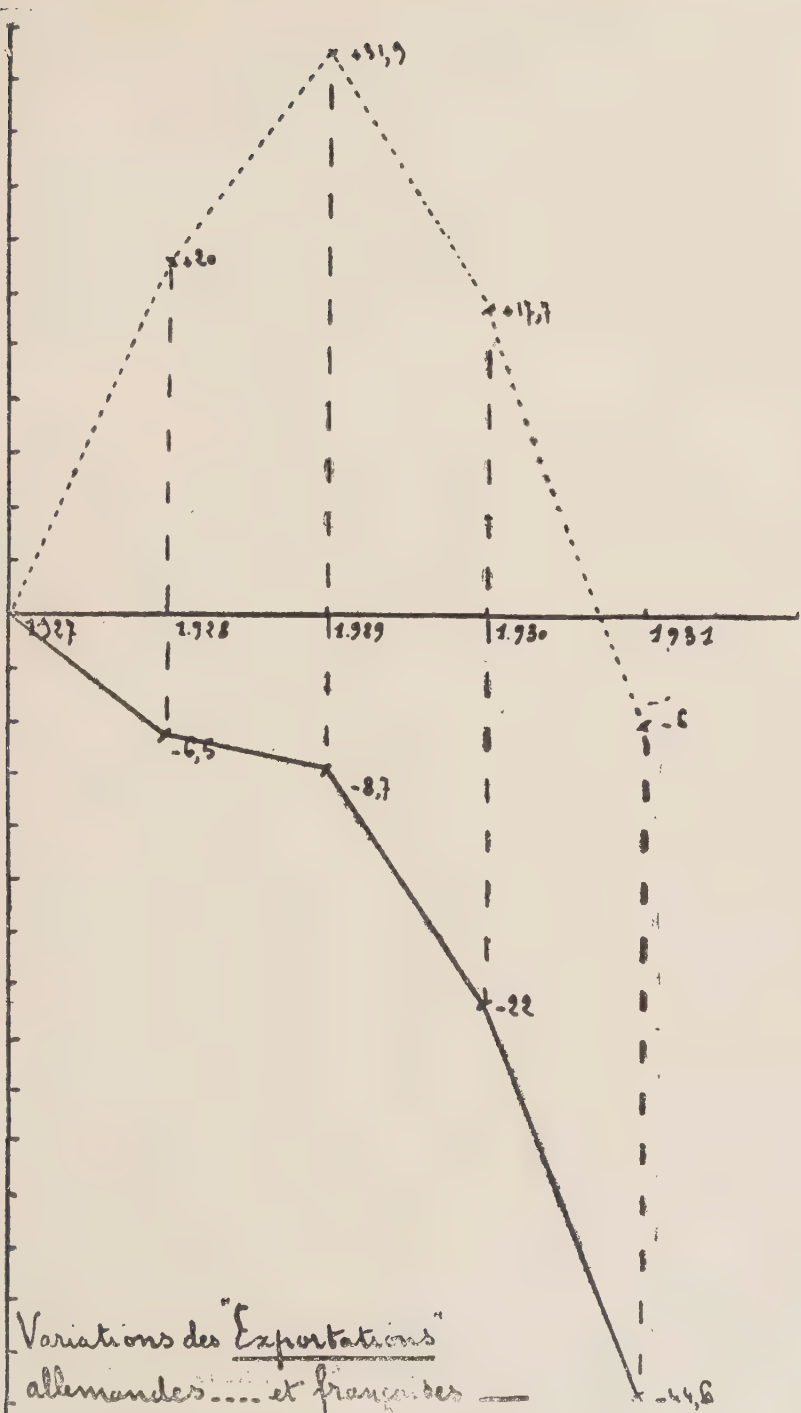
Nous avons aussi parlé, dans les deux chapitres précédents, d'une part du marasme des exportations françaises de produits fabriqués, d'autre part de la rare vitalité des industries allemandes d'objets manufacturés qui, en 1930, en dépit de la crise économique mondiale réussirent, quant au montant de leurs expéditions à l'extérieur, à ne régresser que de 800 millions de marks sur l'année 1929, diminution très faible si nous la comparons à celle d'autres grandes nations comme la France.

Aussi, semble-t-il juste d'attribuer pour une bonne part le contraste constaté dans l'évolution des deux balances aux variations inverses des postes français et allemands de produits fabriqués.

En France, les importations d'objets manufacturés doublaient, en 1930, en poids et en valeur par rapport à 1927, alors que les exportations de la même catégorie de produits fléchissaient d'environ 10 % en poids et de 18 % en valeur; c'est là une constatation que l'examen des statistiques établies dans le chapitre I de la 2^e partie de cette monographie nous a permis de faire.

La perte, quant à la balance commerciale française des produits fabriqués entre 1927 et 1930, peut être évaluée à 11.500





Variations des "Exportations"
allemandes.....et françaises —
(en % par rapport à 1927).

millions de francs environ, dont moitié à peu près tenant à l'augmentation des importations et moitié à la régression des exportations.

En Allemagne, le poste des objets fabriqués a évolué tout différemment entre 1927 et 1930 : les exportations se sont intensifiées et les importations se sont ralenties.

Ainsi, s'il y a un contraste très apparent entre l'évolution suivie par les balances commerciales des deux nations voisines, cela tient principalement, semble-t-il, aux produits fabriqués dont la divergence des mouvements français et allemands est très accusée entre 1927 et 1930.

*
**

L'importance toujours plus grande des échanges franco-allemands dans le commerce spécial global de chacune des deux nations⁽¹⁾ d'une part, l'évolution exactement inverse des deux balances commerciales française et allemande depuis 1927 d'autre part, nous amènent tout naturellement à nous demander s'il n'existe pas une liaison étroite, un rapport de cause à effet entre les mouvements de sens contraire des soldes commerciaux de l'Allemagne et de la France, si, en un mot, l'amélioration de l'une n'est pas la cause, ou tout au moins, une des causes principales de l'aggravation de l'autre. C'est à cette question que nous allons nous efforcer de répondre dans le prochain chapitre.

⁽¹⁾ Nous évaluons environ à 13 % en 1930, au lieu de 10 % en 1927, la part revenant aux échanges commerciaux franco-allemands dans notre commerce extérieur global, et à 8.9 % en 1930 au lieu de 7.3 % en 1927, la participation de notre pays dans les rapports commerciaux totaux du Reich avec l'ensemble des nations étrangères.

CHAPITRE IV

L'AMÉLIORATION DE LA BALANCE COMMERCIALE ALLEMANDE CAUSE PRINCIPALE DE L'AGGRAVATION DE LA BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE

L'amélioration de la balance commerciale de l'Allemagne est-elle la cause principale de l'aggravation de la nôtre ?

La réponse à cette question, qui fera l'objet du présent chapitre, nous obligera une fois de plus à consulter les statistiques, notamment les statistiques annuelles publiées par l'Administration des Douanes sur le commerce spécial de la France avec l'Allemagne, à comparer les résultats des années 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, et à en interpréter le sens.

Pour faciliter notre étude, nous croyons devoir la scinder en deux parties, en recherchant :

D'une part, s'il y a aggravation directe de notre balance générale du fait des changements survenus dans le commerce spécial franco-allemand lui-même depuis 1927 ?

D'autre part, s'il y a aggravation indirecte due à la concurrence que font les exportations germaniques aux nôtres dans certains pays, clients communs des deux nations allemande et française, à l'expansion, à nos dépens, du commerce extérieur germanique, en particulier en Europe Occidentale et Centrale ?

Aussi, notre examen fera-t-il l'objet de deux sections différentes :

1° Les changements survenus directement dans le commerce spécial franco-germanique au profit de l'Allemagne ; nous l'intitulerons : « Aggravation de la balance de notre commerce spécial avec l'Allemagne ».

Cette section sera elle-même subdivisée en deux paragraphes, au cours desquels nous examinerons :

a) L'influence des échanges commerciaux franco-allemands :

- I. — Sur la Balance de notre commerce extérieur global ;
- II. — Sur la balance du commerce extérieur global du Reich.

b) La composition détaillée et les modifications du trafic franco-allemand dans les deux sens depuis 1927.

2° Les changements survenus, à notre détriment, dans la balance de notre commerce spécial avec certains pays, du fait de la concurrence active des exportateurs allemands qui ravissent les débouchés des nôtres; nous l'intitulerons: « Aggravation de la balance de nos échanges commerciaux spéciaux avec certaines nations du fait de l'expansion des exportations germaniques dans ces pays ».

SECTION I

Aggravation de la balance de notre commerce spécial avec l'Allemagne

a) Influence des échanges franco-allemands sur chacune des deux balances commerciales globales de la France et de l'Allemagne

I. — Sur celle de la France.

Le procédé le plus simple de mettre en relief cette influence est de dresser un tableau des importations allemandes en France, des exportations françaises en Allemagne, et des soldes créditeurs ou débiteurs qui en résultent pour chacune des cinq années 1927, 1928, 1929, 1930 et 1931.

Commerce spécial franco-allemand en milliers de francs:

(Extrait du *Moniteur Officiel*: année 1931)

Années :	Importations en France	Exportations de France	Position de la balance
1927	4.204.299	6.551.899	+ 2.347.600
1928	4.958.692	5.680.929	+ 722.237
1929	6.612.971	4.743.585	—1.869.386
1930	7.906.075	4.153.932	—3.752.143
1931	6.132.821	2.748.429	—3.384.392

Ces chiffres nous permettent d'établir les pourcentages de variation en valeur suivants, par rapport à 1927:

a) des importations allemandes en France:

1928	1929	1930	1931
—	—	—	—
+ 17 %	+ 57 %	+ 88 %	+ 45 %

b) des exportations françaises en Allemagne:

1928	1929	1930	1931
— 13 %	— 27 %	— 36 %	— 58 %

c) des soldes de la balance du commerce spécial franco-allemand:

1928	1929	1930	1931
— 69 %	— 179 %	— 259 %	— 244 %

En 1927, la France vendait à l'Allemagne beaucoup plus qu'elle ne lui achetait.

En 1929, 1930 et 1931 ce sont, au contraire, les ventes allemandes qui ont été supérieures aux achats germaniques en France.

Les importations allemandes en France ont progressé de 88 % de 1927 à 1930, alors que, dans le même laps de temps, nos exportations vers l'Allemagne subissaient un recul de 36 %; la balance commerciale qui en résultait était en régression de 259 % par rapport à celle de 1927, soit environ de 6.100.000.000 francs.

Elle figurait d'ailleurs au premier rang parmi les balances débitrices du commerce spécial de notre pays avec les différentes nations en 1930.

En 1931, les importations allemandes restent supérieures à ce qu'elles étaient en 1927: 445 %, mais sont néanmoins en diminution sensible par rapport à l'année précédente, pour des raisons qui doivent sans doute être recherchées dans la diminution du « pouvoir » et surtout du « vouloir » d'achat français, dans les mesures de protection et de contingentement prises par le Gouvernement français dans la régression des envois faits en nature par le Reich au titre des réparations.

Par contre, nos exportations vers l'Allemagne enregistrent un recul record de 58 % par rapport à 1927, au lieu de 36 % l'année précédente.

La balance commerciale accuse toutefois des résultats légèrement plus favorables qu'en 1930: déficit de 3.384 millions de francs contre 3.752 millions de francs, soit par rapport à 1927 une aggravation de 244 % au lieu de 259 %.

*
* *

En comparant les résultats ci-dessus de la balance du commerce spécial franco-allemand depuis 1927 à ceux, déjà étudiés, de la balance globale de notre commerce spécial, nous pouvons juger de la part importante qui revient à nos échanges avec l'Allemagne dans le déficit sans cesse croissant de notre commerce extérieur.

Il résulte, en effet, de ce parallèle :

1° Que les entrées de marchandises allemandes en France ont augmenté sans cesse de 1927 à 1930, enregistrant même un excédent record de 88 % sur le chiffre de 1927, alors que la valeur totale de nos importations a légèrement fléchi (de 1,3 % environ).

2° Que les sorties de marchandises françaises vers l'Allemagne ont subi un recul beaucoup plus accusé que l'ensemble de nos exportations de 1927 à 1930 :

36 % pour les exportations à destination de l'Allemagne.

22 % pour l'ensemble des exportations françaises.

3° Que de 1927 à 1930, plus de la moitié de l'aggravation de notre balance est imputable aux changements intervenus dans le commerce franco-allemand. Pendant ces trois années, l'aggravation de notre balance globale s'élève à 11.390.000.000 francs, celle de notre balance spéciale avec l'Allemagne atteint 6.100.000.000 francs ; c'est dire que 53,5 % de l'aggravation du déficit de notre balance sont imputables aux modifications survenues dans le commerce franco-allemand.

Les chiffres de l'année 1931, tout en confirmant les mêmes tendances, accusent toutefois des résultats un peu différents :

1° Par rapport à 1927, régression de l'ensemble des importations étrangères en France de 20,4 %, alors que les importations d'origine germanique présentent encore une plus-value de 45 %.

2° Par rapport à la même année, le recul des exportations françaises à destination des diverses nations étrangères s'est accentué (44,6 %), mais reste inférieur à celui de nos sorties vers le Reich (58 %).

3° Quant à la part de la balance commerciale franco-allemande dans le déficit général de nos échanges avec l'extérieur, elle peut dans le laps de temps 1927-1931 être évaluée à 42 % environ, pourcentage inférieur à celui de la période 1927-1930.

*
* *

D'autre part, en dehors de toute comparaison avec l'année 1927, nous pouvons constater l'importance du rôle joué par les échanges franco-germaniques dans l'établissement final du solde de la balance commerciale française de chacune des dernières années.

1927 :

Solde global :	+ 1.876 millions de francs
Solde spécial :	+ 2.347 —

La position créditrice de notre balance semble étroitement liée aux résultats favorables de nos échanges avec l'Allemagne.

1928 :

Solde global :	—2.101 millions de francs	
Solde spécial :	+ 722	—

Le recul de 1.600 millions de francs de l'excédent que nous laisse notre commerce avec l'Allemagne a nettement orienté la position de notre balance vers le déficit.

1929 :

Solde global :	—8.082 millions de francs	
Solde spécial :	+1.869	—

23 % du déficit de notre balance commerciale proviennent du déficit que nous laisse le commerce franco-germanique.

1930 :

Solde global :	—9.514 millions de francs	
Solde spécial :	—3.752	—

En 1930, 40 % du déficit global de notre balance sont imputables aux résultats de notre commerce spécial avec l'Allemagne.

1931 :

Solde global :	—11.778 millions de francs	
Solde spécial :	— 3.384	—

En 1931, la part de l'Allemagne dans notre déficit commercial global semble avoir diminué ; suivant notre méthode habituelle, nous l'évaluons à 28 %.

*
* *

Ainsi, du fait que, entre 1927 et 1930, les importations allemandes en France ont presque doublé en valeur alors que l'ensemble de nos importations ont plutôt légèrement fléchi, les exportations françaises vers l'Allemagne ont diminué de plus du tiers, alors que l'ensemble de nos exportations n'ont reculé que d'environ un cinquième, nous semblons fondés à dire que l'aggravation de la balance de notre commerce extérieur, environ 11.500.000.000 francs tient pour une bonne part, exactement 53,50 %, à l'aggravation de notre commerce avec l'Allemagne, évaluée environ à 6.100.000.000 francs.

De même, les statistiques les plus récentes sur l'année 1931, quoique faisant ressortir une diminution du déficit des échanges commerciaux directs franco-allemands, une augmentation du déficit de l'ensemble des échanges commerciaux fran-

çais, et, par suite, le moindre rôle de l'Allemagne dans l'établissement de notre balance commerciale globale, permettent néanmoins d'évaluer à environ 42 % la participation de nos voisins d'outre-Rhin dans l'aggravation du solde de nos échanges commerciaux de 1927 à 1931, pourcentage qui dispense de tout commentaire.

II. — *Sur celle du Reich :*

Ayant constaté que l'aggravation de notre balance commerciale est due en partie aux changements survenus dans le commerce franco-germanique, nous allons maintenant essayer de montrer, qu'à l'inverse, l'amélioration de la balance commerciale totale de l'Allemagne, pendant le même laps de temps, revient pour une part assez large aux résultats de son trafic avec la France.

Comparons, pour cela, les résultats de la balance commerciale allemande globale avec ceux de sa balance spéciale avec la France.

En millions de francs :

	1927	1928	1929	1930	1931
Balance globale... —	23.740	40.436	+ 284	+ 9.897	+ 17.944
Balance spéciale... —	2.347	722	+ 1.870	+ 3.752	+ 3.384

Les soldes de la balance globale et ceux de la balance spéciale ont évolué dans le même sens favorable de 1927 à 1931.

De 1927 à 1930, l'amélioration de la balance globale atteint 33.657 millions de francs, celle de la balance spéciale 6.099 millions de francs, aussi sommes-nous fondés à dire que l'amélioration globale de la balance commerciale de l'Allemagne est due pour un cinquième environ (exactement 18 %) à celle de la balance de son commerce avec la France.

De 1927 à 1931, la part de la France dans l'amélioration de la balance commerciale générale de l'Allemagne semble un peu plus faible, environ 13 % : cela s'explique aisément, d'une part par l'accroissement du solde actif de la balance commerciale globale du Reich, d'autre part par la légère régression du solde créditeur de ses échanges spéciaux avec notre pays, par rapport à l'année précédente.

*
* *

Indépendamment de toute comparaison avec 1927, nous pouvons voir que le solde des échanges franco-allemands joue un rôle important dans la position de la balance globale du commerce extérieur germanique au cours des années 1927 à 1931.

1927 :

Solde global : —23.740 millions de francs

Solde spécial : — 2.347 —

Environ un dixième du déficit général était dû au commerce franco-allemand.

1928 :

Solde global : —10.436 millions de francs

Solde spécial : — 722 —

Le déficit global était imputable pour 7 % au commerce franco-germanique.

1929 :

Solde global : + 284 millions de francs

Solde spécial : +1.870 —

Les brillants résultats du commerce avec la France semblent avoir joué un grand rôle dans l'établissement du modeste solde créiteur global de 284 millions de francs.

1930 :

Solde global : +9.897 millions de francs

Solde spécial : +3.752 —

En 1930, 38 % de l'excédent des exportations allemandes sur les importations étaient imputables au commerce franco-allemand.

1931 :

Solde global : +17.994 millions de francs

Solde spécial : + 3.384 —

Environ 19 % du solde créiteur considérable de la balance commerciale germanique en 1931 peuvent être attribués au trafic franco-allemand.

*
**

Pour approfondir notre étude, faisons un parallèle rapide entre les taux de variation par rapport à 1927 :

— 1° Des exportations allemandes globales et des exportations à destination de la France.

— 2° Des importations allemandes globales et des importations en provenance de la France.

I. — EXPORTATIONS

	1928	1929	1930	1931
	—	—	—	—
Globales.....	+ 20 %	+ 31,9 %	+ 17,7 %	— 6 %
Vers la France.	+ 17 %	+ 57,0 %	+ 88,0 %	+ 45 %

De 1927 à 1931, l'augmentation des expéditions de marchandises allemandes à destination de notre pays est d'environ 45 %, alors que l'ensemble des expéditions du Reich à l'étranger subit une régression de 6 %.

II. — IMPORTATIONS

	1928	1929	1930	1931
Globales.....	— 1 %	— 5 %	— 26,5 %	— 53,1 %
De France.....	— 13 %	— 27 %	— 36,0 %	— 58,0 %

De 1927 à 1931, le recul des importations allemandes en provenance de la France est plus accentué que la régression moyenne qui affecte l'ensemble des importations allemandes.

*
**

En résumé, nous dirons que le commerce franco-allemand depuis 1927 a eu une double conséquence :

1° Il est, pour plus de moitié, si l'on considère la période 1927-1930, et pour plus de 40 %, si l'on considère la période 1927-1931, la cause de l'aggravation de la balance commerciale française.

2° Il est, pendant les mêmes périodes, respectivement, pour un cinquième et un sixième environ, la cause de l'amélioration de la balance commerciale allemande.

Autrement dit, l'amélioration de la balance commerciale allemande semble bien être le facteur principal de l'aggravation de la nôtre : telle est la conclusion que nous tirons de l'examen des échanges directs de marchandises entre notre pays et son voisin d'outre-Rhin dans la période comprise entre 1927 et 1931.

b) Composition et modifications du trafic commercial franco-allemand depuis 1927

Après avoir constaté, tout en montrant leur influence sur les balances totales des deux nations, les modifications survenues dans les résultats du commerce franco-allemand de 1927 à 1931, au triple point de vue exportations, importations et soldes, nous allons rechercher sur quels articles ont porté ces changements : cela nous permettra de faire une étude détaillée des échanges directs entre la France et l'Allemagne.

Ne connaissant pas encore les statistiques détaillées de l'année 1931, nous sommes obligés d'appuyer notre raisonnement sur celles de l'année 1930, à défaut des premières.

I. — Importations allemandes en France

Nous allons dresser un tableau des principales marchandises d'origine germanique ayant pénétré dans notre pays depuis 1927, avec évaluation en francs de chacune d'elles.

Importations allemandes en France

*publiées par le Moniteur officiel du Commerce
et de l'Industrie en 1931 (en millions de francs)*

	1927	1928	1929	1930
Ensemble....	4.204	4.958	6.613	7.906

a) Importations en progression par rapport à 1927:

METALLURGIE :	1927	1928	1929	1930
Fers et aciers.....	14,7	27,7	89,6	136,1
Pièces détachées et organes de machines.	73,3	131,6	284,4	389,8
Outils et ouvrages en métaux...	110,9	173,6	390,3	531,7
Chaudières.	6,2	20	42,1	58,4
Machines motrices.	269,9	528,3	1.015	1.372,3

MÉTAUX EN LINGOTS, BATTUS OU TIRÉS :

Aluminium	3,9	1,8	2,9	4,9
Cuivre.	11,4	48,5	123,3	193,3
Etain	12	7,9	13,7	16,3
Zinc.	11,7	14,7	13,7	10,7
Nickel	3	8,3	7,7	10,4

TEXTILES :

Tissus	18,5	80,4	171,5	251,8
— de jute	3,5	13	25,9	13,7
— de coton	3,9	20	54,7	104,9
— de laine	3,5	19	36,9	47
— de soie	7,6	28,4	54	86,2
Lingerie, vêtements et confec- tion	5,4	16,8	34,4	42,9
Peaux et pelleteries brutes...	44,7	90,9	74,5	88,1
Peaux préparées	21,8	80,2	84,8	85,9
Pelleteries préparées, ouvrées ou confectionnées	64,6	255	209,1	202,4
Ouvrages en peau ou cuir	17,4	30,1	51,7	71,2
Drilles	12,6	23,4	18,7	24,1
Pâte de cellulose	43,6	84,6	92,5	107,4
Papiers	110,2	137,8	180	110,5

Cartons et objets en carton ..	8,6	14,4	19,8	22,2
Livres, journaux imprimés ..	13,3	23,4	29,2	47,8
Bois communs	171,9	128,5	165,3	225,5
Meubles	28,4	31,7	33,4	41,5
Ouvrages en bois	5,3	14,7	13,8	23,9
Instruments de musique	7,3	18,5	28,1	40
Carrosserie autre que les voitures automobiles	58,1	31,3	22,2	103,3
Embarcations	11,5	30	50,4	270,1
Poteries, carreaux et pavés céramiques	32,5	43,7	48,7	59,5
Faïences et porcelaines	9,6	18,4	27,2	35,8
Verres et cristaux	21,7	33	43,4	62,8
Bimbeloterie	16	24,8	31,3	42,5
Instruments et appareils scien- tifiques	18,5	26,6	52,7	61,5
Ouvrages en caoutchouc et gutta-percha	8,2	14,7	30,9	42,2
Rouleaux pour «cinématogra- phes.	12,8	16,5	19,2	23,2
Bétiaux.	43,7	27,3	15,1	221,8

b) *D'autres postes, d'ailleurs assez rares, ont subi, au contraire, une certaine régression de 1927 à 1930, par exemple :*

	1927	1928	1929	1930
Charbon	1.541	1.279,9	1.390,6	1.313,7
Sulfate d'ammonium	235	231,8	128,9	59,9
Céréales	65,5	11,4	61,9	17,8
Pommes de terre	19,7	19,9	18,2	7,2

Ce tableau des principales denrées importées en France en provenance d'Allemagne nous prouve que, l'accroissement du bétail germanique en 1930 mis à part, l'augmentation des importations provient surtout des objets fabriqués.

Parmi ceux-ci, ce sont principalement les machines de toutes catégories (en particulier machines électriques), les pièces détachées et organes pour machines, les ouvrages et outils en métaux, les chaudières, qui rentrent en France en quantités fortement accrues. Alors que leur valeur totale ne dépassait guère 475 millions de francs en 1927, elle atteignait en 1930 2.488 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 2.013 millions de francs, soit plus de la moitié du déficit de la balance du commerce franco-allemand en 1930 et plus de la moitié de l'accroissement total des importations allemandes en France, de 1927 à 1930.

En poids, l'augmentation des importations de cette catégorie de produits est également très imposante :

376.100 q. m. en 1927, contre 2.804.600 q. m. en 1930, soit 2.428.500 q. m. de différence entre les deux années.

Les importations des divers métaux en lingots battus ou tirés se sont également intensifiées, en particulier pour le cuivre; 11,4 millions de francs en 1927, contre 193 millions de francs en 1930.

*
**

Une autre branche d'objets fabriqués allemands qui a fait également de grands progrès en France est celle des textiles.

En 1927, les tissus, les filés, la lingerie, les vêtements et articles de confection étaient des produits que nous vendions à l'Allemagne et que nous ne lui achetions guère.

Aujourd'hui, au contraire, tous ces objets commencent à occuper une place importante parmi les marchandises que nous importons de chez nos voisins d'outre-Rhin.

Importations allemandes de textiles vers la France:

1927: 24 millions de francs.

1930: 294 —

soit un excédent de 270 millions

Voir un pays comme la France, dont la capitale a toujours été considérée comme le foyer de la mode, de la haute couture et même de la confection, importer pour près de 43 millions de francs d'articles de lingerie et d'habillement de chez des voisins dont l'élégance n'a jamais été une des qualités dominantes de la race est une constatation un peu décevante et inquiétante.

Les importations germaniques de cette catégorie d'articles se chiffrent, en effet, en poids et en valeur d'une façon croissante de 1927 à 1930, ce qui fait craindre, si nous ne réagissons pas, de voir dans notre propre capitale l'article de mode berlinois se substituer à celui de Paris, ou tout au moins l'y concurrencer avec succès.

Ces craintes nous sont inspirées par les chiffres des statistiques donnant la valeur des importations de ce genre de produit de 1927 à 1930.

(en millions de francs)

1927	1928	1929	1930
—	—	—	—
5,4	16,8	34,4	42,9

*
**

De même, la bimbeloterie, fabrication bien parisienne, voit la concurrence allemande se faire plus pressante d'année en année: les importations germaniques ont en effet progressé dans cette branche de 26 millions et demi en trois ans.

Les instruments de précision, les ouvrages en caoutchouc, les rouleaux pour cinématographes d'origine allemande ont réalisé aussi de nets progrès dans notre pays de 1927 à 1930 :

43 millions de francs pour les premiers,
34 millions de francs pour les seconds,
10 millions de francs pour les derniers.

Les entrées en France des produits des poteries, verreries, faïenceries, usines céramiques allemandes ont plus que doublé en valeur de 1927 à 1930 : 63 millions de francs en 1927 contre 158 en 1930.

Quant aux bois communs, aux ouvrages en bois, aux articles d'ameublement et instruments de musique d'origine germanique, ils ont réalisé en France des progrès marqués. On enregistre, en effet, en 1930, par rapport à 1927, les excédents suivants :

Bois communs	53,5 millions de francs
Articles d'ameublement	13 — — —
Ouvrages en bois	18,5 — — —
Instruments de musique	32,5 — — —

En trois ans, les achats français en Allemagne de carrosseries, autres que celles des automobiles, ont presque doublé, et ceux d'embarcations ou objets s'y rattachant ont augmenté de plus de 250 millions de francs.

De même, les ventes allemandes en France de peaux et pelleteries brutes ou préparées, ouvrées ou confectionnées, de cuirs et d'articles en marquinerie se sont accrues de 1927 à 1930 dans une proportion que nous pouvons qualifier du simple au double. Elles atteignaient environ 450 millions de francs en 1930 contre près de 150 millions en 1927.

Il reste enfin à noter la progression formidable de 1929 à 1930 des achats français de bestiaux d'origine germanique.

*
**

A l'inverse, le montant de quelques rares achats français de marchandises allemandes a diminué dans le laps de temps compris entre 1927 et 1930, tels la houille qui entre dans le total des entrées germaniques en France pour une part variant de un quart à un tiers (diminution supérieure à 200 millions de francs) ; le sulfate d'ammonium (régression de 175 millions de francs), et, à un degré moindre, les céréales et pommes de terre.

Exportations françaises en Allemagne

Nous avons vu que l'exportation des denrées françaises en Allemagne a subi un recul très sensible, et pour montrer sur quels objets principaux porte cette régression, nous allons

dresser, comme pour les importations allemandes en France, un tableau indiquant, en millions de francs, les valeurs annuelles des sorties de nos produits.

*Exportations françaises en Allemagne
publiées par le Moniteur officiel du Commerce
et de l'Industrie en 1931 (en millions de francs)*

	1927	1928	1929	1930
Ensemble.	6.551	5.680	4.743	4.153

a) *Exportations en régression par rapport à 1927 :*

METALLURGIE :	1927	1928	1929	1930
Fers et aciers	763,9	695	635,1	601,3
Fontes	57,8	75,5	43,3	44,3
Machines motrices	96,1	104,2	72,8	56,6
Pièces détachées et organes de machines	71,6	71,8	45,4	51,1
Outils et ouvrages en métaux...	296,6	226,4	224,7	179,4

MÉTAUX EN LINGOTS, BATUS OU TIRÉS :

Aluminium	53,9	11,6	1,5	0,7
Cuivre	16,4	16,5	20,3	17,6
Etain	8,8	2,9	2,4	4,4

TEXTILES :

1° Filés :				
— de lin et chanvre.....	38	28,9	26,5	21,9
— de ramie	244	184	71,4	49,4
— de laine	636,7	378,4	281,8	222,2
— de soie	16,8	49,1	54	58,6
2° Tissus :				
— de coton	378,8	289	119,6	90,4
— de laine	53	105,4	93,4	81,5
— de soie	116,5	122,3	137,5	165,6
Laines brutes	541,3	371,9	330,6	244,7
Soies brutes	54,6	15,7	9,9	2,4
Cotons bruts	54,7	56,7	47	31,6
Lingerie, vêtements et articles de confection	55,7	53,1	30,9	16,3
Peaux préparées	378,4	188,7	172,3	155,9
Ouvrages en peaux ou cuir naturel ou artificiel	10,4	172,3	7,7	5,1
Pellereries préparées	71,5	71,2	71,6	59,7
Peaux et pellereries brutes	218,5	251,7	205,9	164,7

Poteries, carreaux et pavés céramiques	36,7	42,7	36,7	30,8
Faïences et porcelaines	15	14,3	14,1	10,4
Verres et cristaux	52,1	57,7	47,2	29,8
Matériaux.	29,7	34,5	32,1	23,3
Houille	195	189,2	160,3	176
Bois communs	36,9	57,5	21,3	11,7
Meubles.	10,5	11,7	8,9	5,1
Carrosseries pour voitures automobiles	112,7	88	60,8	40
Bimbeloterie	4	4,5	4,6	3,9
Ouvrages en caoutchouc et gutta-percha	12,6	20,4	18,6	10,3
Légumes frais	57,5	62	75,5	56,9
Légumes salés ou conservés	6,3	8,8	9,2	4,3
Fruits de table	139,5	134,3	147,1	92,5
Houblon	22,8	11,9	2,6	1,6
Graines à ensemercer	58,4	22,7	22,6	29,7
Vins (mistelles comprises)	102,6	123	108	43
Eaux-de-vie et esprits	12,6	13,7	17,2	9,8
Liqueurs	2,7	0,9	2,1	1,5

b) *De rares postes, à l'inverse, ont vu se développer leurs sorties à destination du Reich de 1927 à 1930, par exemple :*

	1927	1928	1929	1930
Chevaux	0,8	1,2	1,4	2,1
Ouvrages en bois	11,7	17,8	23,8	31,8
Fourrages et son	18,1	33	17,8	25,8

Nous avons constaté, à propos de l'accroissement des importations allemandes en France, que les produits textiles figurent parmi ceux dont l'augmentation est la plus sensible.

Or, ce sont justement ces produits, laines, soies, cotons bruts, fils et tissus de laine, coton et soie, lingerie, vêtements de haute couture ou de confection qui accusent le recul le plus caractérisé dans l'ensemble de nos exportations en Allemagne. De 2.190 millions de francs en 1927, ils tombent à 985 millions de francs en 1930. La régression est de 1.205 millions de francs, soit à peu près la moitié de la diminution totale de nos exportations en Allemagne pendant la même période.

Nous avons également signalé, dans un précédent paragraphe, le danger que la concurrence des exportations germaniques de lingerie et d'habillement faisait courir aux articles de mode français en général et parisien en particulier. Or, cette remarque semble être pleinement confirmée par les statistiques des sorties vers le Reich de ces spécialités françaises qui, en valeur, sont en diminution continuelle depuis 1927.

*Exportations françaises en Allemagne de lingerie, vêtements
et articles de confection (en millions de francs)*

1927	55,7
1928	53,1
1929	30,9
1930	16,3

Ainsi, en 1930, nous avons réussi à n'exporter chez nos voisins de l'Est que pour 16,3 millions de francs de ces articles bien français, soit environ 26,6 millions de francs de moins que la valeur des exportations germaniques sur notre sol en spécialités du même genre.

Depuis 1927, la régression de nos exportations vers le Reich atteint près de 40 millions de francs dans ce domaine où, cependant, nous pensions jouir d'une suprématie inébranlable.

Pour la métallurgie, le recul est également très net de 1927 à 1930 ; voici les chiffres pour les divers objets de cette catégorie :

Fers et aciers	— 162,6	millions de francs		
Outils et ouvrages en métaux	— 117,2	—	—	—
Machines	— 39,5	—	—	—
Pièces détachées et organes de machines.	— 20,5	—	—	—
Fontes	— 13,5	—	—	—
TOTAL	— 353,3	—	—	—

C'est donc un ralentissement dépassant 350 millions de francs qu'enregistrent les sorties françaises de produits, métallurgiques à destination du Reich.

Nos exportations de houille, de matériaux et de bois communs sont également en régression depuis 1927 :

Houille	— 20	millions de francs
Matériaux	— 6	— — —
Bois communs	— 25	— — —

Quant à nos carrosseries pour automobiles, elles subissent aussi une mévente du fait de nos voisins d'outre-Rhin ; les achats allemands ont, en effet, diminué en trois ans dans la proportion du triple au simple.

Dans le domaine agricole, nos primeurs et fruits se voient également un peu délaissés par l'Allemagne, et c'est par près de 50 millions de francs que se chiffre la régression des exportations de ces denrées en 1930 par rapport à 1927.

Pour le houblon, la situation est identique : 20 millions de diminution.

Il faut enfin signaler la restriction en 1930 des importations allemandes de vins, liqueurs et eaux-de-vie d'origine française.

Notre viticulture a d'ailleurs subi en 1930 une grave crise, et a exporté 282.044 hectolitres de moins qu'en 1929, correspondant à une valeur de 285 millions de francs, et les chiffres de 1929 sont bien inférieurs à ceux de 1927. Sur ces 285 millions, 65 sont imputables à la fermeture du marché germanique, notre second débouché pour l'exportation des vins. Sans rechercher les causes de ce recul de nos ventes vinicoles en Allemagne, travail que nous aurons l'occasion de faire au cours d'un prochain chapitre, nous devons souligner l'émotion que cette situation a provoqué parmi nos viticulteurs et leurs représentants au Parlement. Elle a même donné lieu récemment à la rédaction de rapports très complets de la part de plusieurs députés, qui sont tous d'accord pour l'imputer aux excès de la pratique du dumping et à l'élévation des droits d'entrée.

*
* *

Rares sont, au contraire, les postes de marchandises françaises exportées vers le Reich, de 1927 à 1930, qui aient prospéré; on peut toutefois citer les chevaux, les fourrages et sons, les ouvrages en bois.

*
* *

L'étude détaillée, tant à l'importation qu'à l'exportation, des principaux postes sur lesquels porte le renversement de la balance de notre commerce spécial avec l'Allemagne (il s'agit surtout des objets manufacturés), vient confirmer l'opinion que nous nous étions faite, à la suite d'un examen d'ensemble de la question, sur l'évolution de nos échanges directs avec le Reich : il y a bien eu, au cours de la période comprise entre 1927 et 1931, un changement très net, et à notre détriment, dans la position du solde de la balance des échanges franco-allemands.

Or, ceux-ci occupant une place de premier plan, tant dans les rapports commerciaux globaux de la France que dans ceux de l'Allemagne, leur résultat a en tout naturellement une part très influente dans l'établissement du solde définitif de la balance commerciale totale de chacune des deux nations considérées.

Défavorables depuis 1927 pour notre pays, ils ont contribué fortement, et nous avons d'ailleurs estimé plus haut dans quelle proportion, d'un côté à l'aggravation de la balance commerciale globale de la France, et, de l'autre, à l'inverse, à l'amélioration de la balance commerciale globale de l'Allemagne.

SECTION II

Aggravation de la balance de nos échanges spéciaux avec certaines nations, du fait de l'expansion des exportations germaniques dans ces pays

Nous avons déjà eu l'occasion, à propos de l'amélioration très sensible de la balance commerciale de l'Allemagne, de signaler la rivalité de plus en plus aiguë qui existe sur les marchés extérieurs entre les producteurs anglo-américains et leurs concurrents germaniques. La part du Reich dans l'approvisionnement du monde en produits manufacturés s'est, en effet, développée d'une façon foudroyante comparativement à celle des autres grands pays industriels. En 1930, pour la première fois, les exportations allemandes ont dépassé en valeur celles de la Grande-Bretagne, et nos voisins de l'Est se sont classés au premier rang pour l'exportation des produits finis devant l'Angleterre et les Etats-Unis.

Mais l'accentuation de la concurrence germanique sur les marchés étrangers gêne non seulement les exportateurs anglo-américains, mais aussi les commerçants français. Ainsi, nous sommes atteints sur notre marché intérieur où l'avance des exportations allemandes a provoqué un renversement de la balance des échanges commerciaux entre les deux nations, mais nous le sommes également sur les marchés extérieurs, en particulier dans les divers pays de l'Europe occidentale et de l'Europe Centrale.

Et, si plus de la moitié de l'aggravation de notre balance commerciale entre 1927 et 1930 tient directement aux changements survenus dans le commerce franco-allemand lui-même, une bonne partie de la seconde moitié peut être attribuée à l'expansion, à nos dépens, des exportations germaniques dans d'autres pays, clients communs des deux nations allemande et française.

Notre commerce est donc à la fois envahi sur son propre territoire par les produits germaniques, refoulé par eux du marché allemand, concurrencé à l'étranger par leur bon marché.

Nous avons étudié, dans une première section, cette invasion de la France par les produits d'outre-Rhin et ce recul de nos expéditions vers le Reich. Nous allons maintenant examiner, toujours à l'aide des différentes statistiques en notre possession ⁽¹⁾, l'expansion du commerce allemand dans les pays tiers, et essayer de montrer comment ce développement des exportations germaniques se fait en partie au détriment des nôtres.

(1) Statistiques des années 1927 à 1930, à l'exclusion de celles de 1931, non encore publiées.

La façon la plus rationnelle d'arriver à ce but est :

— De faire, par année, un parallèle entre le montant total des exportations allemandes (1) et celui des exportations françaises (2) dans les divers pays où elles sont en concurrence :

— De calculer leur taux de variation en pourcentage par rapport à 1927, notre année de base ;

— D'énumérer enfin les principales catégories de produits en compétition.

Si cet examen par nation, que nous pouvons qualifier d'analytique, est en somme assez simple, il n'en est pas de même de la classification des différents Etats considérés : c'est un travail de synthèse qui présente d'assez sérieuses difficultés.

Nous essaierons de les vaincre : 1° en établissant d'abord un premier classement géographique par continent ; 2° en opérant ensuite un groupement des nations présentant des caractères communs.

A. — *Concurrence franco-allemande en Europe*

C'est en Europe, spécialement sur les marchés occidentaux et centraux, que l'expansion des produits allemands a été la plus sensible. Dans la plupart des Etats, le Reich a augmenté ses exportations au détriment de tous les grands pays industriels, en particulier de la France.

Toutefois, nous pouvons faire une distinction entre les divers pays européens :

Chez les uns, l'Allemagne a développé d'une façon continuelle ses exportations depuis 1927, alors que les nôtres ont régulièrement fléchi ;

Chez les autres, le contraste entre les mouvements des expéditions allemandes et des expéditions françaises est moins accusé ;

Enfin, chez quelques rares nations, il n'y a plus d'antagonisme entre les variations des envois germaniques et celles des envois français.

Première catégorie : Contraste très net

Au premier rang, nous plaçons les Pays-Bas, véritable « hinterland » de l'Allemagne, qui en est le principal client et fournisseur, et y effectue plus du quart de son commerce extérieur.

(1) Les chiffres des exportations germaniques ont été relevés sur l'Annuaire allemand de 1931, publié par « l'Office de Statistique ».

(2) Les chiffres des exportations françaises ont été relevés sur les différents volumes du « Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie » (année 1931).

Ses ventes s'y accroissent avec rapidité, ses achats, au contraire, y demeurent stationnaires, à cause de la rigueur du protectionnisme germanique qui frappe les produits de l'élevage néerlandais.

Voici d'ailleurs, exprimé en millions de francs ⁽¹⁾, le montant des exportations germaniques en Hollande depuis quatre ans et les pourcentages d'augmentation correspondants par rapport à l'année 1927 :

1927	1928	1929	1930
6.771,1	7.110,5	7.589,1	7.295
	+ 5 %	+ 12,1 %	+ 7,7 %

Pendant le même laps de temps, la France a enregistré les pertes suivantes :

1927	1928	1929	1930
1.775,1	1.300,1	1.254,4	1.225,2
	— 26,7 %	— 29,3 %	— 30,9 %

De ces données, il résulte que les exportations françaises d'objets fabriqués divers, machines, textiles filés et en tissus, vêtements, articles de confection et lingerie ont été concurrencées avec succès par les articles similaires de l'Allemagne.

De 1927 à 1930, le Reich a intensifié ses envois à destination des Pays-Bas de plus de 500 millions de francs, tandis que la France a ralenti les siens d'un chiffre légèrement supérieur, c'est dire que l'avance germanique peut être imputée au recul français.

*
**

A côté de la Hollande, nous ferons figurer sa voisine, l'Union Belgo-Luxembourgeoise, avec laquelle nos relations commerciales ont particulièrement souffert de l'expansion allemande.

Voici le tableau comparé des exportations allemandes et françaises depuis 1927 :

UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes. . .	2.668,6	2.956	3.683,2	3.633,6
		+ 10,7 %	+ 38,0 %	+ 36,1 %
Exportations françaises. . .	7.584,2	7.246,7	7.221,2	5.439,9
%		— 4,4 %	— 4,7 %	— 28,2 %

(1) Pour évaluer le montant des exportations germaniques en francs, nous avons multiplié les chiffres donnés par l'Office allemand de Statistique en marks par 6,05 (le mark ayant été considéré au cours de 6 fr. 05).

Principaux articles en concurrence: laine, lin, textiles filés et en tissus, produits chimiques et métallurgiques, machines, outils, ouvrages en métaux.

Ce tableau nous permet de constater que, depuis 1927, les exportations germaniques à destination de l'Union Belgo-Luxembourgeoise se sont accrues de près de 1 milliard de francs, alors que les nôtres régressaient de plus de 2 milliards: autrement dit, en Belgique, comme en Hollande, le fléchissement français semble bien être la cause de l'augmentation allemande.

*
**

Dans la péninsule ibérique, les Allemands ont développé leurs ventes aux dépens des produits franco-belges, d'une part, et anglo-américains de l'autre.

Les tableaux ci-dessous permettent d'ailleurs de suivre le rythme de l'expansion allemande et du recul français, tant en Espagne qu'au Portugal, depuis 1927.

ESPAGNE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	1.082,9	1.274,7	1.320,1	1.138
%		+ 17,7 %	+ 21,9 %	+ 5,0 %
Exportations françaises ..	1.713,5	1.754,4	1.787,5	1.130,6
%		+ 2,3 %	— 7,3 %	— 33,9 %

PORTUGAL

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes	354,5	299,5	385,3	392
%		+15,5 %	+ 8,6 %	+ 10,3 %
Exportations françaises	258	234,3	260,6	236
%		— 9,3 %	+ 0,7 %	— 8,5 %

Principaux produits en concurrence (Espagne et Portugal): textiles en filés et tissus, produits chimiques et métallurgiques, machines, objets fabriqués divers.

*
**

— En Espagne, l'avance allemande de 1927 à 1930 peut être évaluée à environ 50 millions de francs, alors que le recul français atteint près de 600 millions de francs.

Le résultat est qu'en 1930 les entrées allemandes en Espagne

ont très légèrement dépassé les nôtres, alors qu'en 1927 elles leur étaient inférieures d'environ 650 millions.

— Au Portugal, le contraste encore très net est moins accusé : accroissement germanique de 40 millions, fléchissement français de 20 millions.

— En Suisse, la concurrence germanique, portant sur les tissus et fils de toute nature, la lingerie et les articles d'habillement, les produits métallurgiques et les machines, les objets fabriqués divers, la houille, s'est intensifiée au détriment de nos exportations.

SUISSE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	2.971,7	3.465,4	3.793,9	3.796,9
%		+ 16,5 %	+ 27,6 %	+ 27,7 %
Exportations françaises ..	3.424	3.379	3.383	3.097
%		— 1,3 %	— 1,2 %	— 9,5 %

Mieux que tout commentaire, ce tableau nous prouve le succès des efforts des commerçants germaniques sur le marché suisse. Accusant une augmentation de plus de 800 millions sur 1927, réussissant à maintenir et même à dépasser légèrement leur chiffre de 1929, en dépit de la dépression économique générale, les exportations allemandes en Suisse étaient, en 1930, supérieures aux nôtres de 700 millions de francs. Celles-ci, au contraire, ont régressé de près de 400 millions par rapport à 1927 et de 300 millions par rapport à 1929. Autrement dit, de 1927 à 1930, la moitié de l'avance germanique peut être attribuée au recul français.

*
**

Dans un autre pays de l'Europe Centrale, la Tchéco-Slovaquie, la lutte entre producteurs français et germaniques est également favorable à l'Allemagne.

TCHECO-SLOVAQUIE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	3.161,1	3.915,5	3.978,4	3.195,6
%		+ 23,9 %	+ 25,8 %	+ 1,1 %
Exportations françaises ..	228,8	199,2	233,1	222,5
%		— 12,7 %	+ 2,1 %	— 2,6 %

Principales catégories de produits en concurrence : produits métallurgiques, machines et outillage, textiles bruts...

La France a donc ralenti ses envois de 1917 à 1930 de 6 millions, tandis que l'Allemagne a accru les siens de 34 millions : c'est-à-dire que le cinquième de l'augmentation germanique semble imputable à la régression française.

Deuxième catégorie : Contraste moins accusé

Dans ce groupe, nous classerons toutes les nations européennes chez lesquelles les exportations germaniques et françaises ont varié dans un même sens, positif ou négatif, mais cependant toujours favorable à l'économie allemande, au cours des années 1927 à 1930 considérées dans leur ensemble.

S'agit-il d'une augmentation, elle est toujours beaucoup plus forte pour les produits de nos voisins que pour les nôtres : et, à l'inverse, s'agit-il d'une diminution, elle est sensiblement plus faible pour les articles allemands que pour les nôtres.

Dans ces Etats, la concurrence entre les marchandises des deux rivales, Allemagne et France, se poursuit toujours à notre désavantage : la faiblesse du développement de nos exportations, ou leur recul accentué sont imputables aux commerçants allemands qui progressent plus vite ou résistent mieux que nos nationaux.

Dans un but de clarté, nous distinguons, d'une part, les pays où les exportations franco-germaniques progressent, d'autre part, ceux où elles régressent.

a) *Pays où les exportations rivales franco-germaniques progressent inégalement :*

Ce sont d'abord les Etats Scandinaves : Norvège, Suède, Danemark, où l'Allemagne, principal fournisseur, enregistre depuis 1927 des plus-values sensibles du solde de ses échanges commerciaux, par suite de la rapidité de l'expansion de ses articles, qui entravent le développement des nôtres.

NORVEGE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	963,7	1.019,4	1.370,9	1.252,3
%		+ 5,7 %	+ 42,2 %	+ 30,0 %
Exportations françaises —	132,3	127,8	99,2	165,4
%		— 3,4 %	— 25,0 %	+ 25,0 %

Principaux articles en concurrence : Produits fabriqués divers, métallurgiques et textiles, lingerie, vêtements, articles de confection.

En progrès marqués depuis 1927, les ventes germaniques atteignaient 1.252 millions de francs en 1930 contre 963 en 1927, soit un gain de 289 millions.

Les ventes françaises en régression au cours des années 1928 et 1929 se sont brusquement relevées en 1930, et ont dépassé le chiffre de 1927 de 33 millions.

L'amélioration française n'a donc ni l'ampleur, ni la régularité de celle de l'Allemagne.

SUEDE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	2.476	2.605,7	2.878	2.990
%		+ 5,2 %	+ 16,2 %	+ 20,7 %
Exportations françaises ..	266,6	280,4	261,1	328,2
%		+ 5,2 %	— 2,0 %	+ 23,3 %

Principaux articles en concurrence: Produits métallurgiques, chimiques et textiles, lingerie et habillement.

Régulièrement croissants depuis 1927, les envois germaniques enregistraient, en 1930, un gain de 514 millions de francs, alors que les nôtres, dont les mouvements étaient beaucoup moins continus, n'augmentaient que de 62 millions de francs, pendant le même laps de temps.

DANEMARK

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	2.287	2.582	2.925	2.886,5
%		+ 12,9 %	+ 27,8 %	+ 26,1 %
Exportations françaises ..	289,3	298,5	314,1	* 366
%		+ 3,1 %	+ 8,6 %	+ 26,6 %

Principaux articles en concurrence: Produits métallurgiques et chimiques, machines, textiles, lingerie et habillement.

Au Danemark, les efforts particulièrement soutenus du Reich ont réussi à porter le chiffre de ses exportations à 2.886 millions de francs en 1930 contre 2.287 en 1927, soit une augmentation approximative de 600 millions de francs.

Gênée par cette expansion germanique, la France ne pouvait mieux faire que d'accroître ses envois de 77 millions de francs pendant la même période.

*
**

Quant aux pays baltes, Finlande, Esthonie, Lettonie, dont l'Allemagne est également le principal fournisseur, ils ont vu s'intensifier les entrées de produits germaniques sur leur marché: charbon, couleurs et teintures, tissus, machines diverses et produits métallurgiques.

Cette progression s'est accomplie, non pas aux dépens de la France qui n'intervient guère que pour 3 % dans le total des importations de ces Etats, mais à ceux de la Grande-Bretagne.

*
**

En Italie et en Yougo-Slavie, la même tendance à l'accroissement des expéditions allemandes à notre détriment se manifeste :

ITALIE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	2.792	3.308,7	3.644,5	2,928,8
%		+ 18,5 %	+ 30,5 %	+ 4,9 %
Exportations françaises ..	2.045,4	2.150,8	2.206,9	1.679, 8
%		+ 5,1 %	+ 7,8 %	— 17,8 %

Principaux articles en concurrence: Houille, produits métallurgiques, machines, cuirs, tissus, laine.

Si le chiffre des exportations germaniques de 1930 est en régression de 700 millions sur celui de 1929, il n'en dépasse pas moins celui de 1927 de près de 140 millions de francs.

Pendant le même laps de temps, la France augmentait ses envois jusqu'en 1929, mais les diminuait par contre sensiblement au cours de 1930, de sorte que ceux-ci accusaient un fléchissement de 366 millions de francs sur l'année 1927.

YOUGO-SLAVIE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	702,4	711,5	923,2	1.040,6
%		+ 1,3 %	+ 31,4 %	+48,2 %
Exportations françaises ..	93,5	75,7	102,2	109
%		— 19,3 %	+ 9,6 %	+ 17,2 %

Principaux articles en concurrence: Produits métallurgiques: machines et outils; produits textiles: tissus et fils.

Les exportations allemandes dans ce royaume se sont constamment accrues, enregistrant un gain de près de 350 millions en 1930 sur le chiffre de 1927.

Les exportations françaises ont également augmenté, mais d'un chiffre beaucoup plus timide de: 16 millions de francs en 1930 — par rapport à 1927.

b) *Pays où les exportations rivales franco-germaniques régressent inégalement :*

C'est le cas de la Pologne et de la Roumanie, où le recul des produits allemands est, au cours de la période comprise entre 1927 et 1930, proportionnellement plus faible que le fléchissement correspondant des articles français.

POLOGNE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	2.106,6	2.423,6	2.077,5	1.512,5
%		+ 15,0 %	— 1,4 %	— 28,2 %
Exportations françaises ..	503,7	432,1	468,7	435,5
%		— 14,1 %	— 6,9 %	— 13,5 %

Principaux articles en concurrence: Machines, outils et ouvrages en métaux, produits textiles, en particulier tissus.

ROUMANIE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	981,9	1.046,6	992,8	830,6
%		+ 6,6 %	+ 1,2 %	— 15,4 %
Exportations françaises ..	212,8	147,5	148,6	171,3
%		— 30,6 %	— 29,7 %	— 49,3 %

Principaux articles en concurrence: Machines, outils et produits métallurgiques divers, produits textiles, spécialement tissus.

Dans ces deux Etats, la régression française date de 1928; celle de l'Allemagne n'est vraiment sensible qu'à partir de 1930.

Troisième catégorie : Pas de contraste

Dans cette catégorie, nous ne rangeons qu'une seule grande nation: l'Angleterre.

ANGLETERRE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes.	10.753,8	7.137,7	7.898,2	7.374,3
%		— 33,6 %	— 26,5 %	— 31,3 %
Exportations françaises..	10.190,6	8.165,2	7.566,5	6.839
%		— 19,8 %	— 25,7 %	— 32,8 %

Principaux articles en concurrence: Tissus de soie, coton et laine, fils de laine, laines et déchets, articles de luxe, fers et aciers, vins.

En Grande-Bretagne, le Reich n'a pas vu ses efforts couronnés de succès comme dans la majorité des autres pays euro-

péens, et le montant de ses expéditions à destination de l'Angleterre a continuellement baissé depuis 1927.

La France n'a pas beaucoup mieux réussi, et a enregistré également un déclin de ses exportations vers la Grande-Bretagne. Toutefois, dans l'ensemble des années 1927 à 1930, ses pertes sont proportionnellement plus faibles que celles de sa voisine.

Il est à noter que les récentes mesures protectionnistes prises par le gouvernement conservateur anglais intensifieront certainement le déclin des exportations étrangères en Angleterre.

A'. — Concurrence franco-allemande en Afrique du Nord

A l'Europe, nous rattachons nos possessions d'Afrique du Nord : Algérie, Tunisie, Maroc, où l'accroissement des ventes de produits métropolitains n'a pas empêché celui, relativement beaucoup plus considérable, des exportations allemandes.

Voici d'ailleurs le montant, exprimé en millions de francs, des exportations germaniques et françaises depuis 1927 :

ALGERIE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes..	50,8	68,3	85,3	110,1
%		+ 34,5 %	+ 67,8 %	+ 116,6 %
Exportations françaises ..	3.462,2	3.944,1	4.500,7	4.563,5
%		+ 13,9 %	+ 29,9 %	+ 31,8 %

TUNISIE

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes.....	9,1	21,2	16,3	28,4
%		+ 133,3 %	+ 80 %	+ 213,3 %
Exportations françaises	716,2	776,6	1.003,8	915,5
%		+ 8,3 %	+ 40 %	+ 27,7 %

MAROC

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes...	10,2	23,6	47,9	91,9
%		+ 129,3 %	+ 335,3 %	+ 800 %
Exportations françaises ...	955,4	1.124,3	1.291,6	1.116,4
%		+ 17,6 %	+ 35,1 %	+ 16,8 %

Si les chiffres ci-dessus nous montrent que les ventes germaniques sont peu de chose comparées aux nôtres, il n'en est pas moins vrai qu'elles croissent dans des proportions beaucoup plus fortes.

Il y a là une menace qui pourrait constituer un jour un véritable danger. Le commerce métropole-colonies nous laisse actuellement un excédent créditeur qui comble en partie le défi-

cit de nos échanges avec les nations étrangères ; et si, dans des temps plus ou moins éloignés, l'Allemagne venait contrebalancer notre influence économique dans notre domaine colonial, il en résulterait une aggravation de la balance globale de nos échanges, qui viendrait obscurcir une situation commerciale déjà assez trouble.

*
**

Les progrès réalisés par les exportations allemandes en Europe et en Afrique du Nord depuis 1927 sont donc indiscutables.

L'Allemagne a développé la pénétration de ses produits, en particulier de ses objets fabriqués, dans toute l'Europe, non seulement dans les pays peu industrialisés, comme l'Espagne et le Portugal, mais aussi chez les nations parvenues au même stade industriel qu'elle, comme la France, la Belgique et la Suisse.

Mieux que de longues phrases, les chiffres suivants des exportations allemandes en Europe, de 1927 à 1930, témoignent de cette expansion, accomplie pour une bonne part à notre détriment :

(en millions de marks)

1927	1928	1929	1930
—	—	—	—
7.978,6	8.987,8	9.924,1	9.377,2

B. — Concurrence franco-allemande hors d'Europe

En dehors du continent européen, l'Allemagne a également accru la quote-part de ses exportations, mais surtout au détriment des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

*
**

Toutefois, dans les deux Amériques, l'avance germanique de 1927 à 1930 a certainement nui aux exportations des pays latins, en particulier de la France.

Voici les chiffres des exportations allemandes et françaises, pendant ces dernières années aux Etats-Unis :

ETATS-UNIS

	1927	1928	1929	1930
	—	—	—	—
Exportations allemandes..	4.696	4.815,2	5.996,1	4.145,4
%		+ 2,5 %	+ 27,6 %	— 11,7 %
Exportations françaises ..	3.610,1	3.347,4	3.322,3	2.435,5
%		— 7,2 %	— 7,9 %	— 32,5 %

Principaux articles en concurrence : Matières premières : engrais et potasse : peaux et pelleteries brutes. — Objets fabriqués rentrant dans la catégorie des articles de luxe ou des spécialités : soieries, objets d'art, fourrures, gants, ouvrages en cuir, lingerie, vêtements, jouets, horlogerie.

En dépit du déchéissement des expéditions allemandes en 1930, dû à la réduction du pouvoir d'achat des masses américaines sévèrement touchées par la crise, les ventes allemandes se sont intensifiées aux Etats-Unis dans l'ensemble de la période 1927-1930.

Aussi, devant les efforts de nos voisins d'outre-Rhin, nos exportations vers les Etats-Unis ont-elles fléchi d'une façon régulière.

*
**

Dans les différents Etats de l'Amérique du Sud, la même constatation peut être faite.

En Argentine, au Brésil, en Colombie, au Vénézuéla, en Uruguay, en Bolivie, les importations d'origine germanique consistant surtout en articles manufacturés divers, machines et outillage, ont progressé malgré la forte résistance des produits anglais et l'avance des produits américains.

Parmi les nations européennes, la France a été l'une des premières à souffrir dans son commerce d'exportation de cette progression allemande sur le continent Sud-Américain. Voici, d'ailleurs, à titre d'exemple, les chiffres comparés de nos ventes et de celles de notre rivale de l'Est au Brésil et dans la République Argentine :

Brésil :

	1927	1928	1929	1930
Exportations allemandes.....	977,6	1.184	1.271,7	730,2
%		+ 21,1 %	+ 30,2 %	— 25,4 %
Exportations françaises	538,9	562,8	458,2	309,1
%		+ 4,3 %	— 15 %	— 42,6 %

République Argentine :

Exportations allemandes..	1.802,3	2.101,7	2.245,3	1.738,7
%		+ 16,6%	+ 24,8 %	— 3,3 %
Exportations françaises ..	1.139,5	1.146,7	1.066,7	878,2
%		+ 0,6 %	— 6,4 %	— 22,9 %

Comme aux Etats-Unis, l'Allemagne a, dans l'ensemble de ces dernières années, réussi à augmenter ses expéditions vers l'Amérique du Sud, entravant ainsi le développement, ou accélérant le déclin de celles de ses rivaux économiques, tels que la France,

qui a enregistré une régression continuelle et croissante des siennes.

Toutefois, le chiffre de 1930 est, pour l'Allemagne, inférieur à celui de 1927 ; cela doit être imputé à l'intensité de la crise économique, particulièrement forte dans les pays agricoles sud-américains.

Les pourcentages allemands de réduction par rapport à 1927 sont d'ailleurs faibles, — 25,4 % pour le Brésil ; — 3,3 % pour la République Argentine, comparés à ceux de la France ; — 42,6 % pour le Brésil ; — 22,9 % pour la République Argentine, et témoignent de la remarquable résistance des industries germaniques d'exportation, des capacités de leurs chefs, des efforts de leur personnel.

*
**

Dans les autres parties du monde, Australie, Afrique, Asie, l'Allemagne essaie de rétablir sa situation commerciale prédominante d'avant-guerre, et lutte avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

En Asie, tout particulièrement en Chine, en dépit de l'instabilité politique, de la dépréciation du métal argent, de la concurrence industrielle des Japonais, les exportateurs germaniques ont déplacé des missions économiques, et réussi d'ailleurs à effectuer des progrès assez marqués.

*
**

Ainsi, quel que soit le continent considéré, nous sommes en présence d'une avance des produits allemands.

Le tableau suivant des exportations germaniques, de 1927 à 1930, dans chacune des cinq parties du monde en est un nouveau témoignage.

(en millions de R. M.)

	1927	1928	1929	1930
Europe.	7.978,6	8.987,8	9.924,1	9.377,2
Afrique.	256,8	280,3	311,9	268,1
Asie.	826,1	923,1	1.041,8	804,2
Australie.	82,8	76,1	100,9	64,5
Amérique.	1.647	1.757,1	2.093,2	1.512,3

Les résultats allemands sont particulièrement impressionnants en Europe et en Afrique, où, en 1930, ils se maintiennent à un niveau supérieur à celui de 1927, malgré le malaise économique général.

C'est d'ailleurs sur les marchés européens, africains et américains que la lutte pour la conquête de nouveaux débouchés, ou

la conservation d'anciens, est la plus âpre entre exportateurs allemands et exportateurs français. Quant à l'issue, nous nous sommes efforcés, par une étude détaillée de la situation respective des deux rivaux commerciales sur chacun des principaux marchés, de montrer qu'elle nous était presque toujours défavorable et se traduisait le plus souvent par un recul marqué de nos ventes au bénéfice du Reich. Et, chose extrêmement inquiétante, cette régression de nos exportations porte toujours sur les objets fabriqués, où la suprématie de notre voisine de l'Est s'affirme d'une manière de plus en plus incontestable.

Sans doute, les résultats globaux du Commerce Extérieur Germanique en 1931 nous font présumer un recul sensible des Exportations allemandes dans les principales nations que nous venons de passer en revue, en raison de l'aggravation de la situation économique. Mais cette régression n'a certainement pas été obtenue sans une vive résistance des produits de nos voisins, résistance qui a vraisemblablement accentué le fléchissement de nos exportations dans les divers pays considérés, au cours de l'année dernière.

Il semble donc exact de dire que si environ la moitié de l'aggravation de notre balance commerciale tient au déficit que nous laissent nos échanges directs avec l'Allemagne depuis 1927, une bonne part de l'autre moitié est imputable à l'expansion du commerce germanique d'exportation dans le monde.

*
* *

Nous nous excusons, une fois de plus, d'avoir fait, au cours de cette seconde partie, intitulée « Le renversement de la balance commerciale franco-allemande depuis 1927 », une étude aride des statistiques, mais indispensable à notre démonstration.

Nous n'avions qu'un but, c'était de pénétrer le lecteur du fait suivant : « De 1927 à 1931, il y a un contraste frappant entre l'évolution des balances commerciales de deux grandes nations industrielles, la France et l'Allemagne : l'une s'est aggravée, l'autre s'est améliorée. Ces mouvements inverses ne sont pas sans lien entre eux, et l'amélioration de la balance allemande est la cause à la fois directe et indirecte de l'aggravation de la balance française : cause directe en ce sens que, depuis 1927, les échanges franco-germaniques se soldent par un déficit imposant — cause indirecte en ce sens que l'expansion à l'étranger, spécialement en Europe, des exportations allemandes s'est faite en partie aux dépens des nôtres.

TROISIÈME PARTIE

Causes du renversement de la Balance Commerciale franco-allemande depuis 1927

Pour la commodité de l'étude, nous classerons les facteurs auxquels nous imputons les changements survenus dans nos échanges commerciaux avec l'Allemagne en trois catégories :

- I. — FACTEURS ALLEMANDS.
 - II. — FACTEURS FRANÇAIS.
 - III. — FACTEURS INVOQUÉS PAR QUELQUES ECONOMISTES.
-

CHAPITRE I

FACTEURS ALLEMANDS

Ces facteurs sont les suivants :

- I. — La diminution du pouvoir d'achat du peuple allemand.
- II. — Les mesures protectionnistes germaniques.
- III. — La pratique allemande du dumping.
- IV. — La compression des prix de revient et la rationalisation.
- V. — L'activité de la politique commerciale du Reich.

SECTION I

La diminution du pouvoir d'achat du peuple allemand

L'Allemagne est, en 1930 et en 1931, un des pays les plus gravement atteints par la crise économique mondiale. Grâce à un outillage particulièrement perfectionné, ses industriels ont constitué des stocks imposants qu'ils écoulent aujourd'hui difficilement. Par ailleurs, ces progrès mécaniques et cette surproduc-

tion ont entraîné un chômage intense dans les milieux ouvriers, et les statistiques évaluent le nombre des « sans-travail » germaniques entre 4 et 5 millions, ce qui représente près de 15 millions d'individus privés de leur pain quotidien.

Le Commerce et la Banque, aux prises avec de sérieuses difficultés de trésorerie, enregistrent de nombreuses faillites.

L'Agriculture elle-même est gênée, tant par la chute des cours des céréales et du bétail, que par le taux onéreux des prêts qui lui sont consentis.

Cette situation défavorable, compliquée d'une crise financière aussi sérieuse que délicate et d'un malaise politique assez trouble, a eu pour première conséquence de diminuer sensiblement les revenus de toutes les classes de la Société allemande, en réduisant leur pouvoir d'achat et leur capacité d'absorption.

D'autre part, des charges fiscales très lourdes, imposées supplémentairement par le Reich en vue de faire face à ses dépenses sociales plus élevées qu'en aucun autre pays, sont venues aggraver l'appauvrissement des consommateurs germaniques.

*
* *

N'ayant plus les moyens de racheter la totalité de sa production, l'Allemagne s'est trouvée contrainte de chercher un écoulement au dehors pour l'excédent qu'elle ne pouvait plus absorber elle-même. Cherchant à vendre à l'extérieur par tous les moyens et à n'importe quels prix, elle devait tout naturellement réussir à développer ses exportations sur le marché français, l'un des moins atteints par la dépression économique générale.

Au contraire, nos commerçants n'arrivaient plus à maintenir leurs expéditions à destination du Reich, pays où la rigueur et l'ampleur du malaise économique contraignaient les consommateurs à se restreindre; et cette régression des exportations françaises en Allemagne était d'autant plus sensible qu'elle portait pour une large part sur des articles de luxe (soieries, lingerie, habillement, parfums, automobiles, vins, eaux-de-vie et spiritueux), dont on peut, à la rigueur, se passer dans une période difficile.

C'est ce que M. Von Hoesch, Ambassadeur du Reich à Paris, a résumé, dans un discours prononcé à une assemblée de commerçants germaniques, en ces termes: « Le triste développement de la situation économique en Allemagne a affaibli, en 1930, la capacité d'achat germanique, tandis que la France, au cours de l'année écoulée, a pu montrer une capacité d'absorption encore relativement favorable par rapport à d'autres pays ».

Et si cette thèse semble vraie pour l'année 1930 à M. Von Hoesch, elle l'est à plus forte raison pour l'année 1931, qui marque une nouvelle aggravation du malaise économique germanique.

L'appauvrissement de l'Allemagne serait donc un facteur de prospérité pour son commerce extérieur avec notre pays, et inversement, la richesse relative de la France serait un facteur de fléchissement pour sa balance commerciale avec le Reich.

Cette thèse semble impliquer que, progressivement, la France s'appauvrirait alors que sa voisine d'outre-Rhin s'enrichirait et que, par suite, dans un laps de temps plus ou moins long, la balance de nos échanges spéciaux avec l'Allemagne se renverserait à nouveau d'une façon automatique, mais cette fois à notre profit : c'est là une variante de la théorie économique de l'équilibre automatique de la balance du commerce.

*
* *

Il faut reconnaître, avec M. Von Hoesch, que l'appauvrissement des masses allemandes industrielles, commerçantes ou rurales, qui aboutit à une diminution de leur pouvoir d'achat, contrastant avec la situation relativement plus favorable de nos nationaux, a eu, en 1930 et en 1931, une certaine répercussion sur le fléchissement de nos exportations vers le Reich et sur l'accroissement de nos importations en provenance de ce pays. Mais si cette situation propre aux années 1930 et 1931 permet de justifier partiellement l'accentuation du mouvement déficitaire de nos échanges commerciaux avec l'Allemagne, elle ne peut, par contre, être considérée comme le mécanisme moteur, ayant déclenché un renversement qui a pris naissance bien antérieurement, en 1927.

C'est pourquoi nous nous refusons d'accorder à ce facteur une place prépondérante dans le renversement de la balance commerciale franco-germanique depuis 1927, estimant, pour notre part, que cette place prépondérante revient à notre traité douanier.

A la rigueur, nous voulons bien reconnaître que la diminution du pouvoir d'achat germanique a exercé une pression non négligeable sur les échanges commerciaux franco-allemands des années 1930 et 1931, années particulièrement dures pour l'économie germanique, en amplifiant un mouvement commencé antérieurement, en 1927. Mais nous restons convaincus que cette diminution du pouvoir d'achat allemand ne constitue qu'un facteur secondaire, subsidiaire, postérieur à l'origine du renversement étudié dans cet ouvrage.

SECTION II

Les mesures protectionnistes germaniques

En dépit, et peut-être même en raison, des projets de « Trêve douanière » de février-mars 1930, la plupart des grandes nations d'après-guerre pratiquent aujourd'hui une politique protectionniste.

L'Angleterre elle-même, traditionnelle libre-échangiste, semble aujourd'hui s'orienter dans cette voie.

L'Allemagne n'a pas dérogé à la règle générale, et elle a mis en œuvre de multiples procédés de protection, tant directs qu'indirects, qui ont contribué dans une certaine mesure au renversement de sa balance commerciale avec la France.

*
**

D'une façon directe, le Reich a procédé au relèvement exagéré des droits de son tarif, gênant ainsi fortement les entrées de marchandises françaises, agricoles, alimentaires, textiles ou métallurgiques, les arrêtant même pratiquement.

Nous avons déjà signalé la très sensible régression de l'ensemble des exportations de vin français, une de nos principales richesses, au cours de ces dernières années. Or, dans ce fléchissement, l'Allemagne, notre second grand marché vinicole, a joué un rôle de premier plan.

Elle s'est, en effet, par une loi du 16 avril 1930, donné la possibilité d'augmenter les droits sur les vins importés et, conformément à cette nouvelle réglementation, elle a porté le droit sur les vins en bouteille de 120 à 180 marks par 100 kilos. Cette taxe de 180 marks est à peu près prohibitive et l'exportation des vins en bouteilles chez notre voisine est devenue presque impossible.

Quant aux droits d'entrée sur les vins en fûts, ils sont également assez élevés, et gênent considérablement nos exportateurs.

En outre, le législateur germanique a accordé aux Etats la possibilité d'établir des « taxes spéciales, dites d'Etat », faisant ainsi peser sur nos vins une charge nouvelle supplémentaire.

Ces mesures allemandes ont provoqué en France de nombreuses protestations de la part de nos viticulteurs et de leurs représentants au Parlement.

Ce n'est d'ailleurs pas là un exemple isolé, et des mesures semblables de protectionnisme direct ont été prises en Allemagne à l'égard de la plupart de nos exportations, en particulier : les produits fabriqués, les articles de qualité et de luxe sur lesquels les droits de douane sont très élevés.

*
**

Indépendamment de cette élévation de tarif, manifestation de « protectionnisme direct », nos voisins ont pris toute une série de mesures diverses en faveur de leur production, mesures qui constituent des manifestations de « protectionnisme indirect ».

Ce sont d'abord les primes à la production et à l'exportation, accordées aux industriels et commerçants sous les formes les plus variées, et que nous étudierons en détail dans la section suivante, consacrée au « dumping » germanique.

Puis, le Reich a édicté à notre égard certaines réglementations douanières tracassières qui, sous les prétextes les plus divers, ont abouti à une véritable prohibition, ou au découragement des exportateurs français. C'est ainsi qu'il a interdit l'entrée de toutes nos pommes de terre, même provenant de régions non atteintes par le Doryphora, alors qu'il n'est pas démontré que les insectes vivant sur les parties extérieures de la plante soient transportés par les tubercules.

Cette décision, prise sous un soi-disant prétexte de défense sanitaire, mais dont le véritable mobile est d'empêcher l'entrée d'un végétal concurrent, est un exemple de ces mesures douanières que M. Augé-Laribé, Secrétaire Général de la Confédération Nationale des Associations Agricoles, a qualifiées de « fourberies de protection sanitaire ».

Enfin, on peut également considérer comme étant une manifestation de protectionnisme indirect la propagande allemande en faveur de la consommation des produits nationaux, cette propagande revêtant un caractère agressif à l'égard des denrées étrangères et constituant souvent une véritable campagne de dénigrement de celles-ci. La propagande faite l'année dernière pour inciter le consommateur germanique à ne boire que du vin d'Allemagne est un exemple typique de cette campagne protectionniste.

*
**

Toutes ces manifestations du protectionnisme allemand, soit « directes » (relèvement de certains droits du tarif douanier), soit « indirectes » (primes, réglementations diverses, campagne de dénigrement des produits étrangers), ont influencé les échanges franco-germaniques dans un sens qui nous est défavorable.

Mais, parmi toute cette série de mesures actuellement en honneur chez nos voisins d'outre-Rhin, il convient de retenir l'attention sur l'une d'elles, particulièrement grave, celle qui leur a permis de triompher de la concurrence étrangère en géné-

ral, et française en particulier, sur les marchés internationaux, grâce à des prix de revient artificiellement réduits : c'est la pratique du « dumping ».

SECTION III

La pratique allemande du dumping

Nous avons déjà indiqué que l'Allemagne, devant la gravité de la crise économique, devant le marasme de son marché intérieur, devant le spectre de plus en plus menaçant du chômage, a voulu, à tout prix et par tous les moyens, conserver et étendre ses débouchés extérieurs.

Aussi, avec l'ardeur d'un désespéré, s'est-elle attaquée à ses grandes rivales industrielles, Etats-Unis, Angleterre et France, et, grâce à des prix artificiellement bas, a-t-elle concurrencé avec succès leurs produits non seulement dans les pays tiers, mais encore au sein même de leur propre territoire.

Pour triompher ainsi sur le marché international, elle a bien opéré une compression légitime des divers éléments de ses prix de revient, mais, jugeant sans doute insuffisants les résultats obtenus par ce moyen normal, elle a recouru aux pratiques artificielles multiples et d'ailleurs fort habilement dissimulées du « dumping ».

Qu'entend-on exactement par « dumping »?

Ce mot très commode est aussi très difficile à définir avec précision.

Nous désignerons ici, sous cette dénomination, toute mesure condamnable qui s'oppose à la protection tarifaire, tout avantage injuste qu'une nation, en l'occurrence l'Allemagne, accorde à ses nationaux pour leur permettre de conquérir les marchés étrangers.

Les pratiques actuelles du « dumping » germanique peuvent être classées en deux catégories distinctes :

A : pratiques de dumping du fait de l'Administration :

B : pratiques de dumping du fait des particuliers, constituant souvent d'ailleurs des manœuvres déloyales.

A. — *Dumping du fait de l'Administration*

La plupart de nos concurrents d'outre-Rhin reçoivent des Pouvoirs publics des primes à la production et à l'exportation décorées de noms divers. Ces primes, dit-on, atteignent et dépassent même régulièrement nos droits d'entrée, annihilant ainsi complètement l'efficacité de la protection que nous assure la convention du 17 août 1927. Mais la preuve stricte et pérem-

toire de ce dumping administratif est difficile à faire, et nous en sommes réduits le plus souvent à en affirmer l'existence sans pouvoir en faire la démonstration.

Toutefois, le fait m'a été confirmé pour les industries métallurgiques et pour celles du lait où les ristournes accordées sont calculées de manière à représenter 60 à 100 % de la différence entre les prix de vente allemands et ceux des produits étrangers, C. A. F. port germanique, douane payée. Des bons sont établis par une Commission spéciale et remis aux industriels sur justification de leurs exportations. Ils ne sont pas remboursables en argent, mais ouvrent un crédit en marchandises de même nature auprès du « comptoir de vente » qui comprend tous les producteurs et centralise toutes les ventes. Il est d'ailleurs possible que ce système soit appliqué dans d'autres industries, mais il est très difficile d'obtenir des précisions probantes sur ce point.

Des subventions sont également accordées, sous la forme de primes de vente ou de « crédits » à l'exportation, par le Gouvernement du Reich à des entreprises particulières et à certains groupes d'industries : primes de vente aux producteurs de minerais de fer, primes à la tonne extraite et expédiée par des mines de fer ; « crédits » aux viticulteurs, aux exportateurs de futailles, aux constructeurs maritimes, au Syndicat de l'azote, à l'industrie des superphosphates.

Un autre procédé, également usité en Allemagne, consiste pour les Etats et les Villes à verser les fonds de chômage, non pas directement aux individus sans travail, mais aux directeurs des usines qui peuvent ainsi employer un nombre supplémentaire d'ouvriers en vue de fabrications destinées à l'exportation. Ainsi, sous le couvert de primes de chômage, les pouvoirs publics n'hésitent pas à subventionner une industrie déterminée pour lui permettre d'accroître ses débouchés à l'étranger.

Enfin, la ristourne des frais de transport ferroviaire pour les marchandises destinées à l'exportation est une chose courante.

B. — *Dumping du fait des particuliers*

En dehors de ces procédés variés de « dumping administratif », les expertises établies par le Service des Douanes Françaises sur des prélèvements de marchandises importées d'Allemagne ont permis de mettre en évidence des cas de dumping caractérisé de la part des exportateurs germaniques eux-mêmes.

Des articles de premier choix, ne présentant aucun défaut, nous sont livrés sous la domination de second choix ou de hors-cours et, par suite, le prix correspondant facturé à la clientèle est souvent inférieur de 50 % à 60 % à la valeur réelle des objets. C'est notamment le cas pour les importations de bonneterie allemande en France, offertes sur notre marché à des prix

souvent dérisoires et nettement au-dessous de leur coût de production.

Des personnes compétentes et dignes de foi ont affirmé que certains représentants de maisons d'outre-Rhin n'indiquaient même plus le prix des marchandises qu'ils proposaient et se contentaient de demander à leurs clients éventuels : « Quel prix offrez-vous ? » ⁽¹⁾

Il s'agit alors d'un cas de dumping très caractéristique, puisque le vendeur ne tient plus aucun compte du coût de production de sa marchandise.

D'autres combinaisons, que l'on peut qualifier de frauduleuses, ont été employées, dit-on, par nos voisins afin de rendre plus aisé l'envahissement de notre sol par leurs articles.

Certaines firmes allemandes installent en France des agents auxquels elles expédient des marchandises facturées à un prix très bas afin d'éviter l'acquittement des droits d'entrée normaux. Ces représentants procèdent au dédouanement de la marchandise, à sa vente et à sa répartition envers les acheteurs français. Puis, par un simple jeu d'écritures, ils créditent le compte de la maison-mère du produit net des ventes qui ont ainsi échappé en partie à nos droits protecteurs.

Un autre procédé usité par les bonnetiers germaniques pour échapper à la perception régulière de nos droits de douane consiste à importer leurs marchandises non finies en écri, à les faire teindre et apprêter en France, à les revêtir ensuite d'étiquettes françaises, ce qui lèse, non seulement le Trésor et les producteurs nationaux, mais encore les consommateurs ainsi trompés sur l'origine des produits.

Citons encore un autre fait grave qui touche plus spécialement l'industrie des appareils électriques et de radiophonie, et dont souffrent particulièrement nos régions frontalières. Celles-ci sont inondées d'appareils importés de l'autre côté du Rhin et vendus avec garantie. Aussi, dès qu'une réparation, si minime soit-elle est nécessaire, ces instruments sont retournés en Allemagne, d'où ils reviennent plus ou moins modifiés, parfois échangés, sans qu'un contrôle sérieux puisse être exercé sur ces allées et venues, sans que la preuve irréfragable des fraudes commises puisse être établie.

Toutes ces manœuvres frauduleuses, dont le but est de faire échapper les produits allemands à nos droits protecteurs, et, par suite, de permettre aux exportateurs germaniques de les offrir à meilleur compte sur notre marché national, peuvent être considérées comme les manifestations d'un dumping de caractère privé.

(1) Déclaration faite par M. Piat, président de l'Amicale des représentants de la bonneterie de la région parisienne, devant la Commission des Douanes et Conventions Commerciales de la France, le 5 mars 1931.

Ainsi, deux sortes de dumping sont pratiqués actuellement en Allemagne :

— D'un côté, un « dumping administratif » de la part des pouvoirs publics, se manifestant sous forme de subventions, primes et ristournes aux affaires d'exportation ;

— De l'autre, un « dumping privé », de la part des vendeurs eux-mêmes qui semblent avoir complètement oublié la notion du prix de revient, et pour qui la conquête des marchés extérieurs en général, et du marché français en particulier, est un but à atteindre par tous les moyens, même ceux dont la légalité est très contestable.

Devant cette nouvelle offensive allemande, nos nationaux doivent réagir et, à cette politique de dumping, tant publique que privée, opposer une politique française d'anti-dumping.

Cette solution que nous préconisons sera étudiée postérieurement dans la cinquième partie de cette monographie intitulée « Les Remèdes ».

SECTION IV

La compression des prix de revient et la rationalisation

Sans vouloir nous engager dans un cours d'Economie Politique, nous nous permettrons de rappeler quelques notions relatives aux prix.

Dans le langage usuel, on entend par prix d'un objet sa valeur exprimée en unités monétaires.

Mais les économistes distinguent deux sortes de prix : le « prix courant », ou prix d'une marchandise sur le marché qui dépend de la loi de l'offre et de la demande, et le « prix normal » ou de revient qui, d'après la doctrine classique, est déterminé par le coût de la production de l'objet considéré.

Or, les économistes classiques admettent que certaines forces entrent en jeu et tendent à ramener le « prix courant » vers le « prix normal ». Celui-ci étant fonction des divers éléments du coût de production (matières premières, salaires, intérêt et amortissement du capital, impôts et assurances), le prix d'une marchandise sur le marché dépend, en définitive, des frais généraux des entreprises ; et la variation de ces derniers dans un certain sens aura tout naturellement tendance à déclencher un mouvement des prix de vente dans le même sens.

*
* *

Les Allemands, qui ont voulu conquérir les marchés internationaux, et pour y réussir ont usé des procédés indirects, factices et artificiels, que nous avons énumérés dans notre exposé sur le dumping, n'ont pas manqué de recourir en même temps à une compression sévère, d'ailleurs logique, des divers éléments constitutifs de leurs prix de revient.

En dehors de la baisse des prix des matières premières, engendrées par la crise mondiale, deux facteurs ont joué un rôle prépondérant dans cette réduction germanique des coûts de production : la récente baisse des salaires, et l'intensive rationalisation pratiquée depuis 7 à 8 ans.

A. — *Baisse des salaires germaniques*

Le Reich a réduit les salaires de ses ouvriers de 6 à 8 % et les traitements de ses fonctionnaires de 6 à 20 %.

Cette diminution des salaires, un des éléments essentiels du coût de production, a permis la compression des prix de revient germaniques, abaissant par suite le niveau vers lequel tend, suivant la théorie classique, le prix de vente des produits sur le marché.

De telles mesures ont été rendues possibles par le fléchissement corrélatif du coût de la vie qui, dans l'ensemble, fut de 5 % en 1930. Les cartels et trusts allemands furent d'ailleurs contraints de baisser leurs prix par ordonnance gouvernementale, et il en résulta une réduction des prix de gros dont bénéficièrent bientôt les consommateurs.

L'Allemagne a, en effet, constaté, de 1927 à 1931, un fléchissement des indices de ses prix de détail aussi bien que de ses prix de gros.

Durant la même période, la France, au contraire, a enregistré une discordance entre les mouvements de ses prix de gros orientés vers la baisse et ceux de ses prix de détail orientés vers la hausse, la période comprise entre janvier et novembre 1931 mise à part.

Et, cette persistance à la hausse des prix de détail, entraînant une augmentation très sensible de salaires des travailleurs français, a provoqué une élévation générale des prix sur le marché, mettant ainsi nos industriels en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents d'Outre-Rhin.

Il est, d'autre part, intéressant de signaler que la diminution des salaires allemands, rendue possible par la baisse du coût de la vie, fut facilitée par l'usage très répandu des « contrats

collectifs de travail » (1) et, par le recours, en cas d'échec de conciliation, pour trancher les différends entre employés et employeurs, à l'arbitrage administratif dont la sentence était toujours dans le sens d'une réduction des salaires.

B. — *La rationalisation allemande*

Depuis quelques années, les Allemands ont recherché méthodiquement les moyens d'améliorer leurs différents modes de production et d'échange ; ils ont pratiqué, à tous les échelons, une politique dite de « rationalisation ». Perfectionnant leur outillage, organisant rationnellement tout travail, employant la fabrication en série toutes les fois qu'elle était possible, concentrant leurs moyens de production, ils ont réussi à diminuer leurs prix de revient d'une façon assez sensible.

Cette réorganisation de l'économie allemande se fit en plusieurs étapes.

*
* *

Lors de la stabilisation du mark, les producteurs allemands s'aperçurent que bien des services fonctionnant au sein de leurs entreprises pouvaient être simplifiés. Comme à cette époque les capitaux américains affluaient vers le Reich, nos voisins les utilisèrent pour acheter des machines et opérer de profondes transformations dans beaucoup de manufactures.

Les conséquences furent une réduction de la main-d'œuvre, un développement du travail en série, une « normalisation » ou « spécialisation » des entreprises, c'est-à-dire une diminution du nombre des types d'articles manufacturés, l'expérience montrant que plus une usine fabrique de types divers, plus le prix de revient en est élevé.

Au surplus, les Allemands se rendirent très vite compte que leurs efforts ne devaient pas porter uniquement sur les seuls services techniques industriels, mais encore sur tous les services accessoires d'une même entreprise, et que la rationalisation des firmes commerciales et des administrations publiques devait être poursuivie au même titre que celle des usines.

Mais si cette rationalisation « individuelle » avait permis d'obtenir une réduction de certains éléments du coût de production, en particulier de la main-d'œuvre, elle avait, par

(1) On appelle « contrat collectif de travail » un contrat relatif aux conditions du travail, conclu entre représentants d'un syndicat professionnel, ou groupement professionnel, patrons et ouvriers, en vue de régler par avance les conditions qui devront être adoptées dans les contrats individuels de travail.

contre, accru les dépenses d'amortissement du nouveau matériel et de rémunération des nouveaux capitaux empruntés, ce qui en temps de crise est plutôt une faute, car il est toujours possible de réduire la main-d'œuvre en la licenciant, alors que les frais d'amortissement subsistent et que les intérêts dus aux bailleurs de fonds doivent obligatoirement être payés.

*
* *

Aussi, les Allemands s'aperçurent-ils très vite que la rationalisation « individuelle » de chaque entreprise, poursuivie isolément, sans lien coordinateur, était insuffisante ; qu'elle devait être complétée par la rationalisation « collective » de l'ensemble des entreprises allemandes, et leur coopération harmonieuse et intime. Cette rationalisation collective se traduisit par une concentration à la fois « horizontale » et « verticale » des différentes exploitations déjà modernisées dans leur organisation interne.

Opérée dans le sens « horizontal », cette concentration se traduisit par l'agrandissement du volume moyen des entreprises dans un plan donné, par l'absorption par les grandes firmes de toute une série d'exploitations similaires créées grâce à l'inflation, et dont l'organisation imparfaite ne pouvait pas supporter l'épreuve d'un régime normal et sain.

Triomphant partout où la fabrication en série était possible, elle permit d'obtenir des conditions de production beaucoup plus favorables qu'antérieurement.

Elle fut renforcée par une concentration dite « verticale » ou « intégration », consistant en la réunion en une seule unité économique d'entreprises appartenant à des stades différents et successifs d'une même production.

Opérée vers le bas, l'intégration dégagea les industriels du souci des approvisionnements, des risques afférents à la qualité et aux fluctuations de prix des matières premières.

Poussée vers le haut, elle résolut en partie le problème des débouchés immédiats de certaines fabrications.

Enfin, le Reich compléta son œuvre de rénovateur de l'organisation de sa production par le développement du système des ententes entre entreprises similaires, rationalisées et concentrées, par l'extension de la formule du cartel poussée jusqu'au trust, permettant ainsi la substitution de la discipline à l'anarchie, de la science à la routine, de l'action collective à l'effort individuel.

*
* *

Ainsi, l'Allemagne, grâce à l'appui des capitaux étrangers, (américains surtout), a réalisé en partie le plan qu'elle s'était tracé en 1926 :

— Elle a modernisé l'outillage de ses usines, et simplifié la plupart des services, techniques ou non, nécessaires à la marche de toutes ses entreprises publiques ou privées, industrielles ou commerciales.

— Elle a supprimé impitoyablement les firmes chancelantes, créées à la faveur de l'inflation, et incapables de réaliser des bénéfices.

— Elle a enfin procédé à une rationalisation collective par un regroupement compact des exploitations saines à conserver dans chaque branche.

Toutes ces réformes opérées avec l'aide des capitaux étrangers ont contribué à la baisse des prix de revient germaniques, et par suite, figurent parmi les facteurs de la concurrence inquiétante faite par les produits allemands sur le marché international aux articles des autres nations industrielles, bailleurs de fonds de l'Allemagne.

SECTION V

L'activité de la politique commerciale du Reich

L'organisation perfectionnée de la « Production » en Allemagne étant connue, nous allons étudier maintenant l'organisation de la « Vente », non moins parfaite, et contrastant avec les procédés commerciaux français, encore bien rudimentaires.

Nous envisagerons successivement :

1° L'aide apportée au commerce extérieur par les organismes privés au triple point de vue :

- a) de l'octroi des crédits.
- b) de la connaissance des marchés étrangers.
- c) de la conquête des débouchés internationaux.

2° L'aide apportée au commerce extérieur par les administrations publiques.

I. — AIDE DES ORGANISMES PRIVÉS

a) *Octroi des crédits.*

L'organisation bancaire germanique très perfectionnée, produit d'une liaison étroite de la finance, de l'industrie et de la politique impérialiste, a fourni au commerce et à l'industrie un concours d'une ampleur inconnue chez nous.

Les établissements bancaires allemands ont consenti aux producteurs et aux commerçants les prêts nécessaires au double

financement de leurs achats de matières premières d'une part, et de leurs ventes à crédit d'autre part. Ils ont dispensé leurs capitaux assez largement, aidés en cela par les « Sociétés d'Assurance-Crédit ».

b) *Connaissance des marchés étrangers.*

Soutiens de la production et du commerce dans la métropole, les banques en sont aussi d'excellents agents de propagande, grâce à la diffusion de leurs correspondants dans toutes les parties du globe, et à l'organisation parfaite de leurs services de renseignements.

Preuant du papier à l'encaissement à un taux dérisoire, elles sont à même d'être exactement documentées sur le crédit de la clientèle étrangère, et, de ce fait, constituent de précieux agents d'information pour les exportateurs germaniques.

Grâce à elles, chaque vendeur allemand peut être rapidement et sûrement renseigné sur la solvabilité de n'importe quel acheteur étranger éventuel.

Agents du renseignement précis, les établissements de crédit germaniques viennent utilement compléter les connaissances générales des négociants sur les marchés extérieurs, sur leur population, leur degré de richesse, leurs goûts, et leurs habitudes commerciales.

c) *Conquête des débouchés extérieurs.*

En vue de se rendre plus rapidement et plus aisément maîtres du marché international, les commerçants germaniques ont fait appel à l'action collective. C'est ainsi que les exportateurs sur un même marché se réunissent annuellement pour envisager les moyens pratiques de développer leurs affaires. Ils agissent d'ailleurs en collaboration étroite avec les industriels qu'ils renseignent sur les besoins et les goûts de la clientèle étrangère, sur la situation de la concurrence internationale. Ils s'efforcent d'obtenir des fabricants des articles de qualité supérieure et d'en stabiliser le prix. Ils étudient enfin les conditions d'organisation de la publicité sous ses différentes formes.



Mais, à côté de cette action collective, il convient d'ajouter un autre facteur de conquête des débouchés extérieurs : l'initiative et l'autorité des voyageurs de commerce allemands.

Ceux-ci n'hésitent pas, en effet, tout en se conformant aux instructions très larges données par les chefs de maison, à modifier les conditions de livraison et de paiement, à faire fabri-

quer à leur clientèle, non satisfaite des échantillons courants, des articles d'un modèle et d'une qualité différente, pour lesquels ils fixent immédiatement un prix.

La conséquence est que l'« offensive », toujours méthodiquement menée, des représentants germaniques réussit beaucoup mieux que le timide « coup de main » des voyageurs français.

II. — AIDE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Si le commerce extérieur allemand est puissamment aidé par les organismes privés et les méthodes employées par les exportateurs, il ne l'est pas moins par les Pouvoirs Publics. Ceux-ci ont compris tout l'intérêt que comportait pour un grand peuple l'expansion des produits nationaux au dehors, et en collaboration intime avec les organismes professionnels, ils ont exercé, et exercent encore, une action efficace sur le développement des exportations germaniques.

Les crédits affectés au ministère du Commerce, aux différents services ou offices du commerce extérieur installés en Allemagne ou à l'étranger sont beaucoup plus larges que dans notre pays, et, tout naturellement les résultats obtenus sont meilleurs, les informations recueillies plus complètes et plus fouillées.

Des sommes assez appréciables sont accordées pour l'organisation de missions commerciales, qui vont se livrer sur place à des enquêtes très minutieuses sur tel ou tel marché étranger, en vue de connaître ses possibilités de débouchés pour la mère-patrie. C'est ainsi que, dernièrement, une mission officielle allemande s'est rendue en Chine pour étudier les conditions du développement des relations commerciales du Reich avec ce vaste pays, encore bien ignoré.

*
**

En résumé, nous semblons autorisés à dire que l'Allemagne recueille les fruits de l'activité de sa politique commerciale et de l'organisation perfectionnée de son commerce d'exportation.

Depuis 1926, ce dernier, en effet, a reçu des appuis efficaces à la fois des organismes privés et des Pouvoirs publics, soit sous forme de crédits, soit sous forme d'intervention directe sur les marchés extérieurs.

A ce propos, il convient de noter que la parfaite organisation des nombreux offices germaniques de propagande et d'information commerciale a souvent permis aux entrepreneurs d'Outre-Rhin d'être déclarés adjudicataires de travaux publics exécutés par des nations voisines.

C'est ainsi qu'un quotidien (1) d'une de nos grandes régions industrielles rapporte que, grâce à leur activité, à leurs services de renseignements perfectionnés, à leur connaissance profonde de notre marché et des conditions susceptibles d'être faites par leurs concurrents, des entreprises allemandes ont été récemment déclarées adjudicataires pour la fourniture des matériaux nécessaires à l'exécution de travaux français d'utilité publique, et même d'ouvrages intéressant la défense de nos frontières.

Tout en déplorant les conséquences que présentent de tels contrats pour les maisons françaises, ainsi évincées, et par suite contraintes de réduire leur personnel, nous devons néanmoins admirer et envier l'organisation technique et commerciale de nos actifs voisins.

(1) Article de M. Paul Lallemand, paru en mai dernier dans le *Grand Echo du Nord de la France*, sous le titre : « Comment on aboutit à la fermeture de nos carrières de sables et graviers ».

CHAPITRE II

FACTEURS FRANÇAIS

Nous distinguons deux grandes catégories :

1° L'accord commercial franco-germanique conclu le 17 août 1927 et mis en vigueur le 6 septembre, facteur d'ordre contractuel, propre aux échanges commerciaux entre la France et l'Allemagne.

2° Des facteurs d'ordre plus général auxquels peuvent être imputés, non seulement le déficit de la balance des échanges franco-allemands, mais aussi celui de notre balance commerciale globale.

Pour notre étude, précisons ces facteurs dans l'ordre suivant :

- a) Elévation de nos prix de revient.
- b) Facteurs d'ordre monétaire.
- c) Organisation défectueuse de nos exportations.
- d) Propagande insuffisante en faveur du « produit français ».

SECTION I

Facteur particulier à nos échanges commerciaux avec l'Allemagne :
l'accord douanier franco-germanique du 17 août 1927

Nous avons vu antérieurement comment nos négociateurs furent amenés, après de longs pourparlers, à signer le 17 août 1927, un accord définitif avec l'Allemagne, qui consacra l'abandon du principe de 1919 « dit de réciprocité ».

Quelles étaient les caractéristiques de ce traité ?

1° Il était conclu pour 15 mois.

2° Il revenait à la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée, dont les deux pays s'accordaient réciproquement le bénéfice.

3° Il prévoyait une phase intermédiaire, pendant laquelle les produits échangeables étaient classés en trois listes :

a) Certains articles, qui formaient la liste A bénéficiaient du tarif minimum français alors en vigueur.

b) D'autres, qui constituaient la liste B, bénéficiaient des droits de notre tarif minimum, mais celui-ci était, au préalable, l'objet de certains relèvements, l'Allemagne constatant avec nous que les droits existant alors sur les articles en question étaient devenus insuffisants pour assurer la protection de nos industries.

c) Enfin, une liste C comprenait les autres objets soumis à un tarif intermédiaire ; mais il était convenu que, une fois la révision complète de notre tarif douanier effectuée, ces droits intermédiaires disparaîtraient pour faire place, en ce qui les concernait, à l'application de notre tarif minimum et à l'octroi de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée.

Tous les articles allemands sans exception se sont trouvés à bénéficier de ce régime depuis le 15 avril 1928, à la suite de la mise en vigueur des modifications résultant du vote de notre additif douanier du 2 mars 1928, qui a été considéré comme équivalent à la révision complète de notre tarif, prévue par l'accord.

4° Il consolidait les droits sur un grand nombre de produits, en particulier objets fabriqués, limitant les seuls changements possibles, tant qu'il serait en vigueur, au cas de variations sensibles des prix.

5° Du fait de l'existence de la liste B, il posait un principe nouveau et important, à savoir : la possibilité de modifier et de remanier le tarif minimum, jusqu'alors considéré comme intangible, en prévision de la conclusion d'un accord.

L'accord franco-allemand autorisait un relèvement, mais le plus souvent, en fait, le législateur établit une réduction en vue de la conclusion des conventions passées avec d'autres nations postérieurement au traité du 17 août 1927.

En tous les cas, un point reste acquis : c'est que, depuis cette date, le tarif minimum français a cessé d'être la limite immuable et infranchissable des concessions prévues par les auteurs de la loi de 1892. Il est devenu une limite mobile, que le législateur déplace, élève ou abaisse, si cela est nécessaire à la conclusion d'un traité de commerce.

*
* *

Mais, dans cet accord du 17 août 1927, deux particularités nous intéressent essentiellement au point de vue de nos échanges commerciaux avec le Reich :

— D'une part, en vertu de ses dispositions, depuis le 15 avril 1928, tous les produits germaniques sans exception bénéficient de notre tarif minimum et de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée ;

— D'autre part, les trois quarts de ses rubriques sont consolidées, et ces stabilisations de droits portent presque exclusivement sur la tarification des articles fabriqués.

Naturellement nos négociateurs ont toujours déclaré avoir obtenu du Reich des avantages corrélatifs en faveur des produits fabriqués d'origine française ; or, en fait, nous avons constaté que, depuis 1927, notre balance commerciale avec l'Allemagne s'était largement renversée à notre détriment.

Aussi y a-t-il controverse sur le point de savoir si ces résultats doivent être imputés à l'accord du 17 août 1927, ou s'il n'existe qu'une simple coïncidence entre ce traité et le renversement du solde de nos échanges commerciaux avec l'Allemagne.

Sans prendre résolument position dans ce débat, nous ferons néanmoins certaines observations qui militent en faveur des partisans de la révision de l'accord de 1927.

*
**

Un point mérite d'abord d'être étudié : c'est celui des conséquences de la consolidation des droits prévue dans la convention pour chacun des deux pays.

Pour cela, nous devons répondre à la question suivante : La consolidation des droits de 1927-1928, une fois accomplie, les prix français et germaniques sont-ils restés stables, ont-ils varié dans le même sens, ou ont-ils évolué d'une façon différente, de telle sorte que l'incidence des taxes douanières prélevées par chaque nation sur les exportations de sa voisine ait été modifiée dans un sens défavorable à la France ?

Nous référant aux chiffres de la « Statistique Générale Française » et de « l'Office germanique de Statistique », nous avons dressé le tableau des indices des prix-or des deux nations en 1927-1928, en 1929, en 1930, et en 1931 (février et novembre).

Indice-or des prix de gros (Base 100 en juillet 1914)

	FRANCE (45 articles)	ALLEMAGNE (400 articles)
1927-28 (moyenne mensuelle)	128	140
1929 — —	126 = — 2	137 = — 3
1930 — —	110 = — 18	125 = — 15
1931 (Février)	100 = — 28	114 = — 26
1931 (Novembre)	85 = — 43	107 = — 33

Indice-or des prix de détail (Base 100 en juillet 1914)

	FRANCE (13 articles : Paris)	ALLEMAGNE (24 articles : 71 villes)
1927-28 (moyenne mensuelle)	112	152
1929 — —	123 = + 11	155 = + 3
1930 — —	125 = + 13	143 = — 9
1931 (Février)	132 = + 20	131 = — 21
1931 (Novembre)	113 = + 1	122 = — 30

Les prix de gros ont donc baissé en France et en Allemagne depuis 1927, spécialement au cours des années de crise économique : 1930 et 1931.

Au contraire, les prix de détail ont évolué dans un sens tout à fait opposé dans les deux nations ; les prix germaniques ont fléchi d'une façon sensible dans le laps de temps compris entre 1927 et 1931, tandis qu'en dépit de baisses passagères, les nôtres se sont élevés jusqu'au début de l'année dernière. Il faut en effet reconnaître qu'un mouvement assez sérieux de baisse de nos prix de détail (15 %) s'est produit de janvier à novembre 1931.

De cette évolution inverse, il résulte que l'incidence des taxes douanières consolidées par l'accord de 1927 s'est trouvée modifiée avec le temps dans un sens opposé chez les deux voisins : renforcée en Allemagne, elle a été diminuée en France.

Il y a donc bien eu, de 1927 à 1931, aggravation indirecte du protectionnisme germanique et atténuation tacite du nôtre, par suite des mouvements différents des prix allemands et français.

Aussi sommes-nous fondés à affirmer que la consolidation des droits du traité franco-allemand a joué à l'encontre des intérêts français.

*
**

D'autre part, un certain nombre d'industries françaises attribuent l'accroissement des importations allemandes à l'insuffisante protection que leur donne l'accord commercial du 17 août. C'est notamment le cas des industries textiles cotonnières, en particulier de la bonneterie, des entreprises de lingerie, vêtements et articles confectionnés, des manufactures de peaux et cuirs, de fourrures et pelleteries, des industries mécaniques et des fabriques de jouets.

Jusqu'à la conclusion de l'avenant du 3 février 1931, nos manufactures de bonneterie subissaient un réel préjudice, du fait d'une fixation insuffisante des droits d'entrée en France, et d'un mode défectueux de taxation pour la catégorie des bas et chaussettes de coton, à savoir 20 % *ad valorem* de la valeur frontière.

Parmi tous les textiles, les bas et chaussettes de coton, seuls,

en dépôt des craintes formulées au moment de la signature de l'accord par les organismes appartenant aux industries de la bonneterie, avaient reçu une taxation *ad valorem*.

Celle-ci, exigeant un contrôle pratiquement impossible à établir, étant donné la multiplicité des arrivages, et la diversité extrême des articles importés, on comprend aisément qu'elle se soit révélée à l'usage comme très défectueuse : les quelques expertises qu'a effectuées le service des douanes ont mis en lumière de nombreuses fraudes et fausses déclarations portant sur la valeur ou la nature des marchandises importées.

Du fait de la faiblesse des droits d'entrée, seulement 20 % *ad valorem*, des envois massifs de bonneterie germanique avaient envahi notre marché. « Ils comprenaient d'ailleurs en grande partie des articles dits « diminués », les plus en vogue, et pour la production desquels les fabricants allemands sont fortement outillés » (1).

Voici les chiffres de nos importations totales de bas et chaussettes de coton au cours de ces dernières années :

1927 :	32.000 k.
1928 :	190.000 k.
1929 :	536.100 k.
1930 :	1.218.300 k.

La progression enregistrée se chiffrait donc dans la proportion de 1 à 40, et c'est l'Allemagne qui figurait dans cet accroissement pour la plus grande part.

Bien entendu, à cette importation croissante correspondait une crise de plus en plus grave des fabriques françaises de bonneterie, et un nombre de plus en plus considérable d'ouvriers réduits au chômage partiel ou total.

En résumé, par suite des fraudes nombreuses, rendues possibles par le système de taxation *ad valorem*, et contre lesquelles le personnel des Douanes, trop réduit, était impuissant à lutter, les intérêts du Trésor étaient lésés.

Par suite de la faiblesse des tarifs, l'industrie de la bonneterie et ses annexes : filature, teinture, construction de machines, n'étaient plus efficacement protégées.

Pour la double défense du Trésor et des bonnetiers, des voix nombreuses s'étaient énergiquement élevées, en particulier, celle de M. Boisseau, député de l'Aube.

Comprenant lui aussi le danger, le Gouvernement français engagea des pourparlers avec ses collègues du Reich. Il s'appuya, pour cela, sur une clause insérée par nos délégués de 1927 dans

(1) Extrait du rapport de M. Boisseau, député de l'Aube (N° 4776. Session 1931. Chambre des Députés).

le protocole de signature de l'accord franco-allemand, par laquelle la France se réservait la faculté de négocier avec l'Allemagne au sujet de la tarification de la bonneterie et ce, malgré la consolidation des droits.

Les négociations furent laborieuses : commencées en octobre 1930, elles aboutirent, après de longs efforts et des concessions réciproques, à la conclusion d'un avenant (1) au traité commercial de 1927, avenant qui fut signé le 3 février 1931, à Berlin.

Aux termes de ces nouveaux accords sur la bonneterie, des droits spécifiques perçus, selon l'espèce, soit au kilo, soit à la douzaine de paires, furent substitués au tarif uniforme de 20 % *ad valorem*, générateur de fraudes.

Cet avenant constitue donc une amélioration de la technique douanière conforme aux intérêts de la bonneterie et du fisc, et si les bonnetiers ne sont pas entièrement satisfaits des nouveaux taux, ils considèrent néanmoins que ceux-ci apportent un adoucissement à la situation critique engendrée par le statut contractuel du 17 août 1927.

Naturellement, cette déconsolidation des droits sur les bas et chaussettes de coton n'a pas été accordée bénévolement par le Reich, et nos négociateurs ont été amenés à faire certaines concessions, en particulier, pour les déchets et fibres de soie artificielle, pour les liqueurs et eaux-de-vie.

Le traité commercial franco-allemand est donc responsable de la crise que traverse actuellement l'industrie de la bonneterie, et à laquelle le Gouvernement a essayé de remédier par l'avenant du 3 février 1931.

*
* *

Pour ce qui est des Pelleteries et Fourrures, la « Chambre Syndicale des Fourreurs et Pelletiers français », à laquelle nous nous sommes adressés, rend partiellement responsable l'accord de 1927 de l'augmentation des importations germaniques en France et du recul des exportations françaises en Allemagne de cette catégorie de produits : accroissement de 138 millions de francs d'une part, et régression de 12 millions de francs d'autre part, entre 1927 et 1930.

L'article 494 (liste B), qui établit un droit de 18 % *ad valorem* sur les pelleteries ouvrées ou confectionnées d'origine germanique à leur entrée en France nous semble particulièrement nécessiter une révision, en raison de l'insuffisance du taux, et des dé-

(1) Un principe nouveau intéressant est posé dans cet avenant, à savoir : celui de l'augmentation ou de la diminution du taux normal des droits, suivant que le volume des importations s'élève au-dessus d'un maximum ou descend au-dessous d'un minimum, les deux limites étant fixées par la convention.

fectuosités du mode de taxation ad valorem, déjà signalées à propos des bas et chaussettes de coton.

*
**

De même, les échanges franco-allemands de peaux et cuirs, qui étaient, avant le traité de 1927, largement à l'avantage de la France, ont, depuis cet accord, manifesté une tendance très marquée à se renverser au profit de l'Allemagne. Les chiffres suivants en sont un éclatant témoignage :

Echanges franco-allemands de peaux et pelleteries brutes :

	1927	1930
Exportations françaises en Allemagne	218 millions de fr.	164 millions de fr.
Importations allemandes en France	44 millions de fr.	88 millions de fr.

Et, dans de nombreux articles parus dans leur journal *Le Cuir*, les industries françaises du Cuir et de la Chaussure ont maintes fois dénoncé les conséquences néfastes et l'insuffisante protection du traité du 17 août 1927, « outil d'hier, qui ne vaut plus rien ».

*
**

En ce qui concerne les jouets et les jeux, l'Allemagne, notre principal fournisseur, a augmenté en quatre ans ses exportations à destination de la France de 408 %. Les entrées de jouets germaniques sont en effet passées de 2.745 q. m. en 1927 à 11.217 q. m. en 1930, obligeant nos fabricants à licencier 75 % de leur personnel. Et cela, parce que le traité de 1927 permet aux manufactures allemandes de faire aux nôtres une concurrence meurtrière. Notons toutefois que l'an dernier, en 1931, la Chambre Syndicale des fabricants de Jouets a obtenu du Gouvernement le contingentement ou la limitation des importations étrangères de jouets aux strictes nécessités nationales.

Enfin, la plupart de nos industries chimiques et mécaniques sont, elles aussi, hostiles au traité de 1927, et partisans de sa révision, souvent même de sa dénonciation pure et simple.

*
**

Par contre, le Comité des Forges, qui a bien voulu nous donner son opinion sur l'accord de 1927, ne semble pas lui accorder un rôle très néfaste en ce qui concerne nos échanges de grosse mé-

tallurgie avec le Reich. Voici d'ailleurs ce que nous écrit le Secrétaire général du Comité de la rue de Madrid :

« Le traité de commerce franco-allemand du 17 août 1927 n'a fait, en ce qui concerne la grosse métallurgie, qu'entériner les accords conclus l'année précédente entre industriels et subordonnés eux-mêmes à l'établissement d'un accord commercial entre la France et l'Allemagne.

1° Accord sur les contingents lorrains ou luxembourgeois à importer en Allemagne.

2° Accord relatif à la Sarre, admettant la franchise ou des facilités tarifaires pour des contingents déterminés de produits sarrois entrant en Allemagne et de produits allemands entrant en Sarre.

3° Entente Internationale de l'Acier.

Les deux premiers ont eu pour but de rétablir dans une certaine mesure les courants commerciaux qui existaient avant la guerre et qui résultaient de la situation géographique des centres métallurgiques.

L'Entente Internationale de l'Acier, qui a groupé avec les industries métallurgiques de France et d'Allemagne celles de Belgique, du Luxembourg et des pays de l'Europe Centrale, a visé l'utilisation rationnelle de l'ensemble des moyens de production de manière à répondre aux besoins des divers marchés intérieurs à sauvegarder et même à développer les débouchés extérieurs ».

*
**

Voici, d'autre part, l'avis du Secrétaire Général du Syndicat des Fabricants de Soieries de Lyon, qui n'attribue pas non plus un rôle très néfaste à l'accord de 1927, en ce qui concerne l'industrie des fils et tissus de soie :

« On ne peut dire que l'accord Franco-Allemand de 1927 a été néfaste à l'industrie de la soie, car s'il est vrai que les importations de tissus allemands ont augmenté, l'industrie lyonnaise a vu également s'accroître ses débouchés en Allemagne.

Si actuellement le marché allemand est pratiquement fermé, c'est la conséquence d'événements politiques et financiers qui n'ont pas été provoqués par l'accord de 1927 ».

*
**

En somme, si les avis des personnes compétentes sur les effets de l'accord de 1927 sont variables suivant la nature des industries auxquelles elles appartiennent, il semble toutefois que dans

l'ensemble les partisans d'une large révision ou d'une dénonciation pure et simple l'emportent.

Et, pour conclure, nous dirons que si la convention d'août 1927 a sa part certaine de responsabilité dans la triste situation de quelques-unes de nos industries, elle a également une part probable, et d'ailleurs variable, dans la crise que subissent actuellement la plupart de nos entreprises industrielles et commerciales.

Le hasard, en matière commerciale, comme en toute autre, joue sans doute un rôle. Mais l'existence d'un synchronisme entre le début d'un renversement profond et durable de la balance du commerce spécial de deux pays et la mise en application d'un nouveau tarif douanier conventionnel entre les deux mêmes États, tarif qui correspond, somme toute, à une nouvelle barrière sur le lieu de passage obligé de leurs marchandises dans les deux sens, est de nature à réduire fortement la part du facteur « hasard » et à convaincre le sceptique du lien étroit qui unit traité franco-allemand et déficit de nos échanges avec le Reich.

Nous rangerons donc l'accord franco-allemand du 17 août 1927 parmi les causes qui ont agi, pour une part plus ou moins grande suivant les différents produits échangés, sur le renversement de la balance commerciale franco-allemande depuis 1927.

Ce traité, conclu au lendemain de l'inflation, avant la baisse des prix germaniques et la hausse des prix français, avant la crise mondiale, ne correspond plus, dans son ensemble, en dépit de quelques retouches, aux formes actuelles d'activité commerciale des deux États voisins et rivaux.

Une large révision, à défaut d'une dénonciation pure et simple, semble bien s'imposer : nous en étudierons les possibilités dans notre cinquième partie consacrée aux remèdes à apporter au déficit des échanges franco-allemands.

SECTION II

Facteurs d'ordre général

Ces facteurs ne s'appliquant pas uniquement au renversement des échanges commerciaux franco-germaniques, mais aussi aux changements survenus dans la balance de notre commerce extérieur général, nous n'en ferons qu'un bref exposé.

A. — *Elévation de nos prix de revient*

Nous avons étudié dans le chapitre précédent la sévère compression des prix de revient opérée par les producteurs germaniques, et nous en avons dégagé les facteurs principaux : baisse

des salaires et rationalisation tant individuelle que collective des entreprises.

En France, une telle politique de réduction du coût de production n'a pas été pratiquée. Notre outillage est loin d'être aussi perfectionné que celui de l'Allemagne; de même, la concentration « horizontale » et « verticale », et le système d'entente entre entreprises similaires ne sont pas aussi poussés. En définitive, la production industrielle française n'est pas « rationalisée » au sens large du mot.

Les mêmes critiques peuvent être formulées en ce qui concerne notre agriculture, dont le rendement en céréales, légumes ou fruits, n'est pas, à l'heure actuelle, ce qu'il pourrait, et par conséquent, ce qu'il devrait être.

L'essor agricole français est entravé, d'une part, par l'individualisme indiscipliné, le particularisme farouche, l'esprit routinier de nos paysans, opposés par principe à la diffusion des méthodes culturales modernes, de l'autre, par la division multiple, le morcellement extrême, le parcellement excessif de notre propriété foncière.

Ainsi, nos prix de revient, tant agricoles qu'industriels, souffrent des procédés archaïques, désuets, stagnants, encore usités par nos producteurs, et atteignent par suite un niveau bien supérieur à celui des autres nations « rationalisées ».

*
**

Quant aux salaires, ils n'ont pu être réduits, d'une façon appréciable et généralisée, en raison de la cherté de la vie. A ce propos, nous rappelons que la hausse de nos prix de détail, et la disparité de leurs mouvements avec nos prix de gros ont été signalées dans la section précédente.

D'autre part, une fiscalité très lourde, évaluée à 80 milliards de francs en 1930 contre 50 milliards et demi en 1927, de nouvelles charges imposées à nos producteurs à la suite de la mise en application de la loi sur les assurances sociales, et, atteignant surtout les industries textiles et d'habillement où les frais de main-d'œuvre entrent pour une fraction importante dans le coût de production, des tarifs de transport très onéreux, sont encore venus grever nos prix de revient.

*
**

Ajoutons à cela que la suppression de la prime de change a fortement gêné certains industriels français qui, en période d'inflation, avaient perdu la notion du prix de revient, et éprouvèrent par suite quelques difficultés à se réadapter à un régime économique normal.

Toutes ces raisons expliquent que les prix de vente des produits français soient, depuis quelques années, supérieurs à ceux des articles étrangers.

Voici, à titre d'exemple, un tableau indiquant les prix de la tonne exportée et importée de produits fabriqués de 1927 à 1930 :

	1927	1928	1929	1930
Tonne exportée	6.180	6.074	5.875	5.610
Tonne importée	5.086	5.262	4.687	4.795

La conséquence est qu'une prime à l'importation jouant désormais seule (la prime de change à l'exportation ayant à peu près complètement ⁽¹⁾ disparu depuis la stabilisation de 1928), les entrées en France de marchandises étrangères se sont accrues alors que les sorties de produits français déclinaient.

b) FACTEURS MONETAIRES

Nous en examinerons successivement deux :

- 1) Revalorisation et Stabilisation de notre franc.
- 2) Excès d'accumulation d'or dans les caves de la Banque de France.

1) *Revalorisation et stabilisation de notre franc*

La stabilisation de notre devise, « de fait » d'abord, « légale » ensuite, a entraîné la suppression progressive, ou tout au moins la forte décroissance de la prime d'exportation, qui résultait de la dépréciation de notre change.

Cette prime à l'exportation fut d'ailleurs remplacée par une prime inverse à l'importation, imputable à la hausse de nos prix de revient, plus élevés que dans la majorité des autres nations industrielles, en particulier en Allemagne. Nous venons d'ailleurs de traiter cette matière dans la subdivision précédente.

2) *Excès d'or dans les caves de notre Institut d'Emission*

Cet afflux d'or dans les caves de la Banque de France, résultat des excédents que nous a laissés antérieurement notre balance des comptes d'une part, et de la confiance des étrangers dans notre pays et dans notre devise, considérée comme monnaie-refuge, d'autre part, a déterminé une inflation de nos signes

(1) Voir à ce sujet l'opinion de M. Aftalion à son cours d'Economie politique (Doctorat : année 1929-1930).

monétaires, génératrice de hausse des prix, d'après les partisans de la théorie quantitative de la monnaie.

c) **ORGANISATION DÉFECTUEUSE DE NOS EXPORTATIONS**

Trois points sont à examiner :

1° *Organisation défectueuse de nos exportations du fait de nos chefs de « maison » eux-mêmes.*

2° *Organisation défectueuse de nos exportations du fait des organismes bancaires.*

3° *Organisation défectueuse de nos exportations du fait de l'aide insuffisante de nos Pouvoirs publics.*

1) **Du fait de nos chefs de maison eux-mêmes**

Les principaux reproches que nous pouvons adresser aux chefs de maisons françaises d'exportation sont les suivants :

1° *Discontinuité de leurs efforts.*

Trop de nos producteurs délaissent les marchés extérieurs, ou tout au moins, ne les considèrent que comme des débouchés subsidiaires destinés à parer aux méventes susceptibles de se produire sur leur propre territoire.

Pour la majorité de nos industriels, le marché international n'est pas une fin, mais un pis-aller. Aussi y a-t-il dans leurs efforts un manque de continuité nuisant beaucoup au développement des affaires d'exportation, qui exigent presque toujours pour réussir une longue préparation.

2° *Ignorance des marchés étrangers.*

Le commerce d'exportation nécessite une connaissance approfondie à la fois d'ordre général sur les marchés extérieurs, sur leurs populations, leurs goûts, leurs usages commerciaux, et d'ordre particulier sur les clients éventuels.

A ce double point de vue, nos exportateurs sont dans un état d'infériorité manifeste par rapport à leurs concurrents allemands et anglais, d'ailleurs puissamment aidés par les organismes bancaires et les Pouvoirs publics.

3° *Publicité insuffisante.*

Comparée à celle des autres grandes nations industrielles, notre publicité à l'étranger est en état d'infériorité : occasionnelle, désordonnée, elle est le plus souvent inefficace.

Semblant ignorer que la publicité devient chaque jour un facteur de plus en plus important de la vente, nos entreprises n'y consacrent que des sommes relativement faibles.

4° Défaut d'adaptation.

Nos producteurs manquent également de souplesse et semblent rébarbatifs à toute adaptation de leurs articles aux besoins variés de la clientèle internationale.

5° Désuétude de nos méthodes de conquête.

Nos producteurs industriels et agricoles agissent trop souvent isolément. Semblant ignorer que l'union fait la force, ils n'ont que rarement recours à l'action collective pour conquérir un marché étranger déterminé. Ils semblent tout ignorer des perfectionnements apportés par le Reich ou « l'Institut National Italien pour l'Exportation », et restent dans ce domaine en état de nette infériorité, par rapport à leurs concurrents italo-allemands.

2) Du fait des organismes bancaires

Nos banques dispensent leurs crédits d'une façon beaucoup plus étroite que ne le font les établissements bancaires germano-anglais. Le concours qu'elles apportent à nos producteurs pour le double financement de leurs achats de matières premières (crédit à l'importation) d'une part, et de leurs ventes d'articles fabriqués sur les marchés extérieurs (crédit à l'exportation), d'autre part, est tout à fait insuffisant.

La conséquence est que nos industriels sont obligés de demander à leurs vendeurs de matières premières des crédits de longue durée, alors qu'ils ne peuvent accorder à leurs acheteurs de produits fabriqués que des délais de paiement relativement courts.

3) Du fait de l'aide insuffisante de nos Pouvoirs publics

Si nos directeurs de maison d'exportation et de banque commettent des fautes, il faut bien reconnaître, par ailleurs, qu'ils ne sont soutenus que d'une façon insuffisante par les Pouvoirs publics, pourtant protecteurs naturels de l'intérêt général du pays et par conséquent de son Commerce et de son Industrie.

Les crédits alloués au ministère du Commerce, à l'Office National du Commerce extérieur, à nos représentants commerciaux à l'étranger, permanents (attachés et agents) ou intermittents (chargés de mission), sont minimes et presque dérisoires.

*
**

En somme, la politique commerciale de la France contraste nettement avec celle de l'Allemagne que nous avons étudiée précédemment : d'un côté, organisation perfectionnée et d'avant-garde, appuis sérieux des Pouvoirs publics ; de l'autre, moyens d'action désuets, soutien de l'Etat insuffisant.

PROPAGANDE INSUFFISANTE EN FAVEUR DU « PRODUIT FRANÇAIS »

Que la propagande à l'étranger en faveur du produit français soit négligée, c'est une faute grave ; mais ce qui est encore plus alarmant et plus impardonnable, c'est ce que cette propagande soit insuffisante au sein même de notre territoire.

La responsabilité en incombe aussi bien aux fabricants et producteurs, aux commerçants et intermédiaires, qu'aux consommateurs.

Tous font preuve d'une indifférence coupable à l'égard de la marque nationale, et, fréquemment, à qualités et à prix égaux, l'industriel, l'agriculteur, le commerçant ou le consommateur préfèrent la matière première, l'objet alimentaire ou fabriqué de provenance étrangère, à ceux d'origine nationale.

Si le choix de nos producteurs et de nos intermédiaires est le plus souvent guidé par des considérations légitimes de prix et de qualité, qui le justifient dans une certaine mesure, celui du public, insouciant, conférant à l'article étranger toutes sortes de vertus dont il est le plus souvent dépourvu, ne comprenant pas que l'achat du produit français est la condition même de son bien-être et de sa subsistance, est moins excusable.

Cette indifférence, ce manque de foi dans l'article français, contre lesquels une active propagande en faveur de la marque nationale aurait un effet salubre, figurent certainement parmi les facteurs qui orientent notre balance commerciale vers le déficit.



En résumé, il faut reconnaître que la responsabilité de la situation de notre balance commerciale actuelle incombe à la fois aux entreprises privées, aux Pouvoirs publics, aux consommateurs, à la France toute entière en un mot, et peut-être aussi, d'après les partisans de la théorie du renversement automatique de la balance commerciale, aux forces économiques naturelles.

Pour ce qui est du peuple français, qui a déjà fait preuve de magnifiques redressements au cours de son histoire, faisons-lui confiance dans le domaine du commerce extérieur comme en tout autre.

CHAPITRE III

FACTEURS INVOQUÉS PAR QUELQUES ÉCONOMISTES

Nous en exposerons deux :

1° Changements de la conjoncture.

2° Paiements pour les réparations.

SECTION I

Changements de la conjoncture

Les partisans de cette théorie partent de l'idée de non uniformité d'un essor ou d'une crise économique dans l'espace et dans le temps.

Une nation sera par exemple atteinte par une crise économique, alors que ses voisins jouiront d'une prospérité relative.

De même, en période de prospérité générale ou de crise mondiale, certains pays seront plus favorisés que d'autres.

Puis la conjoncture changeant, la situation relative des diverses nations considérées se renversera : le peuple, non touché par la crise qui sévissait chez ses voisins, il y a quelques années, connaîtra à son tour une ère de dépression, par suite du libre jeu des lois économiques ou des fautes commises, alors que les nations atteintes antérieurement entreront dans une période plus prospère.

Les partisans de cette thèse considèrent d'autre part que les Etats dont la situation économique est la moins favorable, ont tendance à développer le rythme de leurs envois à destination des marchés extérieurs qui, plus propères, conservent une capacité d'absorption plus grande, et à ralentir celui de leurs commandes à l'étranger.

Aussi ces changements de conjoncture entraînent-ils des mouvements variables, et souvent inverses, dans les exportations et importations des différentes nations, suivant les périodes considérées.

*
* *

Ces économistes appliquent leur théorie aux variations du commerce franco-allemand depuis 1927, et rattachent le renver-

sement de notre balance commerciale aux changements de la conjoncture. L'année 1927 était une année de crise pour la France et de prospérité pour l'Allemagne. La restriction du marché national français et la capacité d'absorption plus grande du marché intérieur germanique stimulaient le mouvement de nos marchandises vers le Reich, et ralentissaient celui des produits d'outre-Rhin vers notre pays.

Au contraire, en 1930 et 1931, la situation économique relative des deux puissances était renversée : une crise mondiale sévissait, mais, très grave en Allemagne, elle était beaucoup plus légère en France, de sorte qu'elle favorisait plutôt le mouvement des marchandises de l'Allemagne vers la France dont le pouvoir d'achat était sensiblement moins diminué.

Ce facteur, dont nous devons pas nier l'influence, peut être rattaché à l'explication du renversement des échanges franco-allemands donnée par M. Von Hoersch, ambassadeur d'Allemagne à Paris, et que nous avons étudiée, à propos de la « diminution du pouvoir d'achat allemand en 1930 et 1931 ».

SECTION II

Paiements pour les réparations

La grande majorité des économistes reconnaissent que les paiements allemands pour les réparations ont contribué à déclencher le renversement commercial observé depuis 1927. Mais tous ne sont pas d'accord sur la façon dont a agi ce facteur.

Nous indiquerons successivement les diverses thèses en présence :

1) Thèse des économistes anglais, d'après laquelle « la marchandise devant précéder le capital », les transferts ne sont possibles qu'en cas d'excédent de la balance allemande des comptes.

2) Thèse des économistes américains et français, d'après laquelle le simple fait pour l'Allemagne de procéder aux transferts lui donne le moyen de les effectuer, par suite du rétablissement automatique de l'équilibre de sa balance des comptes.

3) Thèse intermédiaire de certains économistes français, en particulier du Professeur Aftalion.

1. *Thèse anglaise : « La marchandise doit précéder le capital ».*

Pour régler ses dettes envers ses créanciers étrangers, un Etat doit remplir deux conditions :

1° Avoir une capacité de paiement suffisante.

2° Présenter une balance des comptes en excédent.

La première condition, d'ordre strictement budgétaire, est résolue par un prélèvement suffisant d'impôts sur les nationaux.

Quant à la seconde, ses partisans l'expliquent par ce fait qu'une nation débitrice ne peut régler ses créanciers extérieurs que si elle possède une quantité suffisante de devises étrangères.

Or, pour une nation, le moyen normal de se constituer ce stock monétaire est d'intensifier le rythme de ses exportations de marchandises et de services. Autrement dit, si théoriquement le paiement des dettes extérieures doit être effectué en devises, pratiquement, il ne peut en définitive s'opérer qu'en marchandises et services.

Le mouvement des capitaux doit donc obligatoirement être précédé par celui des marchandises et des services, et une balance des comptes en excédent conditionne toute possibilité de transfert de capitaux d'un pays débiteur vers ses créanciers étrangers.

Aussi, serait-ce en vue de régler les annuités du plan Young que le Reich s'efforce d'accroître constamment son chiffre d'exportations depuis quelques années. C'est là d'ailleurs une des explications données couramment par les personnalités politiques allemandes, en particulier par le Docteur Luther. Celui-ci proclame en outre que ces efforts du débiteur, l'Allemagne, doivent être soutenus par les créanciers, les Alliés, auxquels s'impose le devoir moral d'ouvrir leurs frontières aux marchandises germaniques.

Si nous devons reconnaître en fait que tout se passe comme si les Alliés, et en particulier la France, avaient facilité l'entrée des produits allemands sur leur territoire, par contre, les récents événements financiers et l'actuelle politique du gouvernement du Reich permettent de douter de la pureté des mobiles, invoqués plus haut, de l'activité de la politique commerciale germanique.

2. Thèse franco-américaine : « la marchandise suit le capital ».

Ses partisans prétendent qu'il n'est pas nécessaire qu'un pays débiteur ait une balance des comptes en excédent pour régler ses dettes extérieures, car le fait même de procéder à des transferts de capitaux lui fournira les moyens de les effectuer.

Ce problème des transferts n'est, en effet, qu'une simple application de la théorie économique très répandue de l'équilibre automatique de la balance des comptes.

Supposons un pays, dont la balance des comptes n'est pas en excédent, et qui, ayant à régler des dettes extérieures, procède à des transferts de capitaux.

Qu'en résulte-t-il ?

D'abord une augmentation du déficit de la balance des comptes, qui, suivant la théorie quantitative de la monnaie, entraîne une baisse des prix. La conséquence de ce fléchissement des prix de l'Etat débiteur est une augmentation de ses

exportations, une diminution de ses importations, en un mot, un rétablissement spontané de l'équilibre compromis.

C'est ce nouvel essor commercial qui permet à la nation débitrice de continuer le règlement de ses créances extérieures par de nouveaux transferts de capitaux.

Il y a donc là un mécanisme à quatre phases :

1° Transfert de capitaux, qui constituent l'organe de mise en mouvement ;

2° Accroissement du déficit de la balance des comptes ;

3° Baisse des prix ;

4° Excédent de la balance commerciale et de la balance des comptes, c'est-à-dire possibilité de continuer les transferts.

En un mot, l'existence des transferts de capitaux déclenche toute une série de réactions économiques automatiques permettant leur continuation.

C'est ainsi que les transferts allemands pour les réparations créant un déficit de la balance germanique des comptes, des forces spontanées seraient entrées en action, auraient stimulé les exportations, refreiné les importations et provoqué un excédent de la balance commerciale du Reich à notre détriment.

En somme, ce seraient les versements en espèces de l'Allemagne effectués au titre des réparations aux Alliés, et, en particulier à la France, qui auraient, d'après cette thèse, contribué à l'expansion des exportations germaniques sur le marché international et provoqué le renversement commercial franco-allemand constaté précédemment.

3. Thèse intermédiaire du Professeur Aftalion.

Ces deux thèses opposées que nous venons d'exposer nous paraissent trop absolues, et nous croyons être plus près de la vérité en nous ralliant à la thèse intermédiaire adoptée par M. Aftalion, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Cet économiste nous fait connaître ses idées sur les transferts allemands au titre des réparations dans un article du *Capital*, paru en novembre 1930, et dont nous reproduisons le passage suivant :

« Peut-être la vérité est-elle entre ces deux thèses trop absolues. J'ai eu l'occasion d'exposer à diverses reprises que, quant à la solution théorique du problème des transferts, on devait admettre que les impôts établis par l'Allemagne pour acquitter sa dette de réparations, diminuant les revenus de ses nationaux et ne leur laissant pas les moyens de racheter la totalité de la production allemande, une partie de cette production se trouvait fortement inclinée à chercher un écoulement au dehors. Mais je reconnaissais qu'il n'y avait là qu'une pression dont le

plein succès n'était pas toujours certain. Et j'ajoutais que, quant à la solution de fait du problème des transferts, il se pourrait bien que l'Allemagne réussit à développer considérablement ses exportations et à accomplir les transferts moins sous l'influence de cette pression que *grâce au puissant accroissement de son outillage productif* auquel elle a énergiquement travaillé en ces dernières années ».

En somme, l'éminent Professeur d'Economie politique admet très logiquement que le paiement des réparations par l'Allemagne, ayant nécessité un prélèvement d'impôts supplémentaires, a contribué, pour une part assez faible d'ailleurs, à la diminution du pouvoir d'achat des nationaux, et par suite a créé une tendance au ralentissement des importations et à l'accroissement des exportations allemandes.

*
* *

Enfin, en dehors des trois thèses exposées, tout le monde reconnaît que le Reich a accru ses envois à destination des pays Alliés, en raison de la part toujours plus grande de ses livraisons en nature au titre des prestations, lesquelles ont augmenté de 48 millions de marks en moyenne par mois en 1927, à quelques 60 millions en moyenne en 1930. Toutefois, en 1931, les Statistiques allemandes enregistrent une diminution de cette part d'environ 50 % par rapport à l'année précédente, 313 millions de marks au lieu de 700 millions.

Tout en manifestant notre préférence personnelle pour la thèse à la fois simple et logique de M. Aftalion, nous nous sommes efforcés de faire un exposé impartial de chaque théorie, et de montrer que toutes, en dépit de leurs divergences, étaient d'accord sur un point : la part plus ou moins grande prise par les paiements pour les réparations dans l'essor actuel du commerce extérieur germanique.

Cette expansion résulte-t-elle du libre jeu des forces économiques, ou bien du désir de l'Allemagne de régler rapidement ses dettes, dites « des réparations », hypothèse d'ailleurs tout à fait invraisemblable : nous ne le discuterons pas ici.

Un point est acquis : c'est que les « paiements pour les réparations » constituent l'un des facteurs du renversement de la balance commerciale franco-allemande depuis 1927 ; et, par suite, le but que nous nous étions proposé dans cette section est atteint.

QUATRIÈME PARTIE

Conséquences pour la France du renversement de la Balance des échanges franco-allemands

Ce chapitre a pour but de faire ressortir, d'un côté, les conséquences théoriquement heureuses, de l'autre, les conséquences à la fois théoriquement et pratiquement dangereuses.

SECTION I

Conséquence théoriquement heureuse : paiements allemands

« des réparations » facilités

Nous ne reviendrons pas sur la controverse qui existe entre les diverses écoles d'économistes au sujet du problème des transferts allemands au titre des réparations. Nous avons vu et conclu que les versements en espèces et les livraisons en nature effectués jusqu'à ce jour par le Reich avaient orienté ses échanges commerciaux dans le sens d'une augmentation pour les exportations et d'une diminution pour les importations.

Or, normalement, l'amélioration de la balance commerciale allemande devrait faciliter le règlement des dettes publiques et privées de nos voisins de l'Est. En un mot, l'action des paiements des « réparations » sur la balance commerciale devrait être suivie d'une réaction inverse de cette balance sur ces paiements.

*
* *

L'Allemagne a d'ailleurs maintes fois proclamé que le remboursement de ses dettes serait grandement facilité par une expansion de ses exportations, expansion qu'elle considérerait comme la condition nécessaire de tout transfert de capitaux, conformément à la thèse, déjà exposée, que : « la marchandise doit précéder le capital ».

Rappelons d'ailleurs que l'une des personnalités politiques les plus éminentes du Reich, le Docteur Luther, a même déclaré que le Plan Young constituait un contrat bilatéral, et imposait aux

anciens Alliés le devoir d'accorder des concessions douanières et d'ouvrir leurs frontières aux produits germaniques ; cet octroi d'un régime de faveur n'étant, somme toute, que la contrepartie des obligations allemandes envers les vainqueurs de 1918.

D'un vœu, en lui-même très légitime, l'homme d'Etat germanique voulait faire une obligation contractuelle implicite.

Un pareil engagement est bien entendu imaginaire, mais, en fait, tout se passe actuellement comme si la France l'avait pris et tenu : la balance du trafic commercial franco-allemand s'est renversée à notre désavantage et l'excédent mensuel des exportations germaniques se chiffre par plusieurs centaines de millions de marks.

* La France a donc pratiquement exécuté un engagement qu'elle n'a jamais pris, à savoir la large ouverture de ses frontières aux articles allemands, s'endettant vis-à-vis de son propre débiteur pour lui donner les moyens de s'acquitter envers ses vainqueurs de 1918.

*
* *

Quelle est, en contre-partie, l'attitude du Reich, débiteur heureux, que ménagent ses créanciers ?

Sa balance commerciale se soldant régulièrement par un large excédent d'exportations, son vœu est comblé, et cette condition qu'il proclamait comme nécessaire et préalable à tout transfert au titre de ses dettes de guerre est pleinement remplie.

Et cependant, en dépit de ce facteur favorable, il se déclare aujourd'hui, par les voix du Docteur Brüning, Chancelier de l'Empire, et du Comte Schwerin von Krosigk, directeur du ministère des Finances, hors d'état de continuer à verser chaque année, soit 1.800, soit même 600 millions de marks, montant respectif de l'annuité Young et de la tranche inconditionnelle, non différable.

L'expansion des exportations allemandes, qui, théoriquement, devrait faciliter le règlement par le Reich de ses dettes « dites des réparations » n'a donc, en fait, aucune répercussion heureuse à ce point de vue.

On serait même tenté de dire qu'elle a plutôt des conséquences néfastes, puisque c'est au moment même où le solde positif de ses échanges commerciaux avec l'étranger, et en particulier la France, atteint des maxima que l'Allemagne se déclare incapable de tenir ses engagements.

*
* *

Quoique l'on soit en droit de douter de la véracité des affirmations du Reich au sujet de sa capacité de transfert, il est cependant certain que ses déclarations ont été prises en considération,

puisque le Plan Hoover a admis la suspension du paiement des dettes inter-gouvernementales pendant un an, à partir du 1^{er} juillet 1931.

Toutefois, d'après cet accord, l'Allemagne doit continuer à verser la tranche inconditionnelle, non différable de l'annuité Young, mais le gouvernement français a accepté que les paiements ainsi effectués soient placés par la Banque des Réglements Internationaux en bons garantis des chemins de fer germaniques.

■
* *

Quelques jours après l'adoption du Plan Hoover, le Reich, non satisfait, déclarait déjà que le moratoire de juillet ne lui suffirait pas pour reprendre son équilibre financier, et il réclamait non plus une suspension temporaire, mais une annulation définitive de ses dettes de guerre.

Et il obtenait que, dans sa réunion du 7 décembre 1931, le Comité consultatif prévu par le Plan Young étudie le cas d'incapacité absolue, dans lequel il prétendait se trouver, de tenir ses engagements envers ses vainqueurs de 1918.

Chargés de dresser le bilan de l'économie allemande, les membres de ce Comité ont entendu un exposé assez inquiétant du représentant germanique, le Docteur Melchior, sur la situation financière de son pays, dépourvu de ressources et ne vivant que d'emprunts. Le délégué de l'Allemagne a évalué à 28 milliards de marks l'ensemble des crédits étrangers à court et à long terme consentis à l'Allemagne, et à environ 1.850 millions de marks le service annuel d'intérêts nécessités par ces prêts.

Cette dernière somme, ajoutée au 1.800 millions de l'annuité Young, constitue une lourde charge de 3.650 millions de marks, dont le Reich est annuellement débiteur vis-à-vis de l'étranger : voilà pour le Passif.

Que représentent, en contrepartie, les principaux postes de l'Actif ? Leur montant est difficile à préciser, mais il peut toutefois être évalué à une masse assez importante, si l'on considère le rythme suivi par la formation des capitaux et de l'épargne en Allemagne depuis 1925, et surtout les soldes créditeurs de la balance commerciale du Reich.

Notre délégué au Comité Consultatif, M. Rist, a, sur ce point, essayé d'obtenir des éclaircissements. Il a notamment demandé au Docteur Melchior ce que devenait cet excédent des exportations germaniques qui, en 1930 et 1931, a atteint des chiffres bien supérieurs au montant de l'annuité Young. A cette question, l'expert du Reich n'a répondu qu'indirectement en déclarant que cette balance favorable n'était qu'un phénomène passager et que, sous peu, la tendance se renverserait.

Temporaires ou non, l'amélioration et l'excédent des exporta-

tions n'existent pas moins : le solde créditeur de 1930, évalué à plus de 1 milliard et demi de marks, a atteint l'année suivante, en 1931, un chiffre beaucoup plus élevé, près de 3 milliards de marks. Ajoutons qu'en dehors de ce poste, échanges de marchandises, celui des échanges de services était créancier de près de 300 millions de marks en 1930, qu'enfin la même année, le Reich a récupéré la contre-valeur de 800 millions de marks à la suite de la levée du séquestre des biens de ses nationaux confisqués pendant la guerre aux Etats-Unis.

Mais ces diverses créances de l'Allemagne sur l'étranger n'engendrent pas un afflux de capitaux sur le marché monétaire allemand et ne grossissent pas le portefeuille de devises de la Reichbank et des grands établissements bancaires germaniques. La crise de confiance empêche, en effet, les exportateurs de rapatrier la plus grande partie de leurs créances sur leurs clients étrangers, et pousse d'autre part les épargnants à exporter leurs capitaux, ce qui réduit encore le stock de devises disponibles sur le marché à court terme.

Nous ne contestons pas la gêne actuelle de la trésorerie germanique, mais nous affirmons néanmoins que les résultats de la balance commerciale allemande, en 1930 et en 1931, ayant orienté la balance des comptes dans un sens plutôt favorable, militent avec force contre l'annulation des dettes « dites des réparations », en particulier de la tranche inconditionnelle fixée par le Plan Young.

Annuler celle-ci serait sacrifier une nouvelle fois la France, dont la bonne volonté, l'esprit d'abnégation, le désir de paix ne sont plus à démontrer, tant sur le terrain économique et commercial que sur le terrain politique et financier.

En maintenant en vigueur le traité douanier du 17 août 1927, qui s'est avéré défavorable à notre économie, nous avons grandement facilité le rétablissement du commerce extérieur de l'Allemagne aux dépens du nôtre ; il serait donc équitable que l'excédent qui en résulte ne serve pas seulement à régler les dettes privées du Reich, mais aussi ses dettes publiques envers les Alliés, et tout spécialement envers la France.

*
* *

Théoriquement, le renversement de la balance des échanges franco-germaniques facilite le paiement et le transfert des dettes allemandes à notre égard, et aucun motif vraiment plausible ne s'oppose à ce qu'il en soit pratiquement ainsi.

L'Allemagne, notre débitrice, n'est pauvre qu'en apparence ; la France, sa créancière, est une fausse riche, qui s'est déjà maintes fois sacrifiée pour sa voisine : la limite des concessions est atteinte, la fameuse formule « l'Allemagne paiera » doit se réaliser, nous lui en avons donné les moyens.

SECTION II

Conséquences théoriquement et pratiquement dangereuses

Si l'amélioration de la balance commerciale du Reich, qui aurait dû faciliter le paiement et le transfert des réparations, n'a en fait exercé aucune influence sur eux, en raison du jeu d'autres facteurs, dont le principal semble être la mauvaise volonté du Reich, exploitant une situation monétaire momentanément critique, par contre, ce renversement présente d'autres conséquences extrêmement graves pour notre économie.

*
**

Notre balance commerciale enregistre depuis 1927 un déficit croissant, qui peut être imputé pour environ 50 % à nos échanges directs avec l'Allemagne, et pour une bonne part de l'autre moitié, à l'expansion des exportations germaniques sur le marché international.

C'est là un fait alarmant pour notre économie générale : notre balance commerciale constitue, en effet, une fraction importante de notre balance des comptes, sur laquelle elle exerce une influence primordiale.

Sans doute objectera-t-on que la balance des comptes française était bien en excédent avant guerre, en dépit d'une balance commerciale défavorable, le déficit étant plus que comblé par le revenu de nos capitaux placés à l'extérieur.

Mais, à cet argument, il faut répliquer que la situation actuelle n'est plus la même : les intérêts des capitaux français investis dans des emprunts étrangers sont moindres qu'autrefois, puis le mouvement touristique et les achats effectués sur place par les visiteurs vont en fléchissant, en raison de l'incidence de la crise mondiale.

Nous avons, d'autre part, perdu une partie de notre actif à l'extérieur par suite de la faillite, ouverte ou déguisée, totale ou partielle, d'un certain nombre de nos emprunteurs d'avant-guerre.

Un dernier chef d'affaiblissement du solde créditeur de notre balance des comptes provient des envois faits dans leur patrie par les nombreux ouvriers étrangers travaillant sur notre territoire.

Nous ne sommes donc plus en face d'une balance des comptes ayant des chances de se solder en excédent, malgré une balance commerciale en large déficit. Il y a là une grave menace, qui risque de placer notre pays au rang des nations débitrices, la balance des comptes d'un Etat, véritable baromètre économique, étant la mesure de sa richesse générale.

*
* *

Dangereuse pour l'économie du pays tout entier, ce renversement nuit en particulier au Commerce et à l'Industrie.

Nous avons d'ailleurs déjà mis en lumière, en étudiant le fait du renversement de la balance commerciale française, la restriction des débouchés de nos produits sur le marché international et même national, par suite de l'intensification de la concurrence de certains pays industriels, comme l'Allemagne.

Aussi nos industriels et nos commerçants connaissent-ils à leur tour des heures difficiles, et se voient-ils dans l'obligation de licencier une partie, quelquefois même la totalité de leur personnel, ou tout au moins de réduire la durée du travail.

Ce sont principalement les régions frontalières de l'Est et du Nord qui souffrent de la concurrence germanique : dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les effets en sont ressentis d'une façon plus sensible qu'ailleurs, par suite de la proximité, de la langue et des habitudes.

C'est sans doute la raison pour laquelle le Ministre du Commerce a chargé la Chambre de Commerce de Strasbourg de se livrer à une enquête sur les pratiques actuelles du dumping allemand, enquête dont les résultats sont nettement défavorables à nos voisins de l'Est.

*
* *

Le fisc et les consommateurs eux aussi sont lésés ; leurs intérêts ne sont plus garantis, en raison des procédés plus ou moins frauduleux employés par l'Allemagne, et déjà exposés : fausses déclarations portant sur la valeur, la nature ou l'origine des marchandises.

*
* *

Il reste à signaler un danger de caractère politique plutôt qu'économique. Nous avons essayé de retenir l'attention sur la progression des échanges commerciaux de l'Allemagne avec les nouveaux Etats de l'Europe Centrale, aux dépens des nôtres. Ce fait prouve qu'en dépit des liens nombreux, politiques et intellectuels, qui nous unissent à ces nations, les nécessités économiques les poussent vers nos voisins d'Outre-Rhin, capables d'ailleurs d'absorber leur production agricole.

C'est là une situation qui, si elle s'accroît, serait de nature à favoriser la réalisation du projet d'accord douanier austro-allemand, prélude d'une union politique, et véritable menace pour la paix de la France et de l'Europe.

Pour l'instant, tout au moins, le danger semble écarté, Alle-

magne et Autriche ayant été contraintes d'accepter le renvoi de leur projet à la Cour de la Haye, qui l'a condamné à une seule voix de majorité, il est vrai.

*
* *

En conclusion, nous semblons autorisés à affirmer que le renversement de la balance commerciale franco-allemande n'a eu pratiquement que des conséquences nuisibles pour notre pays, en orientant le solde de notre balance globale vers le déficit, en anémiant notre Industrie et notre Commerce, en développant le chômage, en lésant le Trésor, en trompant le consommateur.

Enfin, l'atteinte portée au prestige du produit français par l'article allemand sur le marché international est susceptible d'avoir une répercussion politique, un changement des conditions économiques étant bien souvent le prélude d'une modification des situations politiques : j'ai cité à ce propos l'exemple de l'Europe Centrale.

CINQUIÈME PARTIE

Les remèdes

Nous arrivons maintenant à la dernière partie de cet ouvrage, certainement la plus délicate : celle des remèdes à apporter à la situation angoissante créée par le renversement de la balance commerciale franco-allemande depuis 1927.

Les personnalités les plus éminentes du monde économique et politique se sont préoccupées de cette question et ont proposé diverses solutions, que nous aurons l'occasion d'exposer plus loin.

Quant à nous, partant du principe que « pour faire cesser l'effet, il faut supprimer la cause », nous nous efforcerons de préconiser un remède à chacun des facteurs énumérés précédemment.

Pour cela, nous suivrons un plan parallèle à celui que nous avons utilisé dans notre exposé sur les « causes du renversement de la balance commerciale franco-allemande depuis 1927 ».

I. — Remèdes aux facteurs d'origine allemande.

II. — Remèdes aux facteurs d'origine française.

Quant aux « facteurs invoqués par quelques économistes », il est difficile de préconiser un remède contre eux du fait qu'ils résultent du libre jeu des lois économiques naturelles et ne sont pas le résultat d'une manifestation de volonté de la part de tel individu ou de telle collectivité.

CHAPITRE I

REMÈDES AUX FACTEURS D'ORIGINE ALLEMANDE

Parmi les cinq catégories de « facteurs germaniques » que nous avons énumérées, il en est une « la diminution du pouvoir d'achat du peuple allemand » à laquelle nous apportons involontairement un remède, puisque le renversement de nos échanges commerciaux avec nos voisins, et à leur profit, a tout naturellement tendance à entraîner le solde de leur balance des comptes dans un sens créditeur, et contribue ainsi à leur enrichissement.

*
**

D'autres facteurs, comme les « mesures protectionnistes », les « pratiques variées de dumping », les procédés plus ou moins illégaux et même frauduleux, ayant un caractère agressif à notre égard, justifient la mise en œuvre de moyens énergiques de défense.

C'est ainsi que notre Gouvernement doit se décider à prendre (conformément à l'article 3 de la loi du 19 mars 1910) des mesures d'anti-dumping et à appliquer aux importations allemandes des droits compensateurs égaux au montant des primes à l'exportation directes et indirectes accordées par le Gouvernement du Reich.

Pour éviter les fraudes variées auxquelles se livrent les exportateurs germaniques : concurrence déloyale, sous-évaluation, double facture, fausse origine, il importe que le service des Douanes exerce un contrôle plus sévère, multiplie ses expertises, spécialise son personnel, exige enfin des certificats d'origine afin d'éviter que des marchandises de provenance allemande puissent pénétrer en France, après avoir transité dans un autre pays qui n'a pas de droits de douane ou dont le tarif est très réduit.

*
**

Quant aux autres facteurs, tels que la « compression des prix de revient », la « rationalisation », « l'activité de la politique commerciale », ils ne constituent pas de pratiques illégales, et ne sont que la manifestation des louables efforts d'une nation cherchant à avancer le plus loin possible dans la voie du progrès. Aussi la seule mesure efficace de défense que nous puissions prendre contre eux consiste-t-elle à réaliser de semblables perfectionnements.

Nous reviendrons plus longuement sur le travail que nos entreprises privées et nos Pouvoirs publics ont à fournir à ce point de vue dans notre deuxième chapitre.

CHAPITRE II

REMÈDES AUX FACTEURS D'ORIGINE FRANÇAISE

Ayant distingué lors de l'examen des « causes d'origine française » deux grandes catégories : d'une part, l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, de l'autre, une série de facteurs d'ordre général, essentiellement imputables à l'organisation défectueuse et archaïque de nos moyens de production et d'échange, nous envisagerons parallèlement deux sortes de remèdes à appliquer, dans deux sections différentes :

1° La révision de l'accord du 17 août 1927.

2° Les perfectionnements à apporter, tant par les entreprises privées que par les Pouvoirs Publics à nos méthodes techniques et commerciales.

SECTION I

Révision de l'accord du 17 Août 1927

De l'examen de la convention commerciale franco-allemande du 17 août 1927, nous avons conclu que celle-ci avait sa part réelle de responsabilité dans la crise que traversent certaines de nos manufactures, et une part probable dans les difficultés que rencontrent l'ensemble de nos industries.

*
* *

Pour remédier à cette situation, de nombreux commerçants et industriels, des économistes et hommes politiques ont préconisé une solution radicale : la dénonciation pure et simple de l'accord.

Pour eux, le traité du 17 août 1927 est un mauvais outil de protection que nous devons remplacer. La politique douanière inaugurée en 1927 est aujourd'hui désuète, nous devons l'abandonner et revenir à d'autres pratiques plus conformes à nos intérêts.

Une proposition de loi dans ce sens, émanant de M. Boisseau, député de l'Aube, a d'ailleurs été déposée, en 1930, sur le bureau de la Chambre. Elle visait l'ensemble des nations avec lesquelles

nos échanges commerciaux se soldaient par un déficit, mais plus particulièrement l'Allemagne.

En voici le texte : « limiter l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée, retirer le bénéfice de ladite clause et celle de la consolidation des droits aux pays avec lesquels notre balance commerciale, après deux années consécutives, apparaîtrait déficitaire de plus de 10 % du montant global des transactions ».

Le vote de cette proposition aurait eu en premier lieu pour résultat de supprimer le traité de commerce de 1927 qui nous lie encore actuellement avec le Reich.

Mais, à cette dénonciation brutale, souhaitable sans doute au point de vue strictement économique pour notre pays, des raisons de politique générale et de solidarité internationale s'opposent vigoureusement.

Cette rupture brusque, opérée à une époque où notre pays vient de s'associer au projet de « Trêve Douanière », où une crise de confiance engendrant un grave rétrécissement du marché monétaire sévit chez nos voisins d'Outre-Rhin, où l'attitude, pourtant bienveillante, de notre Gouvernement est tant décriée pas nos anciens ennemis et même nos anciens alliés de 1918, pourrait avoir des répercussions politiques assez considérables.

Nos rivaux, et même nos amis, ne manqueraient pas de voir dans ce geste de légitime défense, une manifestation impérialiste, un acte provocateur, une sorte d'ouverture des hostilités économiques ; et, de l'économique au politique, il n'y a qu'un pas.



Si l'heure présente semble peu propice à la dénonciation brutale de l'accord commercial franco-allemand, en raison de ses conséquences politiques probables, par contre, la révision progressive des clauses du dit traité, qui nuisent le plus à nos échanges, constitue une solution à envisager. Mais, pour mener cette tâche à bonne fin, nos négociateurs devront s'efforcer d'obtenir la suppression des consolidations consenties hâtivement lors de la signature de la convention, en 1927, et soumettre à leur place des propositions susceptibles de protéger notre pays contre le dumping et la fraude. C'est d'ailleurs la solution que préconise l'ordre du jour Raynaldi, adopté par le Sénat à la séance du 25 juin 1931, lors des interpellations sur le déficit de notre balance commerciale : « procéder à la révision des accords commerciaux, et même à toute occasion et avant cette date, poursuivre les déconsolidations consenties ».

Conformément à ces principes, un premier résultat a déjà été obtenu : c'est l'avenant du 3 février 1931 que nous avons déjà signalé, lors du « Traité commercial du 17 août 1927, considéré

comme facteur du renversement de la balance commerciale franco-allemande ».

Nous ne pouvons que nous féliciter de la signature de cet avenant, qui, en déconsolidant les droits sur les bas et chaussettes de coton, a adouci quelque peu la situation faite à l'industrie française de la bonneterie par l'accord du 17 août 1927.

C'est dans cette voie, souvent difficile, ouverte par nos négociateurs de l'accord du 3 février 1931, que doivent s'engager nos Pouvoirs Publics : ainsi l'exige d'une façon impérieuse l'avenir menacé de notre Commerce et de notre Industrie.

Nous sommes d'ailleurs en droit d'espérer que les membres français de la nouvelle « Commission Economique franco-allemande » créée en octobre dernier à la suite du voyage à Berlin de M. Laval, Président du Conseil, sauront mener à bien cette tâche délicate, mais vitale pour notre économie.

En attendant, le Gouvernement a le devoir de contingerter les importations germaniques les plus menaçantes.

SECTION II

Améliorations à apporter à nos méthodes

Ces réformes que nous allons préconiser, comme d'ailleurs les « Facteurs français d'ordre général » étudiés dans le chapitre II de notre troisième partie (Les Causes), pourront peut-être, au premier abord, paraître en dehors de notre sujet : « Le Commerce franco-allemand ». Mais nous estimons néanmoins qu'elles ont leur place dans cette monographie, puisque destinées à remédier au déficit de notre balance commerciale globale, elles devront normalement agir en premier lieu sur le solde de nos échanges avec l'Allemagne dont nous nous sommes efforcés de mettre en lumière le rôle prépondérant dans l'ensemble de notre Commerce Extérieur depuis 1927.

A. — Compression de nos prix de revient, industriels et agricoles

La question des prix de revient joue un rôle primordial dans la lutte que soutient notre pays pour la conquête des marchés extérieurs et la défense économique de son propre territoire. Aussi la compression du coût de production des articles nationaux, industriels ou agricoles, doit-elle être le souci constant de tous nos producteurs, spécialement à l'heure actuelle où, comparés à ceux des pays rivaux, les éléments intérieurs de nos prix de revient font preuve d'une stabilité alarmante.

*
**

En ce qui concerne l'industrie, il appartient d'abord à nos chefs de maison de pratiquer, à l'instar de l'Allemagne, une politique de rationalisation individuelle et collective, par l'amélioration de l'outillage, par le développement de la fabrication en série, par le recours à la concentration et aux ententes entre entreprises similaires.

Tous ces perfectionnements que nous préconisons, le Reich les a accomplis depuis la guerre avec l'aide des capitaux étrangers, en particulier américains. La France a l'avantage de pouvoir les effectuer avec ses propres capitaux, en raison du chiffre imposant de son épargne et de la situation privilégiée de sa devise, considérée à l'heure actuelle comme une monnaie-refuge par tous les capitalistes étrangers.

L'épargne française et les capitaux internationaux qui affluent sur notre marché d'une part, la faiblesse du loyer de l'argent d'autre part, nous permettent aujourd'hui, si nous le voulons, de rattrapper, et même de dépasser, dans des conditions avantageuses et dans un temps relativement court les progrès mécaniques accomplis par l'industrie germanique.

*
**

Quant aux méthodes de nos cultivateurs, elles sont encore plus désuètes et plus imparfaites que celles de nos industriels. Aussi le rendement en est-il tout à fait insuffisant et le coût de production trop élevé.

Nos cultivateurs et nos éleveurs ont beaucoup à apprendre, de la technique moderne : outillage, engrais, semences sélectionnées, animaux reproducteurs d'élite. Aux groupements agricoles, syndicats et coopératives, échoit tout naturellement cette tâche éducatrice.

Mais s'il appartient aux Pouvoirs publics d'exiger des associations agricoles l'accomplissement de cette mission pédagogique, par contre, les groupements ruraux sont en droit de solliciter l'aide de l'Administration sous forme d'avantages matériels et moraux, et aussi de propagande en faveur de l'idée d'union auprès des paysans trop souvent isolés.

*
**

Indépendamment des perfectionnements à apporter à nos méthodes de production industrielle et agricole en vue d'améliorer leur rendement, il importe que nous agissions également sur les autres éléments du prix de revient français, en particulier charges fiscales et salaires, qui ont tendance à s'élever, ou tout au moins à se stabiliser.

De nombreuses associations se sont fait l'écho des doléances

des industriels et commerçants auprès du Fisc. A l'heure où notre budget ne s'équilibre que difficilement, un plan général de dégrèvements est une perspective que les personnes les plus optimistes n'osent pas estomper : aussi nos producteurs doivent-ils se contenter de réductions fiscales partielles, portant sur des articles déterminés, les moins favorisés.

Grâce aux louables efforts de certains parlementaires, comme M. Fougère, Président de l'Association Nationale d'Expansion Economique, des améliorations de détail ont pu être obtenues : réduction du taux de la taxe de luxe, cet impôt condamnable qui a fortement compromis l'essor des articles français dans un domaine où, jusqu'alors, ils jouissaient d'une supériorité incontestée : parfumerie, bijouterie, mode, couture et tourisme ; amélioration du régime fiscal des ventes en entrepôt ; exonération de l'impôt sur la saccharine, pour les ventes de papier à cigarette destiné à l'exportation, etc.

En ce qui concerne nos transports terrestres et maritimes, de nombreux progrès restent à accomplir, tant au point de vue rapidité qu'au point de vue tarifs : ces derniers, en dépit d'une révision récente en faveur des produits exportés, sont beaucoup trop élevés et nous mettent en état d'infériorité vis-à-vis de nos concurrents. Un sérieux effort doit donc être tenté dans le sens d'une réduction, malheureusement entravée par les embarras financiers actuels de nos compagnies ferroviaires et maritimes.

Plus délicate et plus difficile à résoudre est la question des salaires, dont le niveau élevé constitue un obstacle sérieux à la compression si désirable de nos prix de revient.

Toute baisse de la rémunération du facteur main-d'œuvre est fonction d'une diminution préalable du coût de la vie ; or, jusqu'en janvier 1931, l'indice des prix de détail pratiqués à Paris pour 13 denrées choisies parmi les produits de première nécessité s'est continuellement élevé, vouant à l'insuccès toute tentative de réduction des salaires, traitements ou honoraires.

Mais, depuis lors un mouvement de baisse assez marqué du coût de la vie en France s'est dessiné : en octobre dernier, le même indice était établi par la Statistique Générale au chiffre de 571, il avait reculé de 71 points en 8 mois. Souhaitons donc que cette tendance à la baisse s'accroisse dans l'avenir, et rende possible une réduction correspondante et généralisée des salaires, laquelle entraînerait une compression des prix de revient des articles d'origine française.

*
* *

En somme, nous avons proposé quatre solutions en vue de la réduction de nos prix de revient :

a) Augmentation du rendement par le perfectionnement de notre outillage et l'emploi de procédés plus scientifiques et plus modernes.

b) Allègement, au moins partiel, des charges fiscales et sociales qui pèsent trop lourdement sur notre production et sur nos échanges.

c) Diminution de nos tarifs de transport terrestre et maritime.

d) Politique de la vie à bon marché, condition nécessaire de réduction de cet important élément du coût de production qu'est le salaire.

B. — *Perfectionnements que nécessitent nos procédés d'exportation*

- 1) De la part des exportateurs, chefs de « maison ».
- 2) De la part des organismes bancaires.
- 3) De la part des Pouvoirs publics.

Dans la poursuite de cette œuvre capitale qu'est l'accroissement de nos exportations, la conjugaison des efforts des entreprises commerciales privées, des organismes bancaires et des Pouvoirs publics est indispensable.

A chacune de ces trois catégories d'individus ou de collectivités incombe une partie de la tâche commune ; mais il faut souligner tout de suite ce fait que, vivant actuellement sous un régime de libre concurrence, il importe que les exportateurs comptent d'abord sur eux-mêmes, sur leur énergie, leur initiative, leur esprit d'adaptation pour triompher des difficultés, plutôt que sur l'appui des banques et de l'Etat.

Dans un de ses discours, M. le Président Tardieu a mis en lumière l'utilité du commerçant en disant :

« Il ne suffit pas d'augmenter la capacité de production si l'on ne sait pas, en même temps, s'assurer des débouchés. Et c'est ici qu'entre les deux grands facteurs de la production française, l'agricole et l'industriel, apparaît le rôle vital du commerce, appelé à faire parcourir au produit par la succession des échanges, les divers stades qui le conduisent de la production à la consommation... On ne saurait trop proclamer qu'entre le producteur et le consommateur, le rôle du commerçant est décisif ».

Nous aurions voulu lui entendre ajouter « le rôle du commerçant, et en particulier de l'exportateur, est décisif. » En effet, si l'intermédiaire est nécessaire à l'intérieur d'un pays, il est indispensable dans le commerce extérieur, à cause des connaissances spéciales, nombreuses, variées qu'exigent les échanges internationaux.

C'est en raison de ce rôle primordial qu'ont à jouer nos commerçants dans l'organisation des exportations que nous examinerons en premier lieu :

1) DE LA PART DES EXPORTATEURS, CHEFS DE MAISON.

Pour étendre leurs débouchés extérieurs, nos exportateurs doivent d'abord faire preuve de trois qualités fondamentales, à savoir : le « cran », le travail et la souplesse.

Avoir du cran, c'est-à-dire avoir la volonté de vaincre, avoir foi en la réussite de la tâche que l'on entreprend, c'est là le propre de tous les hommes d'action dignes de ce nom.

En quoi consiste plus particulièrement le « cran » de l'exportateur français ?

Dans le fait de ne pas se laisser décourager par les succès probables auxquels seront vouées ses premières tentatives. La conquête d'un marché extérieur est, en effet, un travail de longue haleine, qui exige une préparation minutieuse et des efforts continus.

L'exportation nécessite, en outre, des connaissances nombreuses, variées et complexes, touchant aux domaines géographique, économique et juridique.

Rompant aux questions de transport terrestre ou maritime, de douane et de change, l'exportateur doit être abondamment documenté sur les débouchés qu'il désire se créer ou simplement conserver, sur les usages commerciaux qui y sont en vigueur, sur les goûts des consommateurs qui y vivent.

Exactement renseigné sur la richesse, les préférences et les habitudes commerciales d'un pays en même temps que sur la situation particulière, pécuniaire et morale, de chaque client éventuel, il doit alors se livrer à une active publicité : envoi gratuit d'échantillons et de catalogues rédigés en langue étrangère ; annonces dans les journaux et les revues ; affiches et autres moyens, voir même conférences et films documentaires.

Ayant ainsi préparé son terrain, il lui sera beaucoup plus aisé de le conquérir et de le conserver.

Tout ce programme requiert, pour être mené à bien, en dehors du « cran » et du travail personnel, une troisième qualité : la souplesse, dont la raison impérieuse réside dans la diversité de la tâche à accomplir, ainsi que dans l'adaptation des articles proposés aux besoins variés, aux goûts différents de la clientèle internationale.

Telle est la lourde tâche qui s'impose aux exportateurs français pour atteindre ce louable but que constitue l'expansion de leurs expéditions à l'extérieur.

*
* *

Certes, en France, il ne manque pas de chefs de maison, capables de surmonter isolément tous les obstacles qui peuvent se dresser devant eux. Mais là où un homme seul risque d'échouer,

en dépit de sa bonne volonté et de ses aptitudes, l'association de plusieurs personnes ou le groupement de plusieurs « maisons » est mieux à même de triompher. C'est pourquoi il serait sage de substituer en France l'action collective à l'action individuelle, et de créer chez nous, à l'instar de l'Allemagne, des organismes spécialisés d'exportation pour chaque catégorie de produits.

Ces organismes spécialisés seraient à même de se procurer, plus complètement et plus rapidement que ne le font les maisons d'exportation isolées, tous les renseignements d'ordre général ou particulier concernant tel ou tel marché déterminé, et de prendre telle ou telle mesure destinée à en faciliter la conquête : organisation d'une publicité collective judicieuse ; présentation des articles adaptée aux goûts de la clientèle ; choix et emploi de représentants qualifiés.

*
**

Désirable pour l'exportation de nos articles industriels, cette action collective est encore plus nécessaire pour l'écoulement à l'extérieur de notre production agricole, encore trop primitive et inorganisée.

Les industriels français, en présence des nombreuses lacunes de leurs procédés de vente, ont déjà admis le principe d'une action commune et reconnu l'efficacité d'une politique d'entente ; mais nos paysans, au contraire, sont restés pour la plupart hostiles à toute idée d'union.

Aussi appartient-il à nos Pouvoirs Publics et à nos agriculteurs conscients de leurs véritables intérêts de favoriser le développement des groupements ou associations agricoles, et en particulier des « coopératives de vente en commun » du type canadien, américain ou danois, dont la France ne donne, jusqu'à présent, que de rares exemples. C'est là, croyons-nous, le seul moyen de tirer le paysan français de son « splendide isolement économique ».

En somme, de toutes les considérations qui précèdent, il résulte que nos exportateurs, industriels et surtout agricoles, ont beaucoup à apprendre de leurs concurrents étrangers, et beaucoup à réaliser pour les égaier.

2) DE LA PART DES ORGANISMES BANCAIRES.

« Le Commerce, dit-on, vit de crédit » ; c'est là une formule courante, qui s'applique tout spécialement aux échanges d'une nation avec l'étranger. Importateurs et exportateurs ont recours aux banques pour le double financement de leurs achats de matières premières (crédit à l'importation), et de leurs ventes de produits fabriqués (crédit à l'exportation).

Jusqu'à maintenant, les organismes bancaires français n'ont

apporté à nos maisons d'exportation qu'un soutien insuffisant, qui les oblige à restreindre au minimum indispensable les délais de paiement accordés à leurs acheteurs : la conséquence naturelle est que nos producteurs se voient souvent évincés par des concurrents offrant des conditions de règlement plus longues et moins onéreuses.

Même un organisme spécialisé, comme la « Banque Nationale du Commerce Extérieur », qui rend sans nul doute des services appréciables, ne consent que des crédits insuffisants, quant à leur durée et à leur montant. Aussi eût-il été judicieux, comme l'a fait remarquer M. le sénateur Raynaldi, de comprendre cette banque d'intérêt vital pour le pays dans le plan d'outillage national, et de la doter de capitaux suffisants pour lui permettre de dispenser des crédits plus importants et à plus long terme.

De même, il serait souhaitable que la Banque de France, qui pratique si largement, depuis quelque temps, une politique de solidarité internationale vis-à-vis d'Instituts d'Emission étrangers en difficultés, comme la Reichsbank, s'orienta également vers une politique de soutien national, ce qu'elle pourrait faire sous forme de réescompte du papier à 12 ou 18 mois que lui présenterait la B. N. C. E.

Cette politique de financement de nos exportations, la situation de notre marché monétaire, abondamment pourvu de disponibilités grâce au courant régulier de l'épargne nationale et à l'afflux exceptionnel de capitaux étrangers, nous permet de la suivre. Il semblerait même indiqué de tenter actuellement de faire de Paris un grand marché international d'acceptations, capable de concurrencer Londres, dont la devise a perdu beaucoup de prestige depuis l'abandon récent de l'étalon-or par l'Angleterre.

Créer, à Paris, un marché international d'acceptations, finançant les échanges franco-étrangers, et aussi les échanges entre pays tiers, aurait pour résultat d'améliorer à la fois le solde de notre balance des marchandises et celui de notre balance des services.

La création de la « Banque Française d'Acceptation » est un premier pas dans cette voie.

*
* *

A côté de ce soutien direct, consistant dans un large octroi des « crédits à l'exportation française », et qui est dévolu aux banques spécialisées comme la B. N. C. E. et les Grands Etablissements de Crédit, une aide indirecte efficace peut également être apportée à nos exportateurs par les banques d'affaires. Celles-ci sont en effet à même d'imposer aux Sociétés étrangères auxquelles elles prêtent à long terme, l'obligation de passer leurs commandes à l'industrie française.

Indépendamment de ce soutien direct et indirect, nos produc-

teurs pourraient demander aux banques une documentation plus étendue sur les divers marchés internationaux, une organisation de leurs services de renseignements comparable à celle qui existe dans les établissements bancaires germaniques.

Enfin, il nous paraîtrait désirable de voir s'étendre en France l'usage de « l'Assurance-Crédit », qui libérant les prêteurs de la plus grande partie de leurs risques, serait susceptible de contribuer puissamment à l'expansion de nos expéditions à l'étranger.

D'ailleurs, et pour nous résumer, rappelons que la plupart des moyens de perfectionnement indiqués plus haut sont préconisés par l'article 4 de l'ordre du jour du sénateur Raynaldi, dont voici le texte :

« Améliorer l'organisation d'une documentation plus étendue par la B. N. C. E., celle du crédit à long terme, et étendre l'Assurance-Crédit aux risques catastrophiques et aux risques normaux ».

3) DE LA PART DES POUVOIRS PUBLICS.

Défenseurs des intérêts généraux du pays, les Pouvoirs Publics se doivent de ne négliger aucune mesure susceptible d'aider et d'intensifier le développement de nos exportations.

Nous classerons les mesures que l'Administration pourrait utilement prendre, à notre avis, pour protéger notre commerce extérieur, en trois catégories :

a) *Mesures d'ordre contractuel ou législatif*, tels que la révision du traité de commerce défavorable du 17 août 1927 ; l'établissement de droits compensateurs en vertu de la loi du 29 mars 1910 ; le contingentement des importations étrangères, en vertu du décret du 26 décembre 1926.

Nous n'insisterons pas sur ces procédés de protection, déjà étudiés au cours de cette monographie.

b) *Mesures d'ordre financier.*

Indépendamment de l'allègement des charges fiscales et sociales qui pèsent trop lourdement sur nos producteurs, l'Etat peut jouer un rôle bienfaisant en augmentant les crédits alloués aux divers organismes, intérieurs ou extérieurs, permanents ou temporaires, chargés de la défense de notre commerce et de son expansion à l'étranger : Ministère du Commerce ; Office National du Commerce Extérieur ; attachés et agents commerciaux ; missions officielles envoyées périodiquement sur les divers marchés mondiaux.

Les Pouvoirs Publics pourraient également aider les progrès de nos exportations par le financement, sous forme de prêts à échéance plus ou moins longue, avec ou sans intérêts, des orga-

nismes de vente à l'extérieur, et des Sociétés de travaux publics soumissionnant à l'étranger.

c) *Mesures d'ordre réglementaire.*

Il serait très souvent possible à l'Administration, lorsqu'elle est appelée à passer un contrat ou à donner une autorisation, d'insérer certaines clauses ou d'imposer certaines conditions, ayant pour objet la protection de notre production nationale.

— C'est ainsi que les diverses personnes morales administratives, Etat, département ou commune, ont toujours la faculté d'insérer dans le cahier des charges d'une adjudication publique que les travaux devront obligatoirement être exécutés avec des matériaux français, par des entreprises françaises, employant des ouvriers français.

— De même, l'Etat, autorisant depuis 1916 l'introduction des valeurs mobilières étrangères sur le marché de Paris, ne pourrait-il pas exiger en contre-partie de son agrément, la passation de commandes de la part du Gouvernement ou de la Société que financera notre épargne nationale ?

*
**

Nous voyons que, par ces diverses mesures, contractuelles ou législatives, financières et réglementaires, les Pouvoirs Publics peuvent puissamment aider l'essor de notre Commerce, de notre Industrie, de notre Agriculture, sans toutefois s'immiscer dans la gestion des entreprises privées.

Enfin, en dehors du producteur et de l'Administration, le consommateur a, lui aussi, un rôle à jouer. Ce rôle est des plus importants, puisque c'est pour lui que l'on produit et que l'on échange. Ayant somme toute le dernier mot, le consommateur peut exercer une influence déterminante sur la balance commerciale d'un pays, suivant qu'il marquera ses préférences pour l'article national ou l'article étranger.

Que les Français s'imposent comme règle la consommation du produit de marque nationale, et ils réduiront les importations étrangères d'une façon très sensible, se donnant ainsi du travail à eux-mêmes.

Notons d'ailleurs que pour arriver à ce résultat, il suffit que les Pouvoirs Publics, les Chambres de Commerce, les Groupements ou Syndicats professionnels et corporatifs organisent une active propagande en faveur du produit de marque française, démontrent aux masses que leur véritable intérêt est d'exiger de leurs fournisseurs des articles d'origine nationale, fassent vibrer dans tous les cœurs des sentiments de « patriotisme économique ».

CONCLUSION

Conformément à notre plan, nous avons étudié, au cours de cette monographie, « le Commerce Franco-Allemand depuis 1927 », considéré non pas dans le sens étroit d'achats et de ventes français en Allemagne, mais d'une manière beaucoup plus large, à savoir : le déficit de la balance totale française contrastant avec l'amélioration de la balance globale allemande. Cette opposition nous a tout naturellement amené, curiosité bien naturelle, à rechercher s'il n'existait pas un lien commun, un rapport de cause à effet, entre les mouvements inverses des balances commerciales des deux nations voisines, et par suite à envisager tout particulièrement la question du renversement, à nos dépens, du solde des échanges directs franco-allemands depuis 1927.

Nous avons ensuite classé le plus méthodiquement possible les principales causes de ce déficit croissant et alarmant, à savoir : causes d'origine allemande, causes d'origine française et causes invoquées par certains économistes.

Parmi les facteurs allemands, d'une part la pratique du dumping, auquel nos voisins sont poussés, nous voulons bien le croire, par l'intensité de la crise qui sévit chez eux avec une vigueur exceptionnelle, et d'autre part la super-rationalisation des industries et maisons de commerce allemandes capables de vendre leurs produits à des prix inférieurs aux nôtres, ont particulièrement retenu notre attention.

Parmi les facteurs français, nous avons insisté principalement sur l'accord douanier franco-allemand du 17 août 1927, qui, conclu au lendemain de l'inflation, avant la baisse des prix allemands et la hausse des prix français, s'est avéré à l'usage plus favorable à l'économie germanique qu'à la nôtre.



A ces causes complexes, nous avons préconisé des remèdes, mesures défensives ou offensives qu'il serait désirable d'appliquer le plus rapidement possible, mais que, pratiquement, il semble difficile de réaliser à bref délai. En effet :

S'agit-il de la dénonciation du traité commercial de 1927? Des raisons de politique générale s'y opposent.

S'agit-il seulement d'une révision partielle de certains articles? De longs pourparlers, des discussions interminables viennent l'entraver.

S'agit-il de l'application des droits compensateurs aux primes

d'exportation germaniques, conformément à la loi de 1910? La preuve inéluctable de l'existence de ces primes est difficile à faire.

S'agit-il enfin de la répression des fraudes douanières? L'insuffisance du personnel spécialisé la rend difficile.

Et pourtant, l'heure est grave, nos usines marchent au ralenti, le chômage sévit, notre balance commerciale accuse en 1931, surtout du fait de la concurrence allemande sur le marché national et international, un déficit beaucoup plus considérable que celui, déjà très élevé, de 1930.

*
* *

Sans doute, la situation du Reich est encore plus grave: 15.000.000 d'individus réduits à la misère, une armée toute prête pour le bolchevisme, autre facteur de désordre politique, social et économique.

Ses finances sont gênées, ses banques embarrassées, ses marchés monétaire et financier presque abandonnés.

Et la raison première de tous ces maux, quelle est-elle?

Sa politique de prodigalité budgétaire, tant publique que privée, rendue possible par les prêts des nations étrangères: dépenses publiques excessives d'un côté, rationalisation à outrance de l'autre.

Puis, la « Grande Crise » s'est abattue impitoyablement sur elle, venant singulièrement compliquer sa situation.

Son industrie désemparée a voulu à tout prix ne pas s'effondrer, elle a eu recours à tous les procédés, même illégaux, pour maintenir ses anciens débouchés et s'en créer de nouveaux.

La France, sa voisine, mal protégée par l'accord et la consolidation des droits du 17 août 1927, lui a paru un terrain favorable à l'expansion de ses produits, et, une fois de plus, notre pays fut envahi par les articles germaniques.

*
* *

La balance commerciale française accuse en conséquence un recul inquiétant, alors que celle du Reich enregistre des plus-values considérables.

Ce n'est qu'une situation passagère, disent les experts financiers germaniques, et, sous peu, la tendance se renversera à nouveau.

En admettant que des forces économiques automatiques entrent en jeu et rétablissent l'équilibre rompu, il n'en est pas moins vrai qu'aujourd'hui le déficit considérable de nos échanges est un fait contre lequel une réaction et d'énergiques mesures s'imposent.

Celles-ci (déjà énumérées) peuvent être qualifiées de « mesures de protectionnisme offensif et défensif », mais elles se justifient néanmoins dans une période économique troublée comme la nôtre et sont, à l'heure actuelle tout au moins, les seules susceptibles de remédier à notre situation économique embarrassée.

■
* *

Pourtant la récente « Commission Economique franco-germanique », créée à la suite du voyage à Berlin de M. Laval, Président du Conseil, ouvre un horizon de paix économique entre les deux rivales, en s'efforçant de poser les bases d'une coopération franco-allemande au triple point de vue agricole, industriel et commercial.

Les principaux éléments de ce rapprochement peuvent être classés en différentes catégories :

a) Développement des ententes auxquelles participent les entreprises des deux nations et dont il existe déjà de nombreux exemples : accord des colorants, accord du gros appareillage électrique, etc...

De telles ententes, aux modalités d'ailleurs variées, pourraient mettre fin à la concurrence effrénée, à laquelle se livrent les industries françaises et allemandes des cuirs, de la soie artificielle, etc...

b) Assainissement de certaines branches de la production française par l'apport de la technique allemande, et de certaines affaires germaniques par l'octroi garanti et judicieux des crédits français.

c) Action concertée franco-allemande dans les pays non producteurs ou sous-producteurs.

d) Tentative d' « union économique franco-germanique » qui, étendue progressivement aux autres nations européennes, pourrait constituer le fondement d'un bloc économique européen.

Mais cette coopération économique franco-allemande ne constitue qu'un beau projet dont la réalisation est malheureusement bien problématique.

Faisons toutefois des vœux pour sa réussite, et mettons notre confiance dans la clairvoyance des membres de la « Commission », qui, sous la direction de M. Gignoux, leur Président, travaillent en vue d'arriver à une entente.

■
* *

Mais cela ne nous empêchera pas de rappeler, une fois de plus, les mesures, momentanées du reste, qui, commandées par le défi-

cit de notre balance commerciale, spécialement de nos échanges avec le Reich, s'imposent à tous les Français, hommes politiques, producteurs, commerçants et consommateurs.

Au Gouvernement incombe de prendre les mesures de défense qu'autorise notre législation : droits compensateurs aux primes allemandes d'exportation — contingentement des marchandises allemandes importées en France. Notons à ce propos que les récents décrets de contingentement ont déjà donné des résultats appréciables ; dans une lettre qu'il vient d'adresser à M. Rollin, ministre du Commerce, M. Bonnet, Président de la Chambre Syndicale des fabricants de jeux et jouets, signale en effet les premiers résultats heureux du contingentement des jouets étrangers, spécialement d'origine allemande.

Aux fabricants, producteurs et commerçants, s'impose le devoir de réduire au minimum les achats de matières premières, denrées alimentaires et objets fabriqués de provenance germanique, nécessaires à notre production industrielle et agricole.

Pour les consommateurs enfin, la règle de l'achat de l'article français fabriqué avec des matériaux français, par des ouvriers français, portant la marque française, doit être de rigueur.

Ces mesures défensives, qui nécessitent la bonne volonté de tous les citoyens, seraient peut-être un des facteurs les plus efficaces d'un rapprochement économique franco-allemand. Elles montreraient en effet à l'Allemagne que les Français sont unis dans la défense de leur économie comme ils l'étaient dans la défense de leur territoire.

Et, devant cette union de toutes les bonnes volontés françaises, devant le fait qui doit normalement en découler, à savoir : la tendance au rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale franco-allemande, nos voisins comprendraient peut-être mieux que leur véritable intérêt est dans une entente loyale avec la France sur le terrain économique, comme sur le terrain politique.

Apôtre de la paix politique, la France l'est aussi de la paix économique.

Mais si, jusqu'à ce jour, le souci de sa sécurité semble bien avoir constitué la plus sûre garantie de la paix politique entre elle et l'Allemagne, et par suite de la paix mondiale, de même, la mise en vigueur des mesures d'urgence, mais indispensables à sa protection économique et commerciale actuelle, serait sans doute un des facteurs les plus efficaces de l'entente économique franco-allemande, condition et prélude d'une « Union Economique Européenne ».

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS

A. — Statistitiques :

Moniteur officiel du Commerce et de l'Industrie (année 1931).
Tableau général du Commerce et de la Navigation (année 1927).
Annuaire Statistique, publié par la *Statistique générale*:
années 1913 à 1930.

Journées Industrielles des 17, 18, 20 janvier 1932.

Annuaire germanique de Statistique, publié par l'*Office allemand de Statistique*: année 1931.

Rapport de M. A. Daudet, Directeur de l'Association Nationale d'Expansion Economique: 20 mai 1931.

Rapports de nos attachés ou agents commerciaux en Allemagne au cours des années 1927 à 1931.

B. — Revues et journaux :

Le Commerce: Ont été consultés les articles suivants:

1) ANNÉE 1930

La Politique contractuelle de la France, p. 117.

La balance commerciale de la France, p. 321, 372, 427.

D'où vient le déficit de notre balance commerciale.

La politique contractuelle de l'Allemagne, p. 319.

2) ANNÉE 1931

Veut-on renouveler en France les pratiques douanières et contractuelles en honneur en 1919?

La balance commerciale de la France pour 1930, p. 56.

Les accords commerciaux de la France sur la sellette, p. 57.

La crise de notre commerce extérieur, p. 315.

L'Illustration Economique et Financière:

Supplément du 11-12-26 paru sous le titre: « La France et l'Allemagne: leur position économique ».

Revue d'Economie Politique:

Les accords commerciaux et la politique douanière, par Jean Naudin.

Bulletin de la Statistique Générale de la France :

Quelques aspects du commerce international d'après les statistiques des dernières années, par Pierre Jeremie, p. 81 du fascicule d'octobre-décembre 1930.

La Cote Auxiliaire du 22-8-31 :

« Vaccinations ».

Le Capital :

1) EDITIONS ECONOMIQUES

L'amélioration de la balance commerciale en Allemagne, par A. Aftalion : 19-11-30.

Le Commerce franco-allemand, par A. Aftalion : 11-12-30.

Les balances commerciales de la France et de l'Allemagne, par A. Aftalion : 10-4-31.

2) EDITIONS ORDINAIRES

A la Mode de Berlin : 18-5-31.

Les exportations du Reich en France : 12-5-31.

Le Comité consultatif : 8-12-31.

La Situation : 10-12-31.

Dettes privées et dettes politiques : 11-12-31.

La première semaine du Comité Consultatif : 16-12-31.

L'Information :

Les éléments et les conditions d'une coopération économique franco-allemande : 1-2-3 octobre 1931.

La Journée Industrielle :

Rapport de M. Daudet et discours de M. Fougère à l'Assemblée de A. N. E. E. du 20 mai 1931 : 23-24-25-26 et 27-5-31 et 4-6-31.

Discours de M. Von Hoesch, au banquet de la Chambre de Commerce allemande à Paris : 31-3-31 et 3-4-31.

La Rationalisation : 20-3-28.

Grand Echo du Nord :

Comment on aboutit à la fermeture de nos carrières de sables et graviers : mai 1931.

Conférence de M. Augé Laribe :

« La protection tarifaire et l'organisation des échanges » :
11-2-31.

C. — Partie officielle :

Texte de l'accord du 17 août 1927.

Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 1^{er} avril 1930 (Chambre des députés: n° 4.776).

Annexe au procès-verbal du 12 mars 1931 (Chambre n° 3.137).

Journal officiel des 8 et 9 mai 1931 :

Discussion des interpellations sur l'accord austro-allemand.

Journal officiel du 26 juin 1931 :

Ordre du jour Raynaldi clôturant au Sénat les interpellations sur le déficit de la balance commerciale de la France.

D. — Cours professés à la Faculté de droit de Paris :

1). Economie politique (Doctorat : 1929-1930), par A. Aftalion.

2). Législation financière (Doctorat : 1929-1930), par Allix.

E. — Divers :

Renseignements fournis gracieusement par nos représentants commerciaux en Allemagne, l'O. N. C. E., diverses Chambres de Commerce, le Comité des Forges et les Chambres Syndicales.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
PREMIÈRE PARTIE. — Historique des échanges commerciaux franco-allemands, antérieurs à 1927.....	13
<i>Chapitre I.</i> — Les échanges commerciaux franco-allemands avant la guerre	13
Section I. — Importance de ces échanges.....	13
Section II. — Législation de ces échanges.....	14
<i>Chapitre II.</i> — Les échanges commerciaux franco-allemands pendant la guerre.....	16
<i>Chapitre III.</i> — Les échanges commerciaux franco-allemands après la guerre	17
Section I. — La « charte contractuelle » française d'après-guerre.	17
Section II. — L'activité des échanges franco-allemands de 1919 à 1927	20
A. — Importance de ces échanges.....	20
B. — Législation de ces échanges.....	22
DEUXIÈME PARTIE. — Le renversement de la balance commerciale franco-allemande depuis 1927.....	25
<i>Chapitre I.</i> — La balance commerciale de la France : son déficit croissant depuis 1927.....	25
Section I. — Généralités sur la balance commerciale française.	25
Section II. — La balance commerciale française en 1927.....	26
A. — Rapport entre les exportations et les importations.....	26
B. — Composition de notre commerce extérieur.....	28
C. — Répartition de notre commerce extérieur : clients et fournisseurs	31
Section III. — Aggravation de la balance commerciale française depuis 1927	33
A. — Déficit sans cesse croissant de la balance commerciale française, de 1927 à 1931.....	33
B. — Gravité de la crise atteignant notre commerce d'exportation de produits fabriqués.....	34
C. — Evolution de nos échanges avec nos principaux clients depuis 1927	36
D. — Situation de nos échanges commerciaux au cours de 1931.	37
<i>Chapitre II.</i> — La balance commerciale de l'Allemagne : son amélioration croissante depuis 1927.....	41
Section I. — Amélioration d'ensemble de 1927 à 1931.....	41
Section II. — Amélioration propre à l'année 1929.....	43
Section III. — Amélioration propre à l'année 1930.....	43
Section IV. — Amélioration propre à l'année 1931.....	45
<i>Chapitre III.</i> — Contraste entre l'évolution des deux balances commerciales française et allemande depuis 1927.....	47
Section I. — Le contraste.....	47

	Pages
Section II. — Influence respective des importations et des exportations	49
A. — Influence des importations.....	49
B. — Influence des exportations.....	50
Section III. — Contraste particulièrement accentué des postes français et allemands de produits fabriqués.....	51
<i>Chapitre IV. — L'amélioration de la balance commerciale allemande, cause principale de l'aggravation de la balance commerciale française</i>	<i>55</i>
Section I. — Aggravation de la balance de notre commerce spécial avec l'Allemagne.....	56
A. — Influence des échanges franco-allemands sur chacune des deux balances commerciales globales de la France et de l'Allemagne :	
1. sur celle de la France....	56
2. sur celle du Reich.....	60
B. — Composition et modification du trafic commercial franco-allemand depuis 1927	62
I. — Importations allemandes en France.....	63
II. — Exportations françaises en Allemagne.....	66
Section II. — Aggravation de la balance de nos échanges spéciaux avec certaines nations, du fait de l'expansion des exportations germaniques dans ces pays.....	71
A. — Concurrence franco-allemande en Europe.....	72
1) Contraste très net.....	72
2) Contraste moins accusé	76
3) Pas de contraste.....	79
A'. — Concurrence franco-allemande en Afrique du Nord.....	80
B. — Concurrence franco-allemande hors d'Europe.....	81
TROISIÈME PARTIE. — Causes du renversement de la balance commerciale franco-allemande depuis 1927.....	85
<i>Chapitre I. — Facteurs allemands.....</i>	<i>85</i>
Section I. — La diminution du pouvoir d'achat du peuple allemand	85
Section II. — Les mesures protectionnistes germaniques.....	88
Section III. — La pratique allemande du dumping.....	90
A. — Dumping de fait de l'Administration.....	90
B. — Dumping du fait des particuliers.....	91
Section IV. — La compression des prix de revient et la rationalisation	93
A. — Baisse des salaires germaniques.....	94
B. — Rationalisation allemande.....	95
Section V. — L'activité de la politique commerciale du Reich....	97
A. — Aide des organismes privés.....	97
1) Octroi des crédits.....	97
2) Connaissance des marchés étrangers.....	98
3) Conquête des débouchés extérieurs.....	98
B. — Aide des Administrations publiques.....	99

	Pages
<i>Chapitre II. — Facteurs français</i>	101
Section I. — Facteur particulier à nos échanges commerciaux avec l'Allemagne : l'accord douanier franco-germanique du 17 août 1927.....	101
Section II. — Facteurs d'ordre général.....	109
A. — Elévation de nos prix de revient.....	109
B. — Facteurs monétaires	111
1) Revalorisation et stabilisation de notre franc.....	111
2) Excès d'or dans les caves de notre Institut d'Emis- sion	111
C. — Organisation défectueuse de nos exportations.....	112
1) Du fait de nos chefs de maison eux-mêmes.....	112
2) Du fait des organismes bancaires.....	113
3) Du fait de l'aide insuffisante de nos pouvoirs publics.	113
D. — Propagande insuffisante en faveur du « produit français ».	114
<i>Chapitre III. — Facteurs invoqués par quelques économistes</i>	115
Section I. — Changements de la conjoncture.....	115
Section II. — Paiements pour les réparations.....	116
A. — Thèse anglaise : « La marchandises doit précéder le capital »	116
B. — Thèse franco-américaine : « La marchandise suit le capital »	117
C. — Thèse intermédiaire du Professeur Aftalion.....	118
QUATRIÈME PARTIE. — Conséquences pour la France du renversement de la balance des échanges franco-allemands.....	120
Section I. — Conséquence théoriquement heureuse : paiements allemands « des réparations », facilités.....	120
Section II. — Conséquences théoriquement et pratiquement dangereuses	124
CINQUIÈME PARTIE. — Les remèdes.....	127
<i>Chapitre I. — Remèdes aux facteurs d'origine allemande</i>	127
<i>Chapitre II. — Remèdes aux facteurs d'origine française</i>	129
Section I. — La revision de l'accord du 17 août 1927.....	129
Section II. — Améliorations à apporter à nos méthodes.....	131
A. — Compression de nos prix de revient industriels et agricoles	131
B. — Perfectionnement que nécessitent nos procédés d'expor- tation	134
1) De la part des exportateurs chefs de maison.....	135
2) De la part des organisations bancaires.....	136
3) De la part des Pouvoirs publics.....	138
CONCLUSION	141
BIBLIOGRAPHIE	145
TABLE DES MATIÈRES	149

